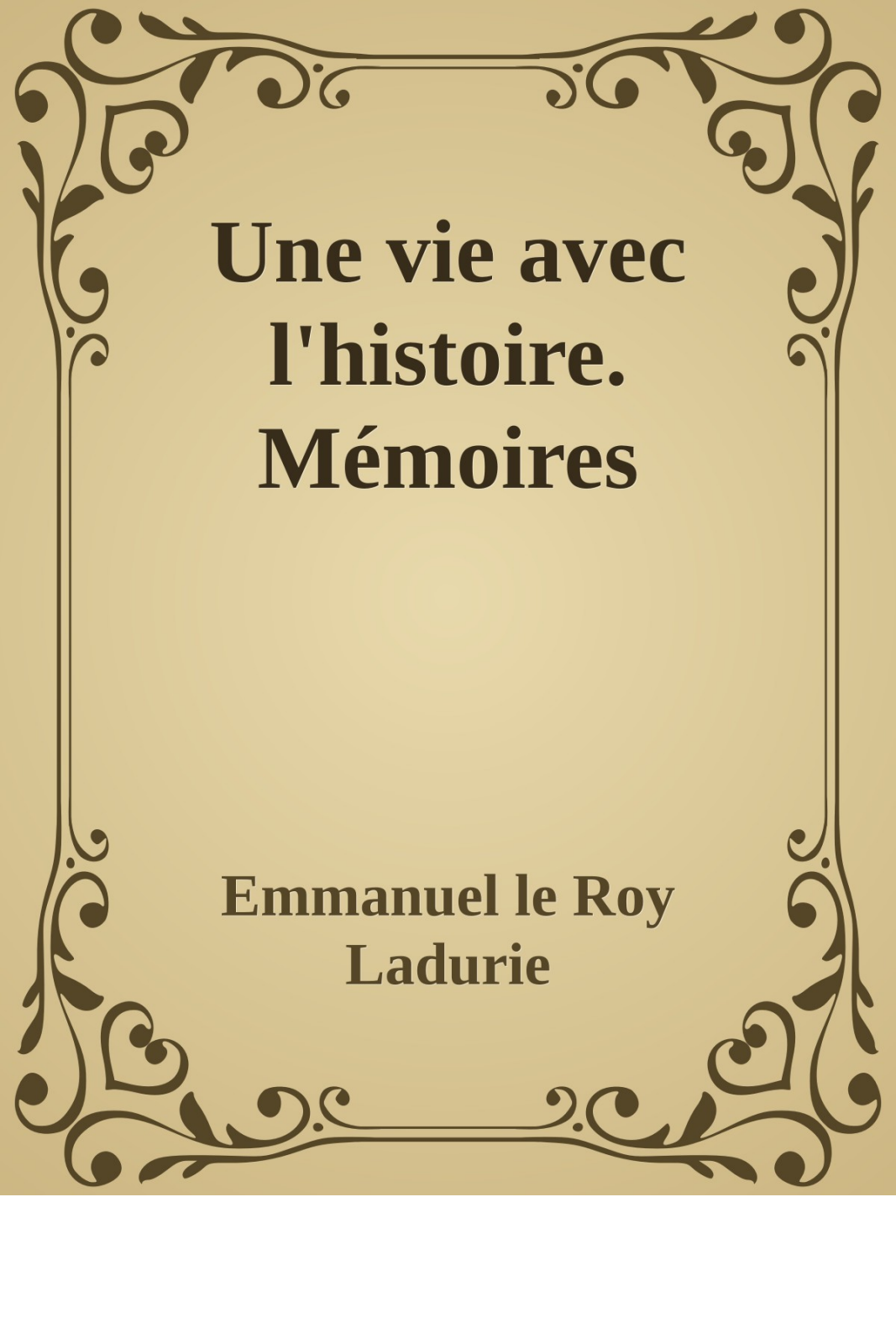


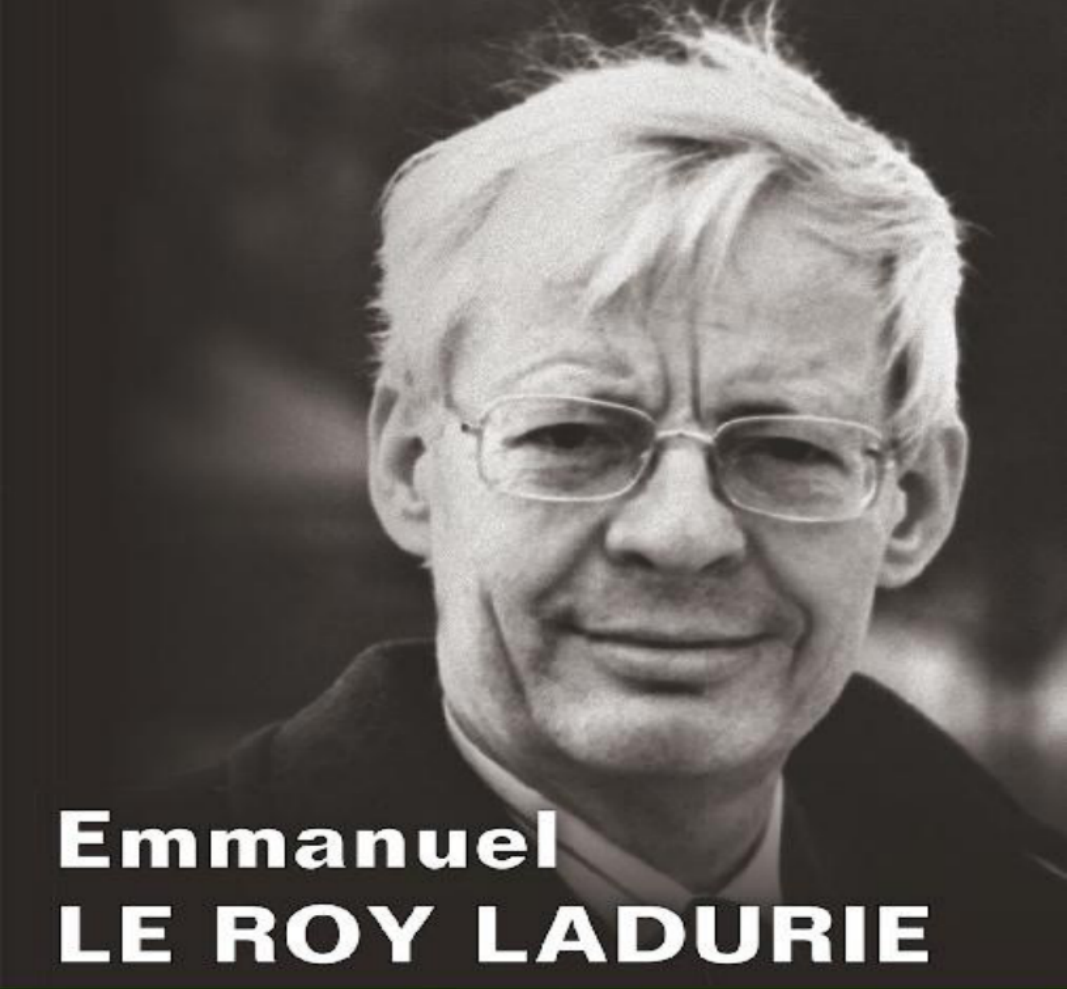
A decorative border with symmetrical floral and scrollwork patterns in a dark brown color, framing the central text.

Une vie avec l'histoire. Mémoires

**Emmanuel le Roy
Ladurie**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

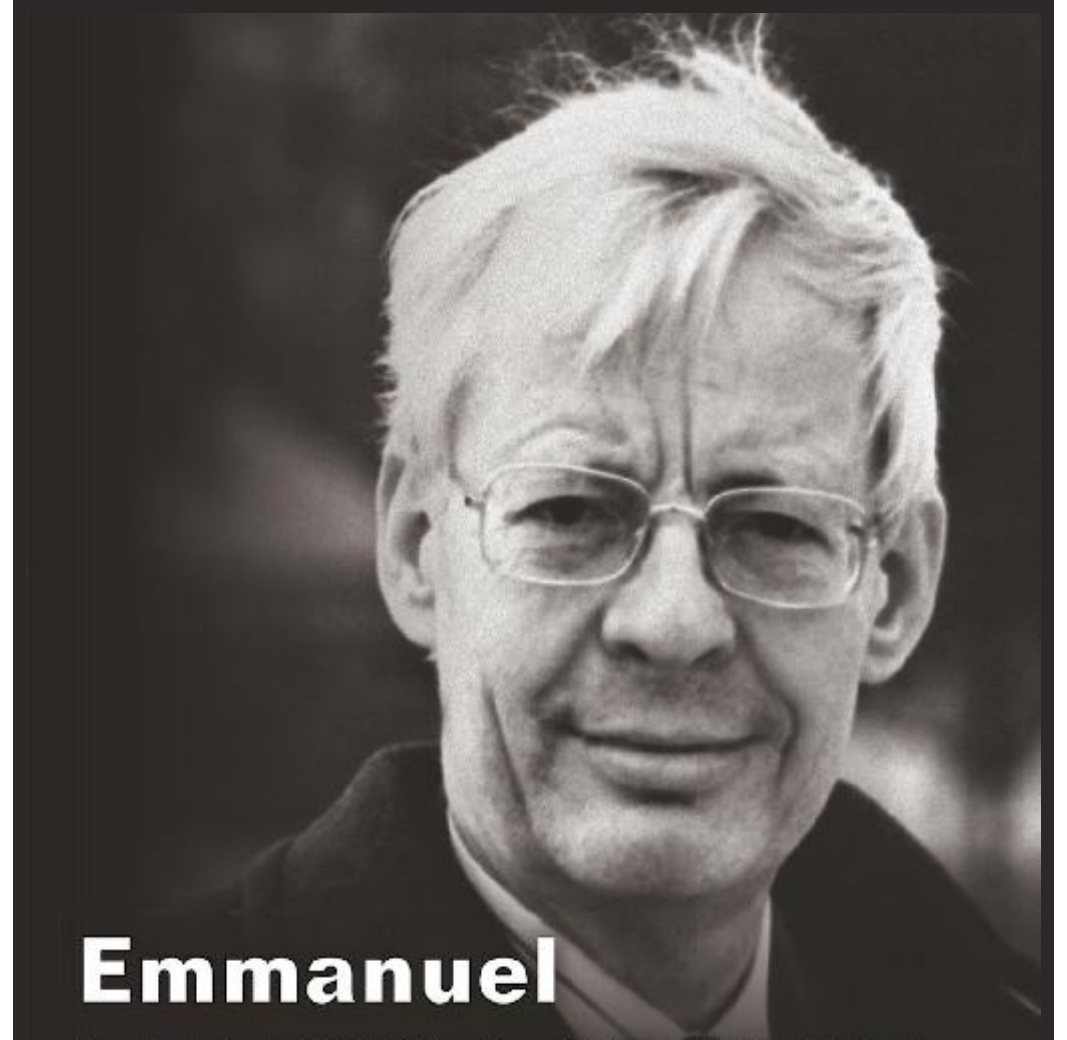


**Emmanuel
LE ROY LADURIE**

UNE VIE AVEC L'HISTOIRE

Mémoires

 Tallandier



**Emmanuel
LE ROY LADURIE**

**UNE VIE AVEC
L'HISTOIRE**

Mémoires

 Tallandier

EMMANUEL LE ROY LADURIE

de l'Institut

Avec Francine-Dominique Liechtenhan

UNE VIE AVEC L'HISTOIRE

Mémoires



TALLANDIER



Cet ouvrage est publié sous la direction de Denis Maraval.

Éditions Tallandier – 2, rue Rotrou – 75006 Paris

www.tallandier.com

© Éditions Tallandier, 2014

EAN : 979-10-210-0641-6

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

Emmanuel Le Roy Ladurie et Francine-Dominique Liechtenhan ont collaboré à divers ouvrages, notamment sur la grande famille helvétique des Platter et sur d'autres sujets depuis bien des années¹. Leur travail commun trouve son expression logique dans les dialogues qu'on trouvera ci-après.

1. *Le Siècle des Platter*, t. I, *Le Mendiant et le professeur*, Paris, Fayard, 1995 ; *Le Siècle des Platter*, t. II, *Voyages de Thomas Platter II*, Paris, Fayard, 2000 et t. III, *L'Europe de Thomas Platter*, Paris, Fayard, 2005.

Votre nom retient l'attention, il suscite une certaine curiosité. Parlez-nous de vos origines familiales.

C'était, au XVIII^e siècle, une famille d'avocats, de petits marchands normands et d'artisans du métal du côté des Le Roy Ladurie. L'un de mes ancêtres fut prêtre, puis défroqué sous la Révolution française. Dès lors, il fut militant jacobin dans sa bourgade, à Verneuil en Normandie. Cette « apostasie » fut par la suite cachée à ses descendants, redevenus très catholiques. Je n'ai appris la chose, ô horreur, qu'il y a quelques années. Je ne pense pas que mon père, très volubile et qui ne m'en a jamais parlé, ait été au courant. Il y avait pourtant un dicton dans la famille : « Curés de père en fils. » L'un de mes oncles, en revanche, qui était carme, donc dans l'état monastique, fut quand même guillotiné comme tel, ce qui rétablit un juste équilibre. Il fut béatifié avec un certain nombre de ses confrères décapités eux aussi. Nous pouvons donc implorer ce saint homme, qui est maintenant au Ciel, dans nos prières.

À l'exemple de son évêque, l'ex-prêtre de Verneuil s'est marié avec une fille qui n'était pas sa maîtresse puisque le premier enfant naquit largement après dix mois de mariage. Elle venait du milieu métallurgique que j'ai évoqué. Cet ancêtre « déprêtrisé », comme on disait à l'époque, fut un jacobin orthodoxe, s'occupant des questions militaires et fiscales (levée en masse, impôts) dans les décisions municipales de sa bourgade. Ayant convolé en justes noces, le ci-devant ecclésiastique a changé son nom en Le Franc, car Le Roy sentait un peu trop l'Ancien Régime. Il était embarrassé par son nom « Le Roy Ladurie » ; dans l'acte de mariage, ce nom est « Le Roy de Ladurie », bien que cette famille ne soit nullement noble ; puis le « de » saute et disparaît à la fin du texte conjugal en question. Il devient ensuite libraire, c'est-à-dire à la fois papetier et vendeur de livres, en une époque où, faute de télé vespérale, la classe moyenne lisait énormément. Lors du Consulat de Bonaparte, le cardinal Caprara vint tout exprès d'Italie, avec les pouvoirs que lui avait donnés le pape, afin de réconcilier les prêtres apostats, parmi lesquels mon

ascendant. L'éminence tança vertement le malheureux libraire, dans le genre : « Et surtout, ne recommencez pas. » De toute manière, il n'était pas question pour le coupable de faire retour à la profession ecclésiastique puisqu'il était marié. Le temps n'était pas encore venu de la revendication du mariage des prêtres, tarte à la crème de ceux qui aujourd'hui veulent repeupler les rangs trop éclaircis du clergé.

Le fils né de cette union conjugale ex-cléricale, laquelle engendra peu d'enfants, fut papetier à Paris et fit un beau mariage, riche et doré sur tranche, dans ce milieu de la paperasse et du cartable. Même famille d'accueil que celle du célèbre docteur Véron, lui-même très lancé dans les milieux de l'intelligentsia et de la vie théâtrale du Paris d'alors. Cet ancêtre était garde national du côté de la rue du Bac et se chargeait avec ses camarades, sous Louis-Philippe, de réprimer les émeutes populaires, tâche qu'accomplissent de nos jours avec beaucoup plus de professionnalisme les CRS, parfaitement formés à un tel métier. Le garde national tirait dans la foule, faisant des morts et des blessés (le CRS, lui, se fait parfois tirer dessus, mais il fonctionne néanmoins avec empathie, distribuant les coups de matraque en lieu et place des coups de fusil du temps jadis). Il était l'ami de Charlet, grand dessinateur de l'époque. Les deux compères se préoccupaient beaucoup des promotions aux grades de capitaine, commandant, etc. des gardes nationaux. À la même époque ou un peu plus tôt, un autre ancêtre, le sieur Moufle, maire d'un arrondissement de Paris, entre autres occupations, promenait son ami Louis XVIII – ou était-ce Charles X ? – dans une voiture secouée sur les pavés de la grande ville, ce qui facilitait l'après-midi postprandial du monarque vieillissant. Le fils du prêtre eut à son tour un héritier, héritier qui fut fonctionnaire dans les tabacs et jouissait semble-t-il d'une assez belle fortune héritée du papetier. Ce monsieur s'occupait également, en tout bien tout honneur, de pauvres filles du bas peuple victimes du milieu urbain et s'efforçait d'atténuer leurs souffrances. Il faisait ainsi du social, selon une expression récente, tradition qui s'est conservée dans la famille, plus ou moins ruinée de ce fait à chaque génération et dont il fallait par de riches mariages regonfler la fortune ainsi ébréchée. Je signalerai aussi, au fil d'une autre branche remontante de ma famille, une aïeule proluxe, vers 1840, en recommandations à l'usage de sa fille mariée : « Il y aura, un de ces jours, une nouvelle révolution et je me suis bien trouvée, lors de la précédente, de connaître à fond les

travaux du ménage. Tâche d'en faire autant, car on ne sait jamais. »

L'homme des tabacs mourut jeune de ce que l'on appelle aujourd'hui un AVC, accident vasculaire cérébral, qu'on nommait à l'époque un « coup de sang ». Il avait échappé, quelques années plus tôt, à une arrestation par les communards auxquels une fidèle servante avait jeté de l'eau dans les jambes en brandissant son balai tandis que lui-même s'enfuyait par une porte de derrière, en direction du jardin. C'était aussi un formidable collectionneur dont les acquisitions magistrales ont été souvent, malheureusement, dispersées ultérieurement parmi ses nombreux descendants. Il n'eut qu'un fils, mon grand-père, Barthélemy Emmanuel Le Roy Ladurie : âgé d'une douzaine d'années lors de l'enterrement de mon arrière-grand-père, petit garçon isolé, il marcha en tête du cortège qui rendait les derniers devoirs à l'auteur de ses jours.

La famille de ma grand-mère paternelle, née d'Arodes de Tailly, était en partie caennaise. J'ai donc une vision familiale et personnelle de Caen : j'ai connu cette ville en bon état avant la guerre et jusqu'en 1943, une jolie cité des XVII^e et XVIII^e siècles avec quelques éléments romans et gothiques des églises et un zeste de *quattrocento*. Vinrent 1944 et les affres des bombardements qui ont détruit le centre urbain, la rue Saint-Jean en particulier, et n'ont pas laissé grand-chose debout. J'ai perdu, sous les explosions, toute une partie de ma parentèle dont une famille entière, les Dufaure, père, mère et fillette de huit ans, que j'aimais beaucoup. Cela en raison notamment de la bêtise de Montgomery, qui prenait la Normandie pour le désert de Libye. Il devait prendre Caen dès le 7 juin 1944, mais il avait commencé par l'écraser sous les bombes, ce qui, à supposer qu'il ait suivi son plan, aurait empêché ses chars de pénétrer dans la ville.

J'ai fini mes études secondaires à Caen, après le débarquement. C'était l'année scolaire 1944-1945 : nous avions des conditions de vie assez frustes à cause de la dévastation susdite. La famille Louvel opérait une division du travail : l'un de ses membres était maire de Caen, un autre, ecclésiastique, était mon professeur de philosophie. En bon catholique, il m'avait surtout fait connaître Bergson, lui-même effectivement sympathisant de la catholicité et que j'aimais bien. J'appréciais aussi l'intuition bergsonienne : je la comparais, vrai ou faux, aux intuitions foudroyantes d'un certain Charles de Gaulle le 18 juin 1940. Claude Quétel, qui a écrit une *Histoire de la folie anti-*

Foucault et un livre important sur la Bastille, prétend qu'avant le quinquennat fatal 1940-1944 Caen était une ville de plaisirs, de bistrots, de bons restaurants, mais que, depuis lors, elle a plus ou moins perdu son âme en même temps que son corps. Les spécialités locales étaient notamment l'andouille de Vire ou de Caen et la « terrinée », baptisée en patois « theurgoule », sorte de dessert au riz et à la cannelle composé de la sorte de denrées d'importation, voire tropicales.

Caen, par ailleurs, était une cité essentiellement catholique avec quelques éléments radicaux et socialistes, ceux-ci se situant notamment dans la lignée de Marcel Déat, lui-même socialiste réformiste mais compromis plus tard dans la Collaboration. L'agglomération comportait un fleuron industriel, métallurgique et sidérurgique : les usines du fer, à Colombelles, employaient aussi une main-d'œuvre russe émigrée, princière, nobiliaire et autre, installée en France depuis 1917 et qui se concentrait ou se consolait le dimanche autour d'une église orthodoxe nouvellement bâtie.

À propos des données caennaises, humaines, urbaines... et rurales, parlez-nous justement de ce grand ruraliste que fut votre père, Jacques Le Roy Ladurie.

Mon père était une force de la nature, un homme de plein air, comme disait Lucien Febvre à propos de ses personnalités du XVI^e siècle. Lui-même, Jacques Le Roy Ladurie, a succédé à ses ascendants vers 1924 sur le domaine terrien familial en tant que propriétaire exploitant et faisant-valoir, selon l'expression de l'époque. Ce domaine était peu fertile, assis sur le schiste, dont on ne savait pas encore qu'il était pétrolifère (voyez les initiatives nord-américaines en ce secteur). Ma mère, charmante personne, avait une dot assez considérable, peut-être le triple de la valeur de ce terroir familial. Jacques s'est donc fait agriculteur, il a aussi été entre les deux guerres, on peut bien le dire, l'inventeur du syndicalisme agricole en Normandie et même à l'échelle nationale, en compagnie d'autres leaders, parmi lesquels Louis Salleron, théoricien du corporatisme. On peut appliquer ici un schéma multi-générationnel issu du bon vieux marxisme en dépit de la déshérence où cette malheureuse doctrine est

tombée de nos jours. Mon père, en effet, incarnait la transition du syndicalisme agricole, depuis la noblesse fondatrice jusqu'à une certaine bourgeoisie, activiste en l'occurrence, autrement dit lui-même et quelques autres. Les premiers syndicats agricoles avaient émergé à l'initiative des propriétaires nobles des années 1880 – Pierre Barral a parlé à ce propos de « syndicalisme des ducs », très différent de celui des ouvriers malgré l'identité du vocabulaire. Les agriculteurs professionnels, ou tout simplement les paysans, ne jouaient dans cette affaire qu'un rôle subordonné voire quasi nul, tant la vie du cultivateur labourant sa terre par tous les temps dès potron-minet était rude et fatigante ; le laboureur en question, surmené, n'avait guère de temps pour faire du militantisme. La bourgeoisie a pris le pouvoir, vers 1920-1930, dans le syndicalisme agricole aux dépens des nobles ou de certains d'entre eux. Mon père et Louis Salleron fondèrent alors, avec d'autres, l'Union nationale des syndicats agricoles (UNSA) dont les congrès, au cours des années 1930-1939, ne furent pas dénués d'importance. Vint la guerre, 1939, puis, après la défaite, Vichy et le maréchal Pétain. Jacques Le Roy Ladurie s'est rallié tout naturellement au régime vichyste dont l'idéologie terrienne lui convenait. Cela peut étonner ou scandaliser de nos jours, mais la chose paraissait naturelle à beaucoup de gens à l'époque, qu'on le regrette ou non. Qu'on songe par exemple à Charles Vallin, qui fut solidement pétainiste puis gaulliste, non sans difficulté vers la mi-temps de l'occupation allemande, ensuite soldat dans les troupes françaises reconstituées en Afrique du Nord puis combattantes dans l'Hexagone et même en Allemagne. Il donnera son nom à une place du XV^e arrondissement, place Charles-Vallin, dénomination dont personne ne songe à s'offusquer puisque la trajectoire complexe et finalement sympathique de ce monsieur est largement ignorée du grand public.

Mon père a été ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement d'avril à septembre 1942, puis il est entré dans un groupe de résistants plutôt droitiers (c'est à peu près le même trajet qu'a suivi François Mitterrand, successivement en 1942 puis à partir de 1943). Devenu maquisard dans la forêt d'Orléans en 1944, mon père a pu échapper sans trop de mal aux foudres de l'épuration.

Au total, l'auteur de mes jours avait progressé tout au long d'une très belle carrière dans la paysannerie française de 1925 à 1940, mais,

après la Seconde Guerre mondiale, son parcours était *de facto* terminé à l'échelle nationale malgré deux élections, difficiles du reste, à l'Assemblée nationale dans les années 1950 et ultérieures. En fin de compte, il restait un notable de province, nullement négligeable, mais Vichy restait la petite tache indélébile liée à son nom que toute l'eau de la mer était incapable d'effacer. Il a quand même été pendant très longtemps président de la chambre d'agriculture de Normandie qu'il avait fondée. Sa dernière députation à la « Chambre » fut emportée par la vague gaulliste au début des années 1960. Il aurait voulu se présenter à nouveau, mais Mère s'y opposa avec bon sens, car une telle démarche aurait inmanquablement provoqué le naufrage définitif des finances paternelles déjà fort délabrées. À sa mort, il laissa néanmoins des dettes peu considérables que ses trois enfants et leurs conjoints n'eurent pas beaucoup de peine à rembourser. Son plus beau titre de gloire reste la collection « La Terre » qu'il dirigea chez son excellent ami Henri Flammarion : des dizaines et des dizaines d'ouvrages qui sont comme un miroir de l'état de l'agriculture française, à la fois traditionnelle et novatrice, des années 1930 aux années 1950 voire 1960. Parmi les sujets traités, citons, entres autres, *La Pomme de terre*, mais aussi *L'Alimentation du bétail* ; *Quel temps fera-t-il demain ?* ; *La Défense du vignoble* ; *Les Cultures oléagineuses* ; *Les Céréales*, etc. Mon père fut donc vis-à-vis de l'agriculture française ce que Pierre Nora, avec l'immense talent que l'on sait, fut à Gallimard pour l'histoire et les sciences humaines à partir du dernier tiers du ^{xx}e siècle. Beau compliment pour « le paternel », même si les deux hommes sont à des années-lumière l'un de l'autre dans la galaxie éditoriale.

La famille compte d'autres personnalités, dont votre oncle Gabriel Le Roy Ladurie.

Effectivement, Gabriel, frère de mon père, devait fonder dans l'entre-deux-guerres la banque Worms en compagnie de Gabriel Worms, mais aussi de leur ami commun Jacques Barnaud. Gabriel Le Roy Ladurie n'avait pu entrer à l'Inspection des finances, mais il avait déjà fondé avec succès une banque française importante en Pologne. Il était devenu, à la fin des années 1930, ami de Paul Reynaud et

d'autres hommes politiques qui se retrouvaient les uns et les autres pour déjeuner ou dîner à la célèbre « popote de chez Worms ». C'était, au sens absolument non péjoratif du terme, un homme de l'ombre avec quelques amis personnels. On a parlé à leur propos de « synarchie » : elle n'a pas existé comme telle, mais il y avait bel et bien dans cet ensemble un groupe de cadres dynamiques, selon une expression quelque peu usée. Il était aussi ami de Drieu la Rochelle. Il a été inquiété à la Libération puis est mort d'un cancer quelques années plus tard. Je l'ai beaucoup regretté, car cet homme séduisant m'avait pris en amitié, au-delà d'une affection purement familiale.

La guerre et le débarquement vous ont profondément marqué. Vous étiez alors en Basse-Normandie, dans le manoir familial.

Ce manoir de Villeray est installé sur un site très ancien, à cent mètres des restes d'une villa gallo-romaine, eux-mêmes situés dans une prairie qui porte le vieux nom celtique de la Guérante, allusion à une espèce de limite ou de situation frontalière d'un domaine agricole. Le manoir lui-même remonte à la première moitié du ^{XVI}^e siècle : belle époque de la Normandie, avant les difficultés des guerres de Religion. Le château actuel a été reconstruit au ^{XVIII}^e siècle et mes ancêtres l'ont acquis en cette époque dite des « Lumières ». Il a survécu ensuite, un siècle et demi plus tard, aux avatars du débarquement de juin 1944, relativement proche de cette habitation campagnarde.

Je ne supporte pas la défaite de 1940 que j'ai vécue sur le mode enfantin. J'étais alors âgé de onze ans, mais les souvenirs sont déjà extrêmement actifs à cet âge, surtout en temps de crise. J'imagine qu'il en va de même pour les jeunes Allemands s'agissant de la défaite de leur pays, malheureux et criminel, en 1945. Je me détourne toujours, en tant que lecteur d'histoire, de ce qui concerne le désastre de notre défaite en 1940.

J'étais, lors de cet exode de 40, en compagnie de mon frère François. Pour en rester à 40 et plus spécialement aux journées des 18 et 19 juin, une amie déclara aux membres de ma famille : « Vous avez vu ce général qui ose être contre le maréchal ? » C'était alors le sentiment général, plutôt hostile à de Gaulle dans la majorité des cas. Contrairement à ce qu'on prétendra plus tard, ce nom d'officier

devenait déjà quelque peu familier à un certain nombre de Français, comme ce fut mon cas.

Au cours de ce funeste mois de juin, je me souviens toujours d'un vieux prêtre ami de ma mère qui d'un même mouvement racontait que, lors de la Grande Guerre, il avait tué plus de 250 Allemands avec sa mitrailleuse. Sur un registre qui n'avait rien à voir, il souhaitait simultanément que soit institué, à côté du culte du Sacré-Cœur de Jésus, un culte parallèle du Sacré-Cœur de la Vierge Marie. J'ai toujours eu du mal à concilier les deux aspects de cet ecclésiastique qui, d'un même mouvement de pensée ou de mémoire, fauchait les « Boches » avec sa mitrailleuse et voulait élever de nouveaux autels à la Vierge.

S'agissant de la Première Guerre mondiale, je n'ai jamais très bien compris l'idée, fort répandue dans la gauche française, selon laquelle il fallait être résistant dès 1940-1941, mais refuser le patriotisme des « pantalons rouges » à partir de 1914-1915. Alors, un patriotisme à géométrie variable ?

On critique toujours le traité de Versailles, qu'on accuse d'avoir stimulé par contrecoup l'esprit revanchard des Allemands et d'avoir de la sorte encouragé la naissance et les premiers triomphes du nazisme. Mais, après tout, nous-mêmes nous avons souffert du funeste traité de Francfort en 1871 et pourtant nous n'avons pas engendré une espèce de nazisme à la française quinze années plus tard, en 1883, comme feront les Allemands à partir de 1933. Mais il est vrai qu'il était absurde de notre part d'exiger de l'honorable république de Weimar des réparations qui devaient courir jusque vers la fin du ^{xx}e siècle.

La Première Guerre mondiale m'a longtemps fasciné lorsque j'étais enfant, à partir de l'âge de huit ou dix ans, dès lors que je lisais les illustrés destinés aux très jeunes lecteurs de ma génération, périodiques décorés de bandes dessinées parfois exagérément nationalistes. Puis, l'âge venant, jusqu'à devenir septuagénaire et octogénaire, 1914-1918 a cessé d'attirer mon attention à cause de ce massacre ininterrompu de la jeunesse française ainsi que de générations plus âgées dont je ne méconnaissais pourtant pas l'héroïsme.

Mes loisirs de lecteur, indépendamment de mes travaux historiques sur un passé plus lointain, se sont tournés vers la Seconde Guerre mondiale. Je n'en finis pas de méditer les contradictions, et puis la venue de l'astéroïde Hitler détruisant une bonne partie de l'humanité

européenne, comme fit jadis cette météorite qui a, paraît-il, anéanti les dinosaures. Je suis toujours passionné par l'histoire de Vichy. Cette période est souvent décrite en noir et blanc : Vichy et le « résistancialisme », métaphoriquement et réellement affrontés. Il me semble qu'on devrait appliquer davantage, en la circonstance, les conceptions d'Edgar Morin relatives à la complexité (ce grand sociologue n'a pas utilisé ce thème central de sa pensée pour une réflexion sur les quatre années d'occupation et d'État français). Depuis quelques années, l'introduction par les historiens du régime pétainiste les plus autorisés du concept désormais légitime de « vichysto-résistant » marque dans tous les cas un progrès certain dans les analyses relatives à ce quadriennat chu d'un désastre obscur et pourtant décisif. L'œuvre de Robert Paxton (traduction française en 1973) a délégitimé d'un coup presque toutes les synthèses antérieures considérées désormais comme coupables d'un excès d'indulgence à l'égard des quatre années fatales. Le professeur Paxton, que j'ai bien connu et apprécié à sa juste valeur, m'a dit à diverses reprises que, connaissant bien le Sud des États-Unis, il était bien équipé intellectuellement pour comprendre les faits et gestes du système politique qui s'était installé pour une cinquantaine de mois dans le département de l'Allier. Vérification faite, j'ai pu constater que le Sud esclavagiste de la grande République américaine n'a jamais été occupé par une armée étrangère, comme ce fut le cas de la France dans la première moitié des années 1940. La comparaison établie par Paxton entre le Sud de 1860-1865 et la France des années noires est tout à fait boiteuse. La démarche paxtonienne traduit bien dans tous les cas l'irrésistible alliance qui s'est instituée ainsi entre l'intelligentsia de la côte Est des États-Unis et les catholiques de gauche du carrefour Bac-Saint-Germain.

Je me suis référé à l'entre-deux-guerres, expression commode et chronologiquement fort exacte : un historien de l'école des Annales, ce qui est mon cas, ne peut se borner à mentionner purement et simplement la politocailerie française de cette vingtaine d'années, parfois médiocre, voire franchement déplaisante à certains égards. Néanmoins, dans les strates profondes de nos populations, des phénomènes somme toute très positifs et hautement symboliques se sont manifestés. Sait-on par exemple que le soldat français de 1940, en termes de stature physique, est le plus grand qui soit apparu au cours

de notre longue histoire ? La croissance physique des jeunes recrues depuis le XIX^e siècle s'est poursuivie sans interruption de l'époque de Clemenceau à celle de Léon Blum et Paul Raynaud, par suite de l'amélioration progressive du niveau de vie entre les années 1900 et 1930 et ultérieures. La nation n'était pas en aussi mauvaise santé, physique ou morale, qu'on le prétendra par la suite.

Partons, pour simplifier, de 1935, millésime marqué notamment par le pacte d'hostilité à l'Allemagne hitlérienne, conclu cette année-là entre la France et l'URSS représentées respectivement par Pierre Laval et par « Monsieur Staline ». La personnalité de Laval, compte tenu de son *leadership* collaborationniste ultérieur, fera dans la seconde moitié du XX^e siècle et ensuite l'objet d'une exécution universelle. Est-ce une raison pour étendre rétrospectivement, cette animosité à Laval lorsqu'il n'était encore qu'un homme politique ni meilleur ni pire qu'un autre entre les deux guerres ? Lors d'une exposition il y a quelques années figuraient, sagement alignées de gauche à droite et de haut en bas, les photographies des trop nombreux présidents du Conseil de la III^e République ; la liste iconographique de ces bonshommes (nulle bonne femme parmi eux) ainsi constituée était complète, à la seule exception de l'image de Pierre Laval, mystérieusement basculé dans une trappe. Était-il vraiment légitime de projeter ainsi sur ce politicien auvergnat, avec cinq ou six années d'avance, la *damnatio memoriae* qui le frappera par la suite pour les raisons que l'on connaît après la défaite de 40 ?

De 1935 à 1938, Hitler se fait progressivement mieux connaître, ou plutôt de mal en pis. Après l'annexion de l'Autriche, il s'en prend à la Tchécoslovaquie, pour récupérer les Allemands des Sudètes et finalement s'emparer de Prague.

Mon père, par solidarité avec les paysans innombrables qui avaient été massacrés durant la Première Guerre mondiale, était pour la paix munichoise, ou du moins pour ce qu'on croyait devoir être la paix. Son adversaire dans le syndicalisme paysan, le marquis de Moustier, qui mourra plus tard en déportation, était, lui, contre Munich. Ils étaient pourtant du même milieu, propriétaires nobles ou à prétentions aristocratiques : les positions politiques ne semblent pas, en 1938, dépendre des positions sociales, mais de la question essentielle : « Comment se place-t-on par rapport à la guerre ? » Du moins dans le cas précis qui nous occupe. En 1938, le PCF avait été

très solidaire des Tchèques du fait de son alignement de très grande ampleur sur Staline et l'URSS. L'année suivante, Staline retournait sa veste et se solidarisait avec l'Allemagne nazie aux termes du pacte germano-soviétique. Dès lors, le PCF, toujours solidaire des Soviétiques, était plongé dans un effroyable embarras dont il ne devait sortir qu'en juin 1941, quand le III^e Reich attaqua l'Union soviétique. Quand on lit les mauvais romans d'Aragon, comme celui qui s'intitule *Les Communistes*, on perçoit bien en filigrane les secousses qui affectaient la conscience des camarades de Maurice Thorez. En 1939, de toute manière, il était presque impossible aux Français d'abandonner la Pologne, comme le fit notre Ancien Régime au XVIII^e siècle. J'ai longuement parlé des années de guerre et de l'Occupation dans mon livre intitulé *Paris-Montpellier PC-PSU*, paru en 1982, et je n'y reviens pas.

Un mot quand même sur le débarquement, événement capital de l'histoire européenne... et normande : le 6 juin 1944, nous avons été réveillés vers 3 heures du matin par le bruit croissant de l'artillerie et des bombardements sur les côtes du Calvados. Nous habitions en effet à 30 kilomètres au sud du littoral. Avec ma mère, nous sommes allés à Caen chercher mon frère au collège. Au retour, un soldat allemand m'a volé ma bicyclette sous la menace pas bien méchante d'un fusil. Notre manoir fut bientôt réquisitionné par la Wehrmacht, transformé en hôpital militaire où ma mère faisait l'infirmière auprès des blessés, tant soldats allemands que civils français, sous les auspices du chirurgien de l'armée d'occupation. Ensuite, nous sommes partis chez mon grand-père dans l'Orne, les « vert-de-gris » nous ayant priés d'évacuer notre domicile calvadosien.

La fin des années 1940 a été marquée par un événement personnel tragique : la mort de votre frère.

Mon frère, François Le Roy Ladurie, qui devait succéder à mes parents en tant qu'agriculteur sur leur domaine familial, a été victime d'un accident d'avion de tourisme à partir d'un aéroport civil de la région d'Angers. Cet événement tragique est toujours présent à ma mémoire et à ma sensibilité, ce souvenir ne s'effaçant que fort peu avec l'âge. Passons sur la légèreté des administrateurs de l'aéroport et

sur la mauvaise qualité des avions qu'ils offraient au public, et sur l'absence de révisions sérieuses de ces appareils. Je préfère insister sur la fréquence des accidents dont sont victimes de jeunes garçons et parfois de jeunes filles avant, pendant et après l'adolescence. Je pense évidemment aux jeunes et aux moins jeunes qui furent tués lors de la Première ou de la Seconde Guerre mondiale, en particulier à ceux qui furent massacrés lors des bombardements aériens de Caen et d'ailleurs en 1944 ; aux conscrits qui périssent victimes d'eux-mêmes ou de leurs chefs ou de leurs camarades à propos d'événements accidentels ou présentés comme tels pendant leur service militaire ; aux noyades survenues lors d'épisodes balnéaires ; aux accidents de montagne, etc. Je compte ainsi près d'une dizaine d'événements mortels survenus dans mon entourage proche ou moins proche au cours d'un ^{xx}e siècle familial et amical, toujours très présent à ma mémoire familiale de 1914 à 2000 voire au-delà. Ces événements concernaient de façon générale des garçons plus souvent que des filles, en raison de genres de vie différents chez les uns, et les unes jadis. Il me semble qu'entre dix et vingt-cinq, voire trente ans un certain nombre parmi ces jeunes prennent des risques que des personnages d'âge plus mûr envisagent ou évitent de façon plus raisonnable, et cela indépendamment des dangers supplémentaires que provoquent les guerres, absentes depuis 1945 du théâtre européen, mais largement présentes ailleurs. Doit-on obligatoirement être âgé de quatre-vingts ou quatre-vingt-cinq ans pour réaliser que la conservation de la vie est le bien le plus précieux dont puisse disposer un être jeune ou moins jeune ?

En ce qui concerne la mort de mon frère, plusieurs signes avant-coureurs me sont venus quelques mois avant son décès. Il m'a fait monter dans un avion du funeste aéroport angevin, moi et le pilote bien évidemment. En plein vol, à quelques centaines de mètres d'altitude, le moteur s'est arrêté, puis, après quelques éternuements, il est reparti. Ni moi, ni le pilote, ni mon frère n'avons eu la moindre conscience de la gravité de cet événement. Informé lors de l'atterrissage de cette panne momentanée, mon frère, qui, comme tout le monde, trouvait cette histoire assez drôle, s'est précipité vers mon père qui par hasard était ce jour-là présent par suite d'affaires qu'il avait du côté d'Angers. Mon père, du reste un excellent homme, ne prêta pas la moindre attention à cette information que venait de lui confier son plus jeune fils. On n'y pensa plus et pourtant, nous étions

prévenus.

Votre famille était fort nombreuse, y a-t-il d'autres personnes qui en firent partie et dont vous souhaiteriez parler ?

J'ai en effet des centaines de cousins, ou davantage, dans la région du Nord-Pas-de-Calais. J'ai publié par ailleurs les Mémoires de mon père et une biographie le concernant a été écrite par Xavier Walter. Quelques années après le décès de mon frère, ma sœur Marie, chartiste, a épousé Roger Fauroux, Méridional à la voix de bronze selon l'expression de mon père, et catholique plutôt à gauche. Fils d'un proviseur de lycée, il avait d'abord eu une vocation de professeur de philosophie, puis il choisit l'allemand. Devenu agrégé en cette langue, il s'est orienté de façon classique vers l'ENA, puis, passé dans le secteur privé, il a terminé sa carrière comme P-DG de Saint-Gobain. Il a toujours fait preuve d'une extrême générosité pour les œuvres sociales de toutes sortes, pour l'intégration des immigrés et pour l'Église dont il fut pendant quelques années l'un des « évêques du dehors ». Il a été ministre de l'Industrie sous Michel Rocard. François Furet l'identifiait à la figure classique du grand patron catholique, d'origine méridionale en ce qui concerne Fauroux mais plus typique ordinairement de l'ancien patronat nordiste tel qu'on le rencontrait dans la galaxie manufacturière de Lille, Roubaix et Tourcoing jusqu'aux lendemains du second conflit mondial.

Je venais, à titre subalterne, étant enfant, assister aux fêtes annuelles de cette immense famille, multipliée par l'hyper-natalité. On les appelait « les Bernard », puisque c'était non point le prénom mais le nom des chefs de famille masculins de cette tribu dont je fais partie. Les festivités en question avaient lieu dans l'un des châteaux de la famille (région lilloise), châteaux spécialisés aussi dans la production du sucre de betterave. On les appelait les « châteaux de la densité », car la prise en compte de la densité du sucre dans la pulpe betteravière, et non pas de telle ou telle autre variable, avait accru les revenus de cette collectivité. La messe célébrée à cette occasion l'était par les prêtres de la famille. Un train spécial amenait jusque dans le castel en question les innombrables cousins, neveux et arrière-neveux ainsi que leurs conjointes et conjoints qu'un arbre généalogique à la

boutonnière permettait de distinguer les uns des autres, car autrement on n'aurait jamais pu repérer qui était qui, fils ou fille, oncle ou tante, pépé ou mémé, de cet immense lignage. Des flirts s'esquissaient, des mariages intra-tribaux se préparaient sur la base de rencontres affectueuses, éventuellement endogames, entre garçons et filles ou d'arrangements pré-conditionnés. La haine du Boche était l'un des dénominateurs communs à certains égards, car ces malheureux cousins avaient dû être évacués jusqu'à Biarritz ou à Perpignan quand avaient surgi à deux reprises les armées du Kaiser puis du Führer. Mais bien vite les sentiments européens prévalurent à partir des années 1950.

Comment expliquez-vous que de nombreux historiens aient été attirés par le communisme français et soviétique de 1945 aux années 1950 ?

On avait enregistré en 1945 un engouement assez général, au moins dans la gauche et parfois hors de celle-ci, pour le communisme et par ricochet pour l'étrange personnalité de Staline. Il est certain que la génération des jeunes historiens qui prend place à partir des années 1945-1950 s'est fondée momentanément sur des prémices idéologiques déraisonnables à partir desquelles nous avons bâti un édifice logique impeccablement construit ; mais un choc violent, comme celui de la déstalinisation enregistrée de 1953 à 1956, devait emporter tout puisque, si j'ose dire, ces bases étaient sans fondements réels et construites sur le mensonge qu'avait propagé ce qu'on pourrait appeler, faute d'un meilleur terme, le soviétisme international. Ayant été renvoyé du lycée Henri-IV pour des raisons futiles qui n'avaient rien à voir avec la politique, mais qui entraînaient quand même de ma part une certaine responsabilité et culpabilité, j'atterris au lycée Lakanal lors de l'année scolaire 1946-1947. Mes parents eurent la bonté de ne pas m'en vouloir pour ce renvoi. La khâgne de Lakanal, à laquelle je participais de la sorte comme élève, était une espèce de serre chaude, éventuellement brûlante, du communisme français et international sous sa forme stalinienne. Dès lors, je fis preuve d'un militantisme PC extrêmement actif. Les cas individuels dans cette catégorie de ci-devant jeunes des années 1940 sont évidemment très divers : Jean Poperen (évoqué *infra*), un peu plus âgé que Furet et

moi, devint militant du Kominform, organisme international par définition, dans une capitale d'Europe centrale pilotée par l'URSS. Nul ne lui reprochera par la suite cet engagement puisque, transformé plus tard en militant socialiste puis ministre de Mitterrand en quelque sorte tombé à gauche, Jean Poperen devenait ainsi excessivement intouchable et respecté de gré ou de force par les uns et par les autres.

Votre adhésion au PC n'a-t-elle pas été une réaction à Vichy ? Y eut-il aussi une influence de la victoire soviétique en 1945 ?

Ni l'un ni l'autre, me semble-t-il. En réalité, c'est la victoire de la révolution communiste chinoise en 1949 qui a provoqué chez moi l'adhésion au PCF. J'imaginai, à tort, qu'une partie considérable de l'humanité allait basculer vers le communisme à l'image du Céleste Empire. J'étais d'autre part séduit par les analyses quelque peu simplistes que proposait Marx ; il m'est cependant resté en mémoire un certain nombre de fragments, si divers soient-ils, réchappés de la catastrophe des doctrines de ce barbu broussailleux, et encore utilisables aujourd'hui. Il faut rappeler que Marx s'est inspiré de diverses traditions issues de la pensée française de son temps ou légèrement antérieures, je pense en particulier à ce qui lui est venu, à ce qui nous vient encore de François Guizot et d'Augustin Thierry. Ce dernier voyait dans le militantisme de la bourgeoisie, plus exactement du tiers état, spécialement des légistes affrontés à la noblesse, l'un des « moteurs », non dénués d'importance, du développement historique et social de notre pays depuis le Moyen Âge jusqu'à la Révolution française et même au-delà. Une version simplifiée de cet antagonisme opposait une noblesse dont les ancêtres étaient originaires des forêts de Germanie quasiment mérovingiennes à l'encontre d'une bourgeoisie française et d'un tiers état ethniquement indigènes, eux, dans ce qu'on appellera plus tard l'Hexagone. Sous cette forme, l'antagonisme en question, sans être entièrement inexact, avait quelque chose d'excessif, pour ne pas dire illusoire. En réalité, il est vrai que certaines familles aristocratiques, à l'exemple des Harcourt, plongent effectivement leurs racines dans l'obscur épaisseur des siècles du haut Moyen Âge. Mais les nobles d'Ancien Régime ou du XIX^e siècle dans leur ensemble, même s'ils participent parfois de quelque hérédité du « sang bleu »

éventuellement difficile à déceler, proviennent en réalité d'un stock ethnique issu de vieilles ou moins vieilles familles « hexagonales » : celles-ci sortaient, en leur point de départ, de familles d'épiciers ou de marchands, du peuple paysan ou de quelques groupuscules militaires. Cela dit, l'affrontement entre le tiers état souvent bourgeois et l'aristocratie est évident lors des commencements de la Révolution française et remonte, on le sait bien, à des origines beaucoup plus lointaines. Et pourtant, on ne peut oublier qu'une partie considérable de la noblesse dite de robe et pas seulement celle-ci, de la noblesse d'épée, manifeste des tendances libérales qui font d'elle l'une des forces motrices du destin historique de la France dans les années 1780 et spécialement en 1789.

La construction marxiste, en dépit d'inexactitudes, d'approximations ou *d'a priori* considérables, n'est pas dénuée de certaines relations avec la réalité de l'histoire et des faits, mais elle s'est partiellement déshonorée lors du stalinisme.

Vous avez fait une partie de votre service militaire en Allemagne ; cela vous a permis d'acquérir une certaine connaissance de sa langue.

N'exagérons rien, je peux lire des ouvrages historiques allemands, mais je suis peu familier des teutonismes de la langue parlée. Néanmoins, j'ai eu des lectures importantes dans cette langue, j'ai lu trois diaires, *alias* journaux plus ou moins intimes, en allemand, chacun d'entre eux comportant un nombre assez considérable de volumes. Il s'agit des recueils de notations journalières de Klemperer, Thomas Mann et d'une troisième personne qu'il est presque obscène de citer nominativement. Viktor Klemperer, après avoir survécu très difficilement à l'époque de Hitler, a fini par devenir communiste en RDA, puis, au bout du compte, stupéfié par sa propre sottise, il est redevenu, septuagénaire, le libéral qu'il avait été au temps de la Première Guerre mondiale et de la république de Weimar. Il a épousé une jeune femme qui était sa cadette d'un assez grand nombre de décennies ; beaucoup plus tard, elle a publié avec science l'immense journal de son défunt mari. Thomas Mann est longtemps resté le plus grand dénominateur commun des deux Allemagne, ouest et est, quand la seconde existait encore. Sa fille, gauchiste et raisonnable, a réussi à

le convaincre, sans difficulté, de refuser de recevoir un prix Staline. L'épreuve vespérale pour les membres de la famille Mann était néanmoins redoutable : chaque soir, il lisait à femme et enfants déjà grands sa production littéraire de la journée. À l'unanimité, les membres de la *gens* acceptaient de considérer celle-ci comme géniale ou du moins talentueuse. Les bombardements dont souffrait l'Allemagne, certes nazie, ne paraissent pas avoir beaucoup ému notre grand romancier. Et pourtant son mémorial quasi quotidien reste un document passionnant que j'ai lu dans l'édition originale complète avec un immense plaisir au cours d'innombrables soirées.

Et vos autres lectures ?

J'ai eu une phase où je lisais beaucoup de littérature française : Maupassant, Flaubert, pas trop Zola sauf *Nana* que j'aime beaucoup, Balzac également. J'ai beaucoup apprécié le personnage d'Eugénie Grandet, qui, ayant hérité de l'immense fortune de son père, fonde une bibliothèque dans sa ville natale. Le bibliothécaire que j'ai été en a été tout remué. Et puis les auteurs du XVIII^e siècle, notamment Voltaire dont j'ai hérité des œuvres complètes par la bibliothèque de mon père et de mon grand-père. J'ai beaucoup aimé La Bruyère et La Rochefoucauld, j'ai été un grand lecteur de Rabelais, je ne suis en revanche jamais entré dans Montaigne. Je suis l'un des rares lecteurs français à connaître assez parfaitement et totalement Saint-Simon, dans l'admirable édition Boislisle, et puis Tallemant des Réaux, écrivain d'une extraordinaire modernité, pratiquant l'humour noir. Un personnage de ses *Historiettes* enterre sa femme, le cercueil heurte l'angle d'une rue, la dame, sous le choc, ressuscite. Elle meurt de nouveau, si l'on peut dire, peu de temps après. Le personnage en question dit alors au porteur : « Cette fois-ci, faites un peu attention, quand même. » De Victor Hugo, j'ai beaucoup aimé le journal politique, intitulé *Choses vues*. En certaines pages, on croirait lire le carnet de notes d'un parlementaire de la IV^e République.

Pour le XX^e siècle, je lisais lors de mon adolescence René Bazin, Paul Bourget tirés de la bibliothèque de mon grand-père, bien oubliés aujourd'hui. Au risque d'être ridicule, on rappellera quand même que Bazin est l'un des premiers écrivains français à décrire l'exode rural,

dimension essentielle de notre histoire nationale au ^{xx}e siècle et même, à titre homéopathique, depuis 1860. J'ai un peu lu Gide également, avec le célèbre *Retour d'URSS*. Je l'ai admiré pour cela, il avait un courage extraordinaire et s'est fait insulter, sans sourciller, par la presse communiste. On n'en dira pas autant de mon cher collègue Roland Barthes, qui, au terme d'un voyage en Chine communiste, s'est borné à produire un reportage très conventionnel. Cela ne m'a pas empêché de le faire entrer au Collège de France, à l'inverse de ce que prétend telle biographie de Roland Barthes qui affirme que l'introducteur de Barthes au Collège fut Michel Foucault. En fait, je fus la locomotive de ce vote et Foucault s'est borné à prendre le train en marche.

J'ai lu également avec passion le journal des Goncourt, infiniment plus attachant que leurs romans, devenus, à mon gré, illisibles. Le style du journal d'Edmond et Jules est parfaitement normal, à la différence du style artiste de leurs œuvres de fiction. Céline, c'est pour moi comme Montaigne, je ne suis pas entré dans cette œuvre et j'ai eu bien tort. J'ai beaucoup apprécié un livre de Paul Morand sur New York, ouvrage aujourd'hui totalement oublié, peut-être victime d'une épuration, comme un certain nombre d'œuvres du même auteur et de quelques autres. J'ai lu Sartre quand il s'agissait d'une lecture obligatoire. Sa compagne Simone de Beauvoir est montée au paradis du féminisme, mais lui-même s'est enfoncé dans les marécages du stalinisme puis du gauchisme, mais le couple a tenu, et c'est déjà quelque chose. Je lisais souvent des romans policiers, en particulier la « Série noire ». Dans le temps, je lisais un « Série noire » à chaque voyage que je faisais de Montpellier à Perpignan, ville où je donnais des cours à l'université locale ou à ce qui en tenait lieu. Je me suis longtemps intéressé à la Russie, celle qui déstalinisait avec Soljénitsyne et Pasternak. Puis cette passion antistalinienne m'a quitté. Je suis davantage centré, maintenant, sur l'Allemagne de 1920 à nos jours.

Adolescent, je lisais tout Shakespeare dans la « Pléiade », la nuit, craignant de me faire gronder par mes parents pour ces illuminations nocturnes. Je prélevais ces « Pléiade » clandestinement, dans la petite bibliothèque de Nicole Martin, secrétaire de mon père. La seule pièce du grand Will qui est restée pour moi illisible, c'est *Troilus et Cressida*.

Vous fûtes aussi cinéphile...

J'étais membre du ciné-club de Montpellier, dont le président était Marcel Oms, trotskiste impénitent et charmant camarade. Oms présentait toute sorte d'excellents films. Le révérend père Cardonnel, un ami, venait aux séances dans son impressionnante robe blanche de dominicain qui n'avait pas une tache, pieds nus dans ses sandales. Dès qu'on donnait à Oms un poste provisoire de pion dans un lycée lointain, le ciné-club passait momentanément sous la responsabilité d'un stalinien qui projetait d'absurdes films hongrois, roumains, russes ou bulgares, sinon albanais de l'époque stalinienne. Puis Oms revenait de son pionnat et de la communauté de Pionville dont il faisait partie ; du coup le ciné-club reprenait ses belles couleurs. Oms et sa deuxième épouse furent tués tous deux dans un accident de voiture, un camion qui déboîtait au moment où ils le doublaient. Dans l'ensemble, ma culture cinématographique était assez classique, à l'heure actuelle elle tend à disparaître avec ma vue.

S'agissant de la fin des années 1940 et 1950, vous les avez traitées longuement dans un ouvrage intitulé Paris-Montpellier, concernant les deux pôles de votre carrière en Île-de-France et dans le Midi.

Braudel m'a invité à Paris en 1963, et cet ordre, que du reste j'appréciai beaucoup, était sans réplique. Il m'installait sur un petit poste à l'École pratique des hautes études, sixième section, mais les possibilités de recherche et aussi, disons le mot, de carrière étaient considérables. J'avais envisagé de rester à Montpellier, d'y poursuivre mes enquêtes sur le patrimoine local, éventuellement d'y prendre une retraite ensoleillée, encore bien lointaine. Mon modèle se serait ainsi identifié à celui de Michel Vovelle, lequel, dans ce qu'on appelle aujourd'hui PACA, avait tracé son itinéraire : poste professoral à Aix-en-Provence, identité demeurée provençale et méditerranéenne en dépit d'une longue installation en Sorbonne, publications alternatives d'histoire méridionale, méditerranéenne mais aussi jacobine et révolutionnaire, qu'il s'agisse de 1789 ou de 1793. Mais le poste qui, en ce qui me concerne, aurait correspondu à ce parcours à Montpellier était déjà occupé par un jeune collègue, gendre du professeur titulaire

et spécialiste de l'histoire du catholicisme en diverses périodes. La situation étant ainsi bloquée au *clapas* (surnom local de la ville de Montpellier), je n'avais aucune raison de résister aux sirènes braudéliennes, de plus en plus insistantes. Après un premier refus, je finis par accepter l'offre de mon bon maître – comme on disait alors. Les années 1962 et 1963 se passèrent ainsi, de ma part, en tergiversations puis décision finale : ce serait Paris. Comme l'avait dit déjà Restif de La Bretonne : « Paris, mes amis ou notre village, mais plutôt Paris que notre village. » Le problème, qui serait aujourd'hui plus lancinant que jamais, c'était de trouver un appartement pour ma famille dans la capitale, ou plutôt dans la proche banlieue, sud si possible. Mon père envisagea de me céder un petit deux-pièces d'où il pouvait mener ses activités parlementaires. Finalement, il changea d'avis, ce que je compris fort bien, il ne pouvait me laisser sa modeste résidence. Je dus rester une année de plus à Montpellier pour profiter de la garrigue, de la mer et de la vaste plaine viticole qui est aujourd'hui bétonnée selon la volonté de Georges Frêche.

L'initiative décisive se matérialisa à l'automne 1963. Ma famille devait donc une fois pour toutes se parisianiser. Nous sommes *remontés* de Montpellier à Paris avec notre ami André Miquel, l'orientaliste, et sa femme. Comme chacun sait, on *monte* à Paris, verbe aux significations multiples, et inversement on *descend* à Narbonne, en Arles ou en Avignon... Nous avons, comme prévu, cherché un logement. Nous visitâmes des maisons éventuellement ruineuses, dans tous les sens de cet adjectif, et dont le plancher était gondolé comme les vagues de la mer. Nous nous sommes finalement installés au sud, à Fontenay-aux-Roses. Tout au long de ce qu'on appelait alors la « ligne de Sceaux », devenue RER B, fort agitée par les grèves. L'immeuble sélectionné n'était pas désagréable, il avait cependant tendance à s'écrouler dans le sens de la pente, comme ferait un fromage du genre camembert ou même brie. Je revenais ainsi dans cette banlieue sud où mon père avait été prisonnier à Fresnes pendant quelques semaines après la Libération et où moi-même j'avais été pensionnaire au lycée Lakanal. J'y avais donc, pour ainsi dire, des racines.

Je suis arrivé avec une thèse déjà bien avancée de plus d'un millier de pages dactylographiées dont je perdis à plusieurs reprises le manuscrit dans les transports en commun, mais les choses

s'arrangèrent toujours. J'avais déjà à mon actif, outre cette grosse thèse pas encore soutenue, un « Que sais-je ? » sur l'histoire du Languedoc ainsi que quelques études sur l'histoire du climat : celles-ci devaient devenir ultérieurement l'une de mes spécialités, fort nombreuses il est vrai. Outre ce poste qu'il avait déniché pour moi, Braudel, qui m'avait décidément pris en amitié, me confia aussi la direction ou du moins la responsabilité de l'ensemble des recherches historiques de la désormais célèbre « sixième section » de l'École pratique des hautes études, laquelle faisait d'innombrables jaloux à droite, à gauche et au centre. Il me confia aussi, en tandem avec Jacques Le Goff, la direction de la revue *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, en bref *Annales ESC*, jadis fondée par Lucien Febvre et Marc Bloch.

Ce dernier avait fait descendre du Ciel intelligible les modèles que lui fournissait l'historiographie anglaise et allemande. Par exemple, c'est outre-Manche principalement qu'il avait prélevé la typologie de l'*openfield* et du bocage, typologie qu'il implantait ensuite dans ses considérations sur la France rurale. Lucien Febvre, par contre, était un empiriste et en ce sens les deux maîtres se complétaient parfaitement, l'un céleste avec ses modèles venus d'en haut et l'autre chthonien. Dans son ouvrage sur la Franche-Comté au XVI^e siècle, Febvre travaillait ainsi au ras du sol en regardant avec minutie ce qui se passait dans la réalité des villages et des villes et il en tirait des conclusions fort solides. Ciel et terre, l'aspect culturel et l'aspect matérialiste, on ne pouvait rêver mariage épistémologique plus total et plus complet. Ultérieurement, les *Annales* ci-devant ESC ont pris d'autres directions, et pourquoi pas en effet. Elle a quelque peu abandonné son côté matérialiste qui n'avait rien à voir avec la même doctrine chez M. Homais ou chez certains partisans du petit père Combes, grands mangeurs de curés devant l'Éternel. Elle s'est haussée de temps à autre vers l'empyrée du culturel pur et dur. L'air, fort heureusement, n'y est pas irrespirable.

Dans de telles conditions, j'ai pu parachever au cours des années 1960 mes deux thèses, la grande et la petite, comme on disait alors, l'une, plus volumineuse, sur les paysans de Languedoc, l'autre, plus mince mais promise ou promue à des perspectives d'avenir, sur l'histoire du climat.

Comment se passaient les soutenances alors ?

La Sorbonne et, à l'échelle nationale, les autres universités avaient rendu les soutenances de thèse plus difficiles et plus tardives puisqu'il fallait soutenir avec l'ouvrage entièrement mis au point et imprimé. On pouvait considérer cette règle comme une brimade puisque l'auteur devait trouver l'argent nécessaire pour l'impression de son ouvrage, sorte de *chef-d'œuvre*, au sens où l'entendaient les corporations du Moyen Âge. La sélection, pas forcément stupide, jouait pourtant son rôle également puisque était ainsi éliminée l'œuvre de certains quand elle n'était pas conforme aux critères de qualité indispensables et quand, faute d'argent public ou privé, elle n'avait pas la possibilité d'être imprimée. La thèse était longue, de par ses dimensions et de par le temps – parfois dix années ou davantage – qui se révélait indispensable pour la préparer. Entre amis, on se répétait un modèle certes caricatural du processus qui menait au doctorat ès lettres. Le cursus, imaginaire pour une grande part, mais incontestablement comique, était le suivant : le jeune assistant de faculté ou professeur de lycée commençait par épouser la fille du professeur titulaire auquel il avait l'ambition de succéder au moins vingt ans plus tard – délai approximatif. Au bout de quelques décennies, le beau-père prenait sa retraite, le gendre devenait à son tour titulaire du siège en forme de chaire désormais vacante. Le cas de la géographie sous la III^e République est amusant, certes, mais non dénué d'intérêt. Deux jeunes mandarins géographes étaient destinés, de toute manière, à une belle carrière. L'un d'eux épousa la fille du professeur en titre, lui-même brillant et savant géographe ; l'autre, évincé de cette position de gendre, se borna à déclarer : « Il a eu la fille, mais j'ai eu l'esprit », et il fit ensuite un cursus fort honorable. Les choses seraient plus difficiles aujourd'hui, car les chaires disponibles semblent être plus rares que par le passé, ou bien la concurrence est plus forte. On soutenait la thèse à Paris ou en province. Cet ouvrage devait néanmoins arriver vierge à la soutenance, en d'autres termes il n'était pas indiqué de le *déflorer* par des articles savants qui eussent traité du sujet même de l'ouvrage et qui devaient se situer à la périphérie du grand œuvre. Dès lors que le professorat envisagé était obtenu par retraite, voire décès du

précédent titulaire, il était parfois contre-indiqué de publier trop, à l'exception de quelques nécrologies indispensables en l'honneur de collègues disparus. La bibliographie de la grosse thèse devait bien sûr s'orner de références scientifiques indispensables et il était judicieux de citer ses maîtres ainsi que les amis du candidat, voire aussi ses ennemis. La fiche bibliographique concernant ces derniers était bien sûr assaisonnée de quelques commentaires perfides.

Il s'agit là d'un modèle ou d'une sorte d'idéal-type volontiers boursouflé. J'ai dit que l'ouvrage devait être long, voire fortement allongé. Une phrase d'Albert Soboul, grand spécialiste de la Révolution française, est restée célèbre à ce propos au sujet de sa soutenance relative aux sans-culottes parisiens en l'an II : « J'ai fait mille pages, c'est plus prudent. » Cela dit, après ce déversement d'ironie peut-être trop facile, le système, si enflé ou baroque qu'il puisse paraître au premier abord, a produit d'incontestables chefs-d'œuvre : le *Bordeaux* médiéval de Robert Boutruche, le *Toulouse* de Philippe Wolff, le *Beauvaisis* de Pierre Goubert, l'*Auvergne* d'Abel Poitrineau, la *Noblesse bretonne* de Jean Meyer, liste incomplète et qu'on pourrait prolonger encore assez considérablement. Les réformes post-soixante-huitardes ont introduit le système du PhD américain beaucoup plus bref, parfois excellent, parfois superficiel, voire nul selon les cas. Le *graduate* des États-Unis part pour tel ou tel pays, par exemple la Turquie, muni d'une bourse assez substantielle et revient ensuite de ce pays avec sur tel ou tel sultan un ouvrage de qualité variable, parfois remarquable. Le chercheur français, rivé à la ville de province où il est professeur de lycée, s'attache volontiers à un sujet sur la petite cité ou la petite région dans laquelle il enseigne aux potaches et aux jeunes immigrés du cru. Comme le dit le proverbe : « La chèvre broute là où elle est attachée. » Ce système aussi a donné lieu à quelques chefs-d'œuvre. Je pense à *Metz et son climat aux XIV^e et XV^e siècles* de Laurent Litzenburger, mais tel ou tel ouvrage sur *Cuir* et *chaussures à Carcassonne à la veille de la Révolution française* (titre imaginaire, certes) produisait parfois des résultats moins heureux.

L'étude des paysans de Languedoc du XV^e au XVIII^e siècle ainsi que de l'histoire du climat (petite thèse) m'a conduit personnellement à une soutenance de thèse en 1966 à la Sorbonne, ce qui fut un petit événement parisien. Le jury se composait notamment d'Ernest Labrousse, grand spécialiste de l'histoire des prix, Fernand Braudel,

maître de l'école des Annales, Roland Mousnier, sorte de marxiste d'extrême droite (il avait, dit-on, levé le poing lors du Front populaire, mais c'était alors un catholique craint pour sa sévérité, redoutablement érudit quant à l'Ancien Régime, notamment français). Dans la célèbre périodisation marxiste qui va de l'esclavage au socialisme en passant par le féodalisme et le capitalisme, il avait remplacé le féodalisme, concept généralement incongru, par l'excellente notion de « société d'ordres » qu'il défendait bec et ongles avec beaucoup de succès. L'homme chargé du climat dans mon jury était Pierre Pédelaborde. Grâce à lui, la climatologie fleurissait à la Sorbonne et à l'Institut de géographie de la rue Saint-Jacques. Ma thèse secondaire sur l'histoire du climat fut publiée grâce à Braudel par Henri Flammarion, vieil ami de mes parents. Elle eut un petit succès d'estime, fut traduite en anglais et contribua modestement mais effectivement, de l'avis même du grand spécialiste que sera plus tard Christian Pfister, à l'accouchement d'une nouvelle discipline intitulée « climatologie historique », concernant surtout notre second millénaire, voire les débuts du troisième. Cet ouvrage sera ensuite rattrapé par le réchauffement récent qui lui donnera une actualité imprévue. Il est vrai que l'un des chapitres de cette ci-devant thèse secondaire publiée en 1966 s'intitulait prophétiquement « Le réchauffement récent » – on ne saurait mieux dire. Mes deux thèses, la petite et la grande, l'une portant l'autre tel Énée portant Anchise, m'ont propulsé jusqu'à la Sorbonne juste avant, pendant et après mai 1968.

Vous avez marqué une phase du destin du CRH (Centre de recherches historiques) de la sixième section de l'École pratique des hautes études.

Je suis entré à la sixième section, j'ai rencontré de nombreux collègues maintes fois éminents. Incidemment, le mot même de « sixième section » hérissait le poil d'un grand historien anglais comme Richard Cobb, ami d'Albert Soboul, adversaire de Furet et spécialiste de la Révolution française. Il voyait dans « la sixième » une espèce de *camarilla* manipulatrice, critique qui pouvait n'être pas totalement injustifiée mais qui négligeait le fait que cette petite maison devenue grande avait dominé intellectuellement les sciences

sociales, dont l'histoire, en France et même ailleurs, pendant près d'un demi-siècle.

À partir de 1963-1964, j'ai progressivement pris la direction du Centre de recherches historiques de la susdite sixième section. Je suis également devenu membre du quatuor ou du quintette qui dirigeait cette école, soit Isaac Chiva, René Marzocchi, Clemens Heller, Ruggero Romano et moi. À commencer par Romano, Italien du Sud, colérique et rancunier, bon connaisseur de l'histoire des prix dans la péninsule. Il était l'auteur, non sans collaboration avec Braudel, d'un ouvrage historique sur le port de Livourne. Il se trouve que Braudel aimait les ports, les villes, tout ce qui concernait le commerce, les relations maritimes. Il aimait la France, mais il se méfiait de l'Hexagone, comme s'il s'agissait d'une cage où furent longtemps enfermées voire bouclées quarante millions de personnes. Il me disait de temps à autre : « Pendant que nous nous battions, sous Louis XIV ou sous la III^e République, pour obtenir ou récupérer l'Alsace-Lorraine [lui-même était lorrain], les Anglais s'installaient avec un certain sans-gêne dans ce qui s'appellera les États-Unis, *coast to coast* et puis le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande. D'une façon générale, ils nous repoussaient sans ménagement. » Au total, d'un côté, deux provinces sympathiques à peine moins grandes que l'État d'Israël d'aujourd'hui, flanqué ou non de la Cisjordanie, et de l'autre trois ou quatre grands pays ou davantage, étalés pour le moins sur 25 millions de kilomètres carrés. La méthode anglaise, mais aussi espagnole ou portugaise, consistant à prendre le contrôle d'immenses espaces outre-Atlantique et outre-Pacifique lui paraissait plus séduisante, en dépit des violences parfois violentissimes qui avaient accompagné sans beaucoup d'interruptions ces processus. Braudel préférait Florence et Venise à Rodez et Clermont-Ferrand, la France capétienne n'avait pas pour lui les charmes de la Renaissance italienne. Des grandes nations européennes qui bordaient l'océan Atlantique, encore lui, trois d'entre elles, Espagne, Portugal et Grande-Bretagne, s'étaient étendues presque à l'infini vers les continents situés plus à l'ouest, les deux autres, Irlande et France, n'avaient obtenu que fort peu de résultats dans ce genre d'activités. La France avait quand même colonisé le Québec, et les Irlandais la police de New York, ce qui n'était certes pas négligeable. J'essayais quand même de consoler mon bon maître en lui citant Vercingétorix et Louis XIV, mais il restait de glace en dépit de

l'histoire de France qu'il devait rédiger sur le tard lors de sa retraite. Pendant mon second cycle d'années parisiennes inauguré lors des *sixties* dans ce qui sera de nos jours l'EHESS (École des hautes études en sciences sociales, ci-devant sixième section), j'achevai mes deux thèses et je lançai de grandes enquêtes quantitatives dans le cadre du CRH : dîmes, loyers, anthropologie historique du conscrit, climat – encore lui –, etc.

Vous avez vécu les événements de mai 1968.

À ce propos, j'ai été assez surpris d'entendre ces temps-ci l'un de nos hommes d'État les plus importants faire allusion de manière laudative à l'esprit de 68, mais passons...

Sur cet épisode qui fêtera dans quelques années son cinquantième anniversaire, disons que Mai 68 m'a tout à fait surpris. Je ne l'avais pas prévu. Cependant, il y avait quelque prémonition dans l'air. Notre ami Martin Malia, professeur à l'université de Berkeley, trilingue en russe, anglais et français, nous avait longuement parlé des « événements », comme on dira pour mai 1968, qui avaient agité son campus californien : les étudiants américains, hostiles à la guerre du Vietnam et qui ne souhaitent pas se faire tuer dans cette entreprise, avaient pris en partie le contrôle de leur établissement, ils s'étaient illustrés par des slogans gauchistes, étrangers à la tradition américaine ou parfois parties prenantes de celle-ci, comme le célèbre *Make love, not war*. Et pourtant le vieux puritanisme yankee ne trouvait sûrement pas son compte dans les deux premiers mots de cette célèbre sentence. Il y avait même dorénavant, ô horreur, des marxistes barbus et des communistes échevelés dans cette troupe libertarienne qui faisait preuve de hardiesse et d'audace sans précédent. Par la suite, les autorités américaines supprimeront ce qui restait de service militaire vaguement obligatoire. Les étudiants se rassurèrent, la révolte s'apaisa. La bibliothèque de Berkeley, quelque peu détroussée de certains de ses livres par l'agitation et ses agitateurs, ressemblait au plus fort de la tempête à une baleine échouée sur le rivage dont il ne resterait bientôt que le squelette – c'était du moins la comparaison un peu baroque qu'avait formulée auprès de moi un collègue californien. Quoi qu'il en soit, l'auguste *Library*, passé les troubles, reprit bien vite

sa force et ses couleurs ; le cauchemar, s'il avait vraiment eu lieu, fut remarquable par sa brièveté.

Côté français maintenant, je voyais notre pays pourvu d'institutions solides, une vie nationale sans trop d'histoires, une situation économique enviable sans dépression, peu de chômage, une personnalité dirigeante qui avait ses défauts – nationalisme excessif, parfois. De Gaulle, lors de conversations diplomatiques, n'avait-il pas demandé que la rive gauche du Rhin soit sinon rattachée à l'Hexagone, du moins séparée de l'Allemagne dans les projets d'avenir des Alliés ? Cette idée était chez lui ancienne, antérieure à la Seconde Guerre mondiale ; il s'agissait de refaire la Gaule, Rhénanie occidentale incluse. Les grands hommes ont parfois de ces bouffées délirantes, voire sottes.

Et brusquement s'est produit cet événement, comme un aérolithe exterminant les dinosaures. Au début, tout cela me parut fort étrange. Je contemplais ces jeunes hommes et femmes qui proféraient pour une part les mêmes sottises que nous avions dites à vingt ans, mais avec plus d'énergie et surtout avec davantage de capacité d'action. Dans l'ensemble, je ressentis pour l'essentiel un dégoût profond, presque physiologique. Ayant écarté d'autres options qui m'étaient offertes – agriculteur comme mon père, prêtre catholique, officier de marine (l'uniforme, dans ses tonalités bleues, m'avait séduit à l'âge de huit ans lors d'un défilé de la Royale dans la rue Saint-Jean de la ville de Caen) –, j'avais souhaité devenir plus tard professeur d'université, métier considéré dans l'Allemagne voisine comme le plus prestigieux ou du moins le plus estimable qui soit – d'après les sondages bien entendu. Et tout à coup cette situation de *Herr Professor* à laquelle j'avais beaucoup aspiré perdait tout son lustre ! Ayant déjà, à l'École des hautes études, un poste *de facto* professoral, j'éprouvai immédiatement un fort sentiment d'humiliation.

Je me souviens de Fernand Braudel dans cette conjoncture : c'était le président de la sixième section, il se trouvait, au début de ces semaines décisives, à l'université de Chicago, prestigieuse, il y occupait un poste fort honorable. Face à la désintégration provisoire (mais les conséquences seront durables) de notre école, Braudel réagit avec fermeté, trop fermement peut-être : « Avant tout, souligner l'importance de la hiérarchie. » Il me rappelait certains curés de 1790, membres de la Constituante, écrivant à leurs vicaires : « Restez en

province », pour que ceux-ci rappellent à leurs ouailles de ne pas ébranler la structure verticale de leur société villageoise. Je le revois arrivant dans une salle de cours de la Sorbonne occupée par une bande de zigotos. Une jeune fille s'adressa néanmoins à lui très respectueusement ; lui-même répondit aussitôt : « Que me voulez-vous, mon enfant ? » Braudel était viscéralement hostile à 68 tout en étant de gauche, le cas échéant, dans d'autres circonstances quand cela lui paraissait opportun ou justifié. Mais son numéro 2, Clemens Heller, Autrichien formé aux États-Unis, était plutôt favorable à ce mouvement. Heller réagissait, quoique sans acrimonie, contre ceux qui parmi nous étaient hostiles à Mai, expression usuelle chez les gauchistes, ou chez les gens de gauche et apparentés. De Gaulle disait la « chienlit », la droite parlait plus simplement du « bordel ambiant ». Grossièreté verbale des uns (droitiers), grossièreté conceptuelle des autres (sinistristes) et donc je-m'en-foutisme structural de nombreux agités voire militants estudiantins me choquaient beaucoup.

Vers la même époque – j'étais pour quelques semaines aux États-Unis –, j'appris que je venais d'être élu professeur à la Sorbonne avec d'autres personnalités de ma génération. J'hésitai à donner mon acceptation, car Braudel n'aimait pas trop la Sorbonne qui dans le temps lui avait refusé une chaire. La grande maison de la rue Saint-Jacques était par lui frappée d'une sorte d'ostracisme. Néanmoins, je franchis le pas, car c'était pour moi une façon d'avoir le contact avec les étudiants, trop rares à l'École des hautes études. Sorbonne toujours, j'assistai dans cet établissement en spectateur, nullement engagé, à certaines assemblées générales, numériquement très peuplées, dans les amphis. On n'y parlait qu'un langage trotskiste ou trotskisant.

On devait en point d'orgue fonder, à la rentrée, deux nouvelles universités, légataires du grand orage printanier, l'une à Vincennes qui deviendra très vite La Mecque agitationnelle des héritiers pas encore assagis de la contestation, l'autre à Antony. (Incidemment, puisque je prononce le mot « héritiers », je rappelle qu'il a été employé aussi par Pierre Bourdieu dans un sens très différent au fil d'un ouvrage qui porte ce titre et qu'il a cosigné avec Jean-Claude Passeron, son fidèle porte-bouclier.) Pour en revenir à Antony, je faisais partie par nomination officielle de ce que l'on appelait dans le jargon de l'époque le noyau formateur de cet établissement. Les personnages de cette

équipe se rendirent en groupe sur le terrain où devait s'élever la nouvelle institution. J'ai le souvenir un peu fou et surréaliste d'avoir ainsi visité cet emplacement en compagnie du grand sociologue Alain Touraine et *tutti quanti*. Il y avait là quelques bâtiments plus anciens. Nous passâmes dans des dortoirs de la résidence universitaire où sommeillaient bizarrement des jeunes filles. En arrivant dans la salle de douche, Alain Touraine nous déclara : « Ici sera mon bureau. » Nous sortîmes rapidement, lorsque surgit, furibond, le maire communiste de la ville. Il nous pria très vivement de décamper et s'écria encore : « Ah non, vous n'allez pas nous nanteriser, ici. » Ce fut la fin d'Antony. Dans notre groupe, il y avait deux spécialistes de logique, peut-être mathématique. Comme je leur expliquais les complexités de la méthode historique, ils nous déclarèrent tout net : « Il faut partir sinon de zéro, du moins de formules très simples, du genre 1 plus 1 égale 2. » Ils me confirmèrent dans mon peu de goût pour le tsunami idéologique et pseudo-barricadier de l'événement 68. Néanmoins, je considérais inévitablement qu'il était nécessaire de dialoguer avec les militants gauchistes pour tenter tant bien que mal de les calmer quelque peu. Opération presque sans espoir mais qu'y faire ? Le *Nouvel Observateur* salua en tout état de cause mes capacités de compréhension vis-à-vis des jeunes gens en question.

Pour moi, le dernier acte, conclusif de ce trop fameux mois de mai, s'était déroulé dans l'un des grands amphithéâtres de la Sorbonne, plein à craquer : on n'y pouvait parler pour être entendu que la fameuse langue de bois qui en l'occurrence débordait sur sa gauche le patois bolchevique classique. Tout à coup, la nouvelle arriva dans cet amphi, *via* les médias : il y avait des centaines de milliers de bons bourgeois ou de petits-bourgeois qui manifestaient aux Champs-Élysées contre le volcanisme printanier des jeunes et de quelques autres. Tout le monde comprit aussitôt que la farce était jouée, terminée. On se remit à parler normalement, en français banal mais usuel, oubliant ce que les évêques du Grand Siècle eussent appelé « la langue de Canaan », médiocre dialecte apocalyptique où chacun jouait la révolution sans y croire ou parfois, pour les plus bêtes, en y croyant. Je vécus dès ce moment, et même un peu plus tôt, la fin d'une expérience en profondeur ; lors d'une soirée qui avait précédé cet épisode terminal, tomba à mes pieds après s'être balancé mollement dans l'obscurité un tract que les « occupants » de la Sorbonne jetaient

depuis les toits de cet établissement où ils se promenaient en toute impunité au risque de mettre le feu à la vieille baraque. Ce tract portait un simple slogan en cinq mots : « Il faut détruire l'université. » Il fallait donc me détruire moi-même. Dès cet instant, je compris que je n'avais rien à voir avec ces types qui certes sortiraient un jour, pour beaucoup d'entre eux, de leur enfer idéologique, cet enfer froid que l'on pourrait comparer au Trou Saint-Patrick en Irlande, caverne glaciale de la mythologie celtique dont s'échappent de temps à autre de mauvais esprits. Bien sûr, parmi ces mauvais esprits, beaucoup feront de belles carrières dans le socialisme ultérieur sous les ors de la République et avec les grosses cylindrées corrélatives de ceux-ci. D'autres se rangeront et prendront éventuellement conscience de leur égarement d'un moment et de leur propre stupidité passagère. Beaucoup resteront néanmoins à gauche, c'est plus confortable. Certains, comme Annie Kriegel et Alain Besançon, qui du reste ne furent jamais soixante-huitards, passeront à droite ou à ce qu'on appelle de ce nom et ils seront stigmatisés comme tels.

« Il faut détruire l'université. » Un autre mot du même genre, tout aussi grave, m'avait beaucoup frappé quelques années auparavant lors de la fin de la guerre d'Algérie. Le FLN, victorieux de par la grâce de De Gaulle, et par suite sans doute d'inéluctables nécessités historiques, se formalisait de ce que les départs, pourtant massifs, des Européens d'Algérie étaient encore trop lents et trop insuffisants, et le FLN donc disait tout haut, bien fort, officiellement : « Il faut dépeupler. » Dès ce moment, je revins totalement de mes illusions sur ce mouvement, si toutefois il m'en restait encore. Ces deux phrases, dans deux contextes tout à fait différents – « Il faut détruire l'université » et « Il faut dépeupler » –, ont constitué pour moi, pour reprendre le vocabulaire un peu périmé d'Althusser, des « coupures épistémologiques » toujours saignantes, des blessures ouvertes.

J'ai obtenu un poste de maître de conférences en Sorbonne. Ce titre était beaucoup plus important qu'aujourd'hui. En fait, on devenait ainsi quasiment professeur, avec ou sans « P » majuscule, à *part entière* (je signale ici en passant que cette expression en trois mots a été popularisée par de Gaulle en juin 1958 lors d'un célèbre discours en Algérie, lequel incluait aussi le fameux « Je vous ai compris »).

Vers la même époque, lors des projets de réformes un peu folles que symbolise l'amusante personnalité d'Edgar Faure, soixante-huitard

de la onzième heure, on a cassé la Sorbonne. Je pouvais m'intégrer à la nouvelle université ci-devant sorbonnarde intitulée Paris-I ; ou bien à Paris-IV, située politiquement plus à droite ; ou alors me propulser hors Sorbonne vers un lieu libidineux et absurde qui s'appelait Vincennes et qui, me dit-on, s'est arrangé ailleurs, parfois sous la lourde fêrule des organisations communistes de la Seine-Saint-Denis. Paris-I, ce m'était difficile, car Albert Soboul régnait dans le département d'histoire. Il était violent, plus en superficie qu'en profondeur d'ailleurs, car c'était au fond un assez brave type, genre sans-culotte déjà un peu dé-sans-culottisé ou déstalinisé. Mais enfin nous étions brouillés, lui et moi, car j'avais épousé à son rencontre l'hostilité que lui vouait sans beaucoup de nuance mon ami François Furet, un peu modéré quand même par la très raisonnable Mona Ozouf.

Le plus sage eût été d'entrer dans la nouvelle université qui devait devenir Paris-IV, *alias* Paris-Sorbonne. J'y avais de nombreux et excellents amis en place ou destinés à y entrer tôt ou tard : Poussou, Chaunu, Bardet et tant d'autres. Mais, en dépit de la tour amiantée de Jussieu, je décidai d'entrer à Paris-VII. J'étais attiré en ce lieu et en cette institution par la présence de nombreux scientifiques, mathématiciens et autres : ils me semblaient devoir garantir la stabilité du nouvel établissement, ainsi nommé du nom d'un illustre botaniste du temps des Lumières. Le chemin de croix menait de l'Odéon à Cluny-Sorbonne, puis Cardinal-Lemoine, enfin Jussieu.

Je tombai de haut ; je découvris qu'à Paris-VII, malgré l'indéniable influence que j'espérais lénifiante des scientifiques locaux, souvent sages et de bonne compagnie, en fait, les gauchistes faisaient la loi. Je revois, dès mon entrée dans les lieux, le grand tableau de bord des connexions électriques du campus décroché par des excités, encore eux, de son socle prestigieux et hissé ensuite à grand-peine au faîte de l'escalier d'honneur qui donnait lui-même sur la vaste plate-forme où se dressait la tour. Par miracle, l'électricité, privée ainsi de ses articulations normales, fonctionnait quand même, prodige de la science. Voulait-on faire soutenir une thèse, il fallait d'abord balayer la salle, aidé en cela par quelques membres du jury gentiment complaisants. Je me souviens aussi, incidemment, d'une affiche, scatologique au plus haut point, sur laquelle des étudiants isolés, des gens de droite sans aucun doute, avaient barbouillé le texte du poster

en question jusqu'à le rendre illisible par l'inscription vengeresse en grosses lettres noires : « SPÉCIAL SCATO. » Les grèves Jussieu-Paris-VII estudiantines, parfois enseignantes, étaient interminables. Je suis aussi bon Français qu'un autre, mais cette gréviculture incessante, dans ce qu'elle avait de plus odieux et de plus irresponsable, m'était insupportable et ma principale préoccupation, quand je fus nommé administrateur général de la Bibliothèque nationale en 1987, fut d'essayer à tout prix, par diplomatie à tout le moins, d'empêcher ou de paralyser les actions d'*homo grevicultor*. J'y parvins en effet et ce ne fut pas l'un de mes moindres titres de gloire lors de mon passage dans cette grande maison de 1987 à 1994, mais passons. La grève, en effet, dès lors qu'elle s'incruste comme trop souvent dans l'Hexagone, est ce qu'il y a de plus insupportable à la longue pour la bonne marche d'une institution qui, en principe, est au service de tous. Je ne méconnaissais pas les trop bas salaires des strates les moins élevées de la fonction publique, par ailleurs dotée de la confortable sécurité de l'emploi, trésor inappréciable, mais je reste en proie, je n'y peux rien, à mes états d'âme très défavorables aux arrêts incessants du travail empreints d'irresponsabilité et d'insouciance à l'égard du public.

Il y avait là Michelle Perrot : elle s'intéressait au féminisme, elle avait compris que c'était un domaine à explorer. Mais il fallait en ce cas sacrifier à l'idéologie, et mon excellente collègue n'y a pas manqué. À Paris-VII, j'eus plusieurs élèves qui me sont restés, devenus des amis ; je pense à Alain Guéry, Patrice Bourdelais, Anette Smedley-Weill. Spécialiste d'histoire de l'État, Guéry s'était attaché notamment aux problèmes du fisc au temps de la monarchie des Bourbons, particulièrement à partir du ministère de Richelieu, dont le prodigieux tour de vis fiscal avait frappé les imaginations et les trésoreries des particuliers dès le règne de Louis XIII et, *post mortem*, sous Louis XIV. Bourdelais se situait tout au long du sillage du docteur Biraben, lui-même spécialiste de l'histoire de la peste, et il avait beaucoup écrit sur le choléra dont les ravages furent considérables, notamment à partir de 1830. Il s'est spécialisé également dans une réflexion sur les âges de la vie, sur la vieillesse, thème qui, pour des raisons évidentes, n'avait guère intéressé les chercheurs. Il a également écrit sur les hygiénistes, et sa périodisation à ce propos concernait surtout les *xix^e* et *xx^e* siècles, plus doués que leurs prédécesseurs en ce domaine. Anette Smedley-Weill avait beaucoup réfléchi puis publié à propos des

intendants sous le Roi-Soleil, prédécesseurs plus ou moins précis de nos préfets ou plus exactement de nos super-préfets de région.

Vous avez eu une échappatoire en partant plusieurs mois pour les États-Unis, une expérience qui représente une nouvelle étape dans votre carrière.

Faut-il dire que j'avais été jusqu'alors, avec mes travaux sur le Languedoc, le régional de l'étape ? C'est en effet l'époque où, à partir de 1968, je suis allé à Princeton puis Ann Arbor, Stanford, Pittsburgh et autres lieux. À Pittsburgh, la sidérurgie était encore florissante lors de mon premier séjour sous les auspices du professeur Shapiro, et l'on devait fermer les fenêtres la nuit au moment où les usines de la ville dégorgeaient l'excédent de leurs gaz issus de combustions diverses. Dès mon premier séjour à Princeton, il a fallu que j'apprenne l'anglais à marche forcée. Bien sûr, j'avais assimilé les rudiments de cette langue au collège Saint-Joseph de Caen pendant l'Occupation, mais prononcer un cours magistral était une autre affaire. Je passais des nuits à rédiger mes cours dans la langue de Shakespeare – il faudrait plutôt dire celle de Truman et d'Eisenhower – et je prononçais ces textes nocturnes au cours de la journée qui suivait. Je découvris ce milieu académique et l'importance qu'y avait la communauté juive du fait du considérable talent de ceux qui en faisaient partie. À Paris, on ne nommait pas cette communauté comme telle (les choses changeront ensuite), mais, sur la côte Atlantique et dans le Middle West, on parlait des succès qu'obtenaient aux divers niveaux les *jewish students* et les *jewish professors*. Je devins l'ami d'un jeune enseignant princetonien issu de cette communauté, venu de New York. Il était, comme la plupart des académiques, hostile à la guerre du Vietnam et plus encore hostile aux méthodes de préparation militaire auxquelles devaient se soumettre les étudiants. Avec lui, c'était sans arrêt : « Vietnam par-ci, Vietnam par-là » et toujours sur un mode négatif vis-à-vis de l'engagement américain dans ce conflit. Souvent gaffeur, j'esquissai un jour devant lui une comparaison entre les méthodes américaines en Indochine et certaines procédures israéliennes au Moyen-Orient. Mon ami me foudroya du regard et de la parole, et je compris aussitôt l'immensité de mon erreur. Je me le tins pour dit et je fis quelques progrès dans l'art de la diplomatie intra-universitaire,

lequel m'était resté plutôt étranger jusqu'alors.

J'ai visité les États-Unis, par le système itinérant des conférences, *alias lectures*, que je donnais de-ci de-là. J'ai été frappé par l'uniformité du paysage architectural et intellectuel des universités où je prenais la parole. J'ai été frappé par la violence qui sévissait dans les centres-villes peuplés par les Afro-Américains, comme on dit maintenant, expression bizarre qui en a remplacé quelques autres. Je nouai des relations amicales avec une maître-assistante de sociologie noire et elle m'invita dans sa famille sur la côte Ouest. Son père était architecte et avait construit un certain nombre d'églises catholiques. Il avait renoncé, après quelques essais, à s'inspirer, en l'occurrence, des modèles gothiques, fussent-ils flamboyants, de la fin du Moyen Âge. Ma collègue sociologue avait une amie blanche, historienne et blonde comme les blés, qui venait dîner chez l'architecte par qui j'étais également invité. La nuit venue, elle nous quittait et nous scrutions l'obscurité pour vérifier que la voiture de l'historienne ne s'engageait pas dans une direction criminogène et dangereuse pour la conductrice.

On était obsédé, dans la presse américaine, *New York Times* et autres, par les problèmes de la délinquance, du crime, de l'homicide, plus fréquent alors aux États-Unis qu'en Europe. Je finis par être gagné à mon tour par des préoccupations concernant cette « dangerosité » vraie ou fausse, et lors de mon deuxième séjour, je devins plus prudent dans mes sorties nocturnes solitaires, sans que la situation ait particulièrement changé d'un an sur l'autre. C'était aussi l'époque des émeutes noires, à tel point qu'on parlait, dans les banlieues riches, de faire des circonvallations en forme de fossés autour de tels quartiers *lily white*, « blancs comme les lys », et d'accéder ainsi à cet auguste lieu par un pont-levis de style médiéval. Je ne pense pas qu'on soit jamais passé à l'acte ! À Ann Arbor, j'ai noué des relations importantes pour l'École des hautes études, et c'est là que j'ai lancé le projet, avec François Furet, d'une informatisation de la statistique générale de la France du *xix^e* siècle. Avec l'aide du professeur Raymond Grew (université du Michigan), ce projet est devenu réalité. Il ne manque plus aujourd'hui que les chercheurs pour s'en servir tant les prestiges de l'histoire quantitative ont décliné depuis lors. Avis donc aux dénicheurs de sujets de thèses. Grew était un spécialiste de l'histoire européenne, spécialement italienne, voire française. Le *risorgimento* de Cavour, Garibaldi et *tutti quanti* n'avait

pas de secrets pour lui.

Je fis d'autres séjours aux États-Unis et à Ann Arbor où je revins quelques années plus tard. Les lieux de la contestation étudiante, bien bénigne pourtant, avaient pris valeur historique et touristique. Un étudiant, à ce préposé, les faisait visiter, non sans émotion, feinte ou réelle. On se serait cru en présence d'Albert Mathiez, de Georges Lefebvre et autres grands historiens de la Révolution française faisant découvrir aux amoureux du robespierrisme et de la Terreur le faubourg Saint-Antoine ou la place de la Concorde, là où s'était jadis dressée la guillotine. J'étouffai un fou rire à l'écoute de cet excellent garçon, spécialiste autoproclamé de l'historiographie des agitations du Michigan.

Il y a eu une assez forte pénétration française aux États-Unis de la part, nécessairement modeste mais intellectuellement assez considérable, de la sixième section des Hautes Études. Fernand Braudel y exportait momentanément ses disciples : moi-même et quelques autres. Jean-Paul Aron, lointain et capricieux satellite de la susdite section, mit en scène cet incontestable succès du commerce extérieur français dans une pièce parodique : un général exportait des colonels en direction d'un pays lointain au-delà de l'océan. Cette saynète parvint à obtenir un petit succès parisien. Outre son intelligence, que nul ne niait, Jean-Paul Aron était un véritable acteur comique, au meilleur sens du terme, mais, comme la plupart des comédiens de ce genre, à commencer par Charlie Chaplin, cet aspect de son talent s'était atténué avec l'âge, passé la cinquantaine. Il retrouva une influence politique, voire intellectuelle, parfois encombrante, avec l'arrivée de son ami Jack Lang au pouvoir, mais une mort précoce nous priva de sa personnalité qui en d'autres circonstances aurait pu devenir considérable. Il enviait le talent de Michel Foucault (1926-1984) auquel il survécut quatre ans.

Après votre expérience américaine, vous avez vécu de près la profonde transformation du système universitaire français.

Comme je l'ai dit, j'ai séjourné dans des universités américaines, plus ou moins longtemps. Les *trusties*, qui financent pour une part et dirigent ces divers établissements, sont indépendants du corps

professoral. Le président de telle ou telle université est issu éventuellement de la profession professorale, mais il se doit d'être un technicien de l'administration, voire du *business* dans certains cas. On me permettra sur ce point d'enfoncer une porte ouverte : le système fonctionne mieux qu'en France. Dans l'Hexagone, la démocratisation du recrutement estudiantin permet à des jeunes issus des milieux modestes d'obtenir une promotion sociale, mais, comme chacun sait, le système s'est quelque peu grippé. N'insultons pas pourtant ces performances ascensionnelles, si fragiles et délicates qu'elles puissent être dans certains cas, compte tenu des carences de l'enseignement technique qui permettrait à de nombreux jeunes, s'il fonctionnait efficacement, de se caser plus ou moins confortablement dans le monde industriel.

Je décrirai le système français en employant l'indicatif présent, comme je l'ai connu vers la fin du ^{xx}e siècle. Le pouvoir universitaire est confié partiellement aux professeurs, titulaires et autres, qui sont ainsi surchargés de besognes administratives, voire présidentielles. Quand un enseignant, « prof » ou maître de conférences, quitte sa présidence au terme du nombre d'années fixé par la loi, il devient, selon mon ami Louis Girard (professeur à la Sorbonne et auteur d'une biographie sur Napoléon III), comme un roi en exil. Rappelons qu'à Paris, faut-il dire modèle du genre, le Collège de France est gouverné presque exclusivement par ses professeurs : ils élisent l'un des leurs pour qu'il dirige la grande maison, sa souveraineté étant contrôlée par l'assemblée professorale et observée par des représentants du personnel. Il en va tout autrement dans l'ensemble des universités, sur lesquelles, à la différence d'icelui, les grâces élyséennes ne se sont pas répandues, comme ferait une pluie de rose afin d'atténuer les excès soixante-huitards. Les professeurs et les maîtres de conférences – ceux-ci étant en réalité ce qu'on appelle aux États-Unis des *assistants professors*, lesquels dans ce grand pays n'ont qu'une part nulle ou médiocrissime dans le gouvernement universitaire – doivent partager en France le pouvoir académique avec les représentants des étudiants et du personnel administratif et d'exécution des divers niveaux. Les organisations estudiantines, qui présentent leurs candidats lors des élections *ad hoc*, sont pour la plupart d'entre elles d'extrême gauche, malgré quelques exceptions rarissimes qui confirment la règle. Quant aux syndicats du personnel, ils incluent généralement la *nomenklatura*

classique – CGT, CFDT, FO, etc. –, qu’une inévitable concurrence contraint à des choix qui sont eux aussi sinistres, voire démagogiques. Une nuance est quand même introduite par la présence d’immigrés, parfois élitaires, parfois moins, qui entrent quelquefois en conflit, ouvert ou simplement larvé, avec les vieux cégétistes racornis dont l’ascendance, si respectable soit-elle, est généralement hexagonale. J’ai expérimenté ces structures *in vivo* et pas seulement *in vitro*, notamment dans les années 1970. Quoi qu’il en soit, lors des assemblées de conseil ainsi constituées, à Paris VII, disons vers 1972, je me croyais à Munich en 1922, il n’y manquait que les bocks de bière et autres godets ou pichets. Les braillards faisaient la loi, à ceci près que c’était l’extrême gauche et non l’extrême droite qui donnait le ton, nuance importante et même capitale. Tel est ce tableau existentiel que je n’exagère ni ne charge. Notons aussi cette particularité de la tradition française : elle veut que l’enseignant, une fois titularisé, soit pour ainsi dire propriétaire de sa charge, de son office comme on disait sous l’Ancien Régime, et cela, *via* la retraite, jusqu’à la fin de ses jours. La contrepartie, c’est l’octroi d’un salaire ou d’un traitement relativement faibles en comparaison avec le secteur privé. Telle était du moins la situation à l’époque des Trente Glorieuses, selon l’expression de Jean Fourastié, d’où un certain mépris des hommes d’affaires à l’égard des enseignants et des fonctionnaires en général. Aujourd’hui, en ces temps de crise, la situation du professeur, point menacée par le chômage sauf faute grave, est devenue plus enviable. On peut trouver cela injuste ou bien s’en féliciter, chacun est libre de formuler un jugement de valeur. J’écoute Radio-Pékin où les *speakers* parlent un excellent anglais avec le pur accent américain : à en croire le média en question, les aspirations des jeunes Chinois, une fois passés par l’université, sont du même ordre – fonctionnariales ou plutôt mandarinales, comme on voudra l’appeler – avec la sécurité de l’emploi *usque ad mortem*.

La démocratisation du système scolaire, primaire mais aussi et surtout secondaire, voire supérieur, aboutit, disons pour simplifier depuis de Gaulle *bis*, à partir de 1958, à un nivellement par le bas. La vieille équation inégalitaire qui donnait les collèges privés ou religieux comme de moindre qualité que leurs homologues publics a été inversée. Aujourd’hui, le professeur est beaucoup moins respecté que dans le bon vieux temps ; il est victime d’agressions physiques de la

part de malabars qui sont encore dans leurs *teens*. Il est certain que, dans le département 93, voire ailleurs, certaines classes sont devenues un enfer, ou du moins un purgatoire pour jeunes agrégés : la première moitié de l'heure de cours est consacrée à obtenir le silence et la deuxième moitié à le conserver tant bien que mal. Qui plus est, il y a eu des lois, notamment sous le nom de Jean-Pierre Chevènement ; elles préconisent que 80 % d'une classe d'âge atteignent le niveau du baccalauréat. On n'est pas loin de la revendication d'un personnage de Flaubert, dans *L'Éducation sentimentale*, lors de la révolution de 1848 : « Le baccalauréat pour tous. » À mon époque, ce passage était encore une épreuve redoutée, aujourd'hui ce n'est plus grand-chose. La décadence en général est assez récente, mais dès les années 1930, *a fortiori* 1950, elle est parfois quelque peu visible.

Mon idéal, je l'ai déjà dit, était de devenir professeur d'université, m'étant fermé préalablement par idéologie le choix d'autres carrières telles qu'ecclésiastique, militaire ou *businessman* comme mon oncle Gabriel Le Roy Ladurie, ou encore agriculteur comme mon père. Les trois fonctions de Georges Dumézil en somme : la religion, l'armée, l'économie enfin, parmi lesquelles il aurait fallu de toute façon choisir.

Venu de l'École des hautes études, je suis devenu professeur d'université à la Sorbonne grâce à la crise de 1968, laquelle engendrait effectivement de nouvelles nominations. Je n'ai donc pas le droit d'être anti-soixante-huitard à cent pour cent, puisque j'ai bénéficié de cette révolution, bref, de ce que Claude Lévi-Strauss appelait une « crise de civilisation ». Une telle promotion me plaisait bien sûr, mais le prestige de l'institution s'est alors terni. Alors que je passais à une émission de radio sous les auspices de mon ami Denis Richet, devenue aujourd'hui « Les lundis de l'histoire », une dame de la Maison de la radio nous insulta presque, nous faisant remarquer que nous étions incapables de « tenir » nos élèves ou nos étudiants. J'ai senti alors la dégradation de l'image de l'universitaire. Aujourd'hui, ce métier continue à être honorable mais n'a plus tout à fait, tant s'en faut, le même prestige. D'ailleurs, les aspirants professeurs qui sortent du lot sont souvent ceux qui bifurqueront ensuite vers un ministère ou vers une fonction administrative, si possible élevée. Le drame est que les normaliens ne veulent plus, dans bien des cas, être professeurs ; ils, ou plutôt elles, recherchent des fonctions assez difficiles à obtenir chez un éditeur, si possible parisien.

Rétrospectivement, il ne faut pas croire pour autant que le métier de professeur de lycée tel que je l'ai pratiqué dans les années 1950 était tellement agréable : au lycée Joffre de Montpellier où j'enseignai pendant quelques saisons, les classes dites classiques, où l'on faisait du latin, étaient plaisantes. Les classes « modernes », peuplées d'enfants de la classe moyenne qui se prenaient pour des caïds, étaient éventuellement difficiles. Mes relations avec eux n'étaient pas simples, un certain nombre d'entre eux venaient aussi de familles pieds-noirs proche de l'OAS, ils me croyaient communiste, ce que je n'étais plus, mais comment leur expliquer toute la complexité de cette affaire ? J'y perdais mon latin, alors que justement ils n'étaient pas latinistes...

En Suisse et en Allemagne, l'équivalent de l'agrégation est certes fondé sur un savoir irréprochable quant à tel ou tel aspect de la discipline, mais il y a également dans ces deux pays une formation très solide en psychologie.

Je pense que la formation strictement professionnelle manque en France, à l'usage des futurs enseignants du secondaire. Dans les lycées, il y avait et il y a encore des problèmes de discipline en vue desquels un jeune pédagogue devrait recevoir une formation particulière, non pas centrale mais pour ainsi dire latérale. Cela étant, je considère qu'en ce qui concerne le savoir, l'agrégation mettait et met encore le futur jeune enseignant en mesure de donner tel ou tel cours sur les diverses périodes de l'histoire si je puis dire générale et particulière, antique, médiévale, moderne et contemporaine. Ce qui manquait, c'était l'histoire des grandes civilisations : Chine, Inde, Europe même, etc. Il ne fallait pourtant pas charger excessivement la barque. L'histoire de France avait le mérite de donner des réponses à de nombreuses questions qui intéressent le champ historiographique en général, mais il est vrai qu'à partir du ^{xx}e siècle, voire du ^{xix}e, notre histoire nationale devenait à certains égards véritablement étroite. L'histoire des deux guerres mondiales, et pas seulement de celles-ci, suffirait à prouver le caractère véritablement provincial de notre passé hexagonal. Il fallait donc, et ce fut fait dans une certaine mesure, faire craquer, pour le moderne et le contemporain, un cadre qui devenait trop étriqué.

Quant à l'agrégation, c'est une spécialité française. Faut-il dire que

l'Europe nous l'envie ? On ne doit rien exagérer. On regrettera simplement qu'à l'étranger et plus spécialement aux États-Unis elle ne compte guère dans une épreuve sur titres. Prenons le cas d'un agrégé d'histoire, titulaire qui plus est d'une thèse de doctorat : on déplorera qu'aux États-Unis cette personne soit mise sur le même plan qu'un simple docteur en histoire non agrégé détenteur par exemple d'une thèse par lui soutenue sur « Cuirs et chaussures dans le Midi de la France au XVIII^e siècle »...

J'ai donné plus haut une image volontairement caricaturale d'un processus ascensionnel dans lequel, outre les titres indispensables, le jeune enseignant épousait la fille d'un professeur déjà confirmé et succédait ensuite au beau-père. Ce cas a existé, bien sûr, de temps à autre, mais il ne faut pas le généraliser, et qui plus est la personnalité ainsi promue pouvait avoir une certaine valeur individuelle qui le rendait digne du poste qu'il finissait ainsi par occuper.

Disons qu'en tout état de cause un simple PhD, qui n'égale pas toujours en valeur la puissance et la qualité de nos vieilles grosses thèses de la Sorbonne, ne saurait être à lui tout seul la clé d'un avenir brillant. L'accord est général sur ce point, mais il n'est pas mauvais de le dire et de le rappeler de nouveau.

Nous avons cependant une norme européenne, le processus de Bologne.

L'adaptation aux normes européennes est sans doute une bonne chose, mais, à terme, une disparition de l'agrégation en France serait regrettable.

L'histoire des Annales me paraît être utile et même nécessaire, au moins à titre partiel, pour la terminale. C'était du reste l'opinion de Fernand Braudel et il l'a maintes fois exprimée en ma présence. Pour les classes précédentes, celles de l'enseignement secondaire, évacuer Napoléon ou Louis XIV me paraît totalement ridicule, pour nous en tenir à ce simple adjectif. Braudel, encore lui, n'a jamais rayé Philippe II de sa vision du XVI^e siècle. Certains programmes étaient à refaire, mais ceux qui leur ont succédé sont victimes de pesanteurs ou d'impulsions idéologiques contestables. Certaines universités ont elles-mêmes été momentanément idéologisées dans un passé qui n'est pas si lointain. Ce fut le cas de Vincennes et même, dans le secteur littéraire,

du Paris-VII-Jussieu de la belle époque (début des années 1970). On peut mentionner encore l'université de Corte dans l'île de Beauté, dominée, dans un style très différent, par les nationalistes.

Les programmes d'histoire ont été remaniés, ces dernières années...

Je suis assez embarrassé par certains aspects de quelques nouveaux programmes d'histoire : délaissant l'événementiel, qui avait quand même quelques vertus, abandonnant aussi ce qu'on appelle très abusivement le « roman national ». Et pourtant, je n'ai jamais entendu dire que Malet et Isaac, auteurs célèbres de divers manuels, aient été des romanciers auxquels on aurait voulu attribuer le prix Goncourt, ce qui est de ma part une façon humoristique de réfuter cette notion de « roman national » inventée par je ne sais qui pour des motifs que j'ignore. Je ne mésestime pas les difficultés du compromis entre histoire globale, *world history*, et histoire nationale ou plus largement intra-européenne, comme c'était le cas dans les programmes d'histoire du secondaire de ma jeunesse. Il y avait, points de passage obligés, l'unité allemande et l'unité italienne, Bismarck et Cavour, ce pouvait être à certains égards passionnant, même si certains – faut-il dire : de mauvais esprits – reprochent à Bismarck d'annoncer quelque peu Hitler, anticipation absurde, en tout cas infiniment lointaine, cependant qu'on félicite, à juste titre, Cavour d'être très différent de Berlusconi. Trop embrasser, comme c'est le cas maintenant, ou trop peu embrasser, comme on le faisait dans un enseignement historique encore assez provincial vers 1946, c'est mal étreindre. On est passé du provincialisme étroit au mondialisme superficiel.

Quelle est votre attitude sur la discrimination positive dans les grandes écoles et plus généralement à l'université ? Que pensez-vous des théories de la « reproduction » en vogue chez certains sociologues ?

S'agissant de la discrimination positive, je n'y suis pas favorable, sauf dans certaines limites bien définies et même étroitement fixées. J'ai toujours été, lors de mes études et plus tard, un travailleur si j'ose dire hyperactif, voire forcené, si l'on me permet d'employer cet adjectif excessif. Reste qu'on peut effectivement penser que dans

certains cas, la prime donnée aux élèves et aux étudiants les plus actifs et les plus motivés aboutit à l'injustice sociale, puisque ceux-ci se recrutent (ou se recruteraient) davantage parmi les jeunes issus des classes dites aisées. Peut-être la meilleure solution à ce problème difficile serait-elle de se référer aux pays émergents d'Extrême-Orient. En Chine, par exemple, un pays qui par ailleurs n'offre pas que des modèles de comportement social, le culte du travail scolaire et universitaire intensif semble être une donnée de base pour l'éducation de la jeunesse. C'était le cas également dans certains milieux sociaux bourgeois, mais aussi reliés par exemple aux familles d'instituteurs et autres sous la III^e République et ultérieurement. N'est-ce pas dans ce genre de situation que se trouve une solution, si partielle soit-elle, au problème que posent les trop bons élèves qui sont une hantise et même le bouc émissaire assez ridicule en soi de la sociologie bourdieusienne et assimilée ?

On se souvient que, dans certains cas, les enseignants extrémistes post-1968 tendaient à valoriser l'élève dès lors qu'il était producteur de fautes d'orthographe en quantité excessive. Cela dit, je garde beaucoup d'estime pour l'œuvre globale de Pierre Bourdieu, épaulé quelquefois par les contributions de Jean-Claude Passeron.

Pourquoi vous êtes-vous dirigé vers l'histoire ?

Membre du PCF de 1949 à 1956, déstalinisation terminale incluse, je m'étais séparé d'un certain nombre de voies professionnelles ou apparentées, du moins dans mon imaginaire : le secteur privé, l'ENA me semblaient fermés pour de simples raisons d'honnêteté intellectuelle vis-à-vis de mes options idéologiques qui furent préalablement, comme celles, synchrones, de François Furet, plutôt rigides, avant de s'effondrer dans les années qui suivirent la mort de Staline (1953). La voie enseignante me paraissait ouverte, comme à beaucoup de jeunes de ma génération. J'ai sans doute des origines paysannes et artisanales assez lointaines, les premières ayant été ensevelies dans l'oubli des générations successives. J'aurais pu succéder à mon père sur le domaine familial, mais, indépendamment de mes choix politiques, effectuer 50 moissons pendant cinq décennies, de la jeunesse à la retraite, ne me tentait pas ou du moins

ne me tente plus, ne serait-ce que sur le mode rétrospectif.

Le choix de l'histoire en lui-même résultait d'une tradition familiale. Mon grand-père paternel, fasciné par la Révolution qu'il détestait et par Napoléon qu'il admirait sur le mode relatif, avait constitué une vaste bibliothèque d'histoire, de Mémoires, etc. La doctrine marxiste me portait aussi à réfléchir en termes de processus historiques. J'étais animé partiellement par une volonté militante quand je m'engageai dans la préparation d'une thèse de doctorat sur les paysans du Sud de la France. Au cours d'une dizaine d'années de travail, je n'abandonnai pas entièrement l'analyse marxiste (classes sociales, etc.), mais je développai une vision malthusienne où les grands rythmes de l'histoire étaient dominés par le choc d'une population qui s'accroît et des obstacles qui finissent par paralyser momentanément cet accroissement. Obstacles tels que problèmes de subsistance, épidémies mortifères, guerres meurtrières, météo parfois hostile, etc.

Au total, quant au problème de mon orientation professionnelle, c'est un peu par élimination d'un certain nombre de virtualités et par l'attraction d'un certain prestige de la profession que je me suis porté vers l'enseignement et la recherche en histoire.

Quant à l'enseignement de l'histoire et du passé lui-même, il me semble important de faire connaître notre situation historique aux élèves : nous sommes en démocratie, c'est un fait. Il faut donc communiquer aux élèves comme aux étudiants l'idée que le passé offre des modèles très différents de celui qui nous gouverne aujourd'hui. L'humanité, pendant des siècles et des millénaires, a été naturellement royaliste ou soumise à des dictatures plus ou moins molles, voire tyranniques de temps à autre. Notre situation politique actuelle, gouvernement du peuple par le peuple, ne va pas de soi, elle est le résultat de processus longs et complexes reposant sur la défaite, qui n'était pas obligatoire, de régimes autoritaires plus ou moins antérieurs. Rappelons que, vers 1937-1938, sur le continent européen, parmi les grandes nations européennes, plusieurs sont soumises à des régimes autoritaires (Allemagne, Italie, Espagne, Russie, etc.). La France fait exception avec une III^e République parfois boitillante mais expressive d'une société libre à l'anglaise en dépit des grandes différences qui séparent la monarchie libérale d'outre-Manche de l'Hexagone républicain mais politiquement divisé, apparemment

instable. Et pourtant, par-delà les royautes des Capets, des Valois, des Bourbons, des Orléans, par-delà les décennies bonapartistes ou napoléoniennes, la République demeure le régime le plus stable que nous ayons connu depuis la Révolution française, plus précisément de 1871 à 2013, soit plus de cent quarante ans. C'est pourquoi je n'aime pas dire « troisième », « quatrième », « cinquième » – M. Mélenchon en propose même une sixième – République, ce qui paraît une folie et une façon de nous ridiculiser à l'échelle mondiale. Quel est donc, dirait-on, ce pays qui voudrait s'offrir le luxe d'une demi-douzaine de républiques successives à la façon des entités bananières de l'Amérique centrale ? Je préfère parler d'une République parlementaire de 1872 à 1957 (en dépit de la parenthèse de Vichy qu'il serait trop long d'évoquer ici) puis de République gaullienne et post-gaullienne de 1958 à nos jours, avec des présidences plus stables et plus effectives, même si, selon les goûts de chacun, on n'aime pas telle ou telle phase présidentielle, giscardienne à l'encontre des uns, mitterrandienne à l'encontre des autres.

Pourrais-je élargir quelque peu ce développement ? On aboutit de la sorte et à plus vaste échelle à une vision plus définie des types d'humanité qui fleurissent ici ou là ou qui nous dominent : au ^{XX}^e siècle finissant et au ^{XXI}^e, on assiste, entre autres types humains, à la prépondérance existentielle ou métaphorique de l'*homo occidentalis* alias *homo democraticus* avec ses diverses variantes, *homo automobilis*, *homo polluens*, etc. (on excusera ces barbarismes néo-latins commodes). C'est le règne de la bagnole, vieux mot gaulois qui nous domine ainsi progressivement et de plus en plus, sémantiquement en tout cas et gauloisement depuis plus de deux millénaires.

Mais puisque nous en sommes là, je me permets de citer ces vers de Virgile (Églogues IV,1) : « Adressons notre prose à un sujet plus noble. » Quel fut le rôle de Braudel dans cette évolution de l'objet historique ?

Fernand Braudel avait été mon maître et le restait. Il était l'amiral dominant la rade où les jeunes historiens venaient jeter l'ancre. Ernest Labrousse était le contre-amiral, en assez bons termes avec le grand chef. Braudel était à ce moment-là dans toute sa gloire internationale, à tout le moins parmi les historiens et apparentés. Mon « caïman » à

l'École normale avait été Guy Palmade. Il ne me situait pas très haut dans la hiérarchie de ses auditeurs, peut-être parce que j'avais eu le tort d'avoir été excessivement communiste, et je dois dire que je ne vais pas lui donner entièrement tort à ce propos. Il me semble quand même que ce même Palmade n'avait rien compris aux possibilités qui étaient les miennes. Braudel avait publié la première édition de sa grosse thèse *La Méditerranée au temps de Philippe II* en 1949, et cet événement bibliographique, comme disent les Américains, fit tout un *splash*. Bref il eut un retentissement considérable et bien mérité. Le seul historien qui plus tard résista à cette séduction de la Mer intérieure façon braudélienne fut Anthony Rowley, qui avait décidé une fois pour toutes que ce livre célèbre n'était pas bon. Puis vint en 1966 une deuxième édition, beaucoup plus volumineuse et à laquelle nombre de ses élèves, dont moi-même, avaient apporté une contribution importante que Fernand Braudel reconnut d'une façon parfaitement équitable. Cette édition était enrichie de nombreux graphiques, souvent remarquables. C'était un livre différent, plus riche, plus complet, l'œuvre de sa vie en somme, celle-là même qui fut traduite ultérieurement en anglais ou, comme on dit maintenant, en américain. C'était ébouriffant de vie et d'érudition, et le succès international fut immense, même si Braudel fut un peu jaloux, par la suite, des centaines de milliers d'exemplaires de mon *Montaillou*, mais ces petits défauts du grand homme ne diminuèrent en rien ma fidélité et mon admiration à son égard. Les Hautes Études disposaient à l'époque d'un excellent laboratoire de construction de graphiques situé boulevard Saint-Michel et dirigé par un artiste assez génial en son genre, Jacques Bertin. Il a illustré de diagrammes les nombreux ouvrages d'historiens venus de l'école braudélienne, y compris la série méditerranéenne du maître et mes thèses.

Braudel était, si l'on veut, un superbe mandarin à l'ancienne, comme on n'en fait plus, mais il avait su dominer simultanément, outre l'histoire, la partie administrative voire présidentielle en ce qui le concernait ; donc créer ou prolonger une institution, la sixième section de l'École pratique des hautes études où il accueillait les gens de talent, et d'autre part produire à des moments divers une œuvre novatrice d'abord sur la Méditerranée, puis sur le capitalisme et sur la France. Il méprisait quelque peu l'histoire de France, mais il y est revenu sur le tard avec un certain succès, avec *L'Identité de la France*.

Je dois dire qu'après sa mort, grâce à sa famille, Braudel a recommencé à m'aimer à titre posthume. J'ai donc retrouvé avec grand plaisir cette affection de la part du maître, amitié profonde dont j'avais disposé de son vivant pendant une dizaine d'années.

Linguistiquement parlant, Braudel ne parlait pas si volontiers les diverses langues étrangères qu'il connaissait, mais il lisait parfaitement l'italien et l'espagnol, notamment dans leurs hypostases du ^{XVI}^e siècle. Même situation pour l'allemand qu'il lisait sans la moindre difficulté et grâce auquel il avait une connaissance détaillée de l'immense érudition des historiens d'outre-Rhin. L'anglais, par contre, n'était pas sa partie la plus forte et il y avait accès par l'intermédiaire de son épouse dont le rôle fut toujours très important dans sa carrière. Elle aidait son mari pour tout ce qui concernait la langue de Shakespeare. Pied-noir d'origine, elle l'avait rencontré quand il était professeur au lycée d'Alger. Lui-même racontait volontiers que cette jeune fille était son élève en classe terminale. Il l'avait convoquée après la classe et lui avait dit : « Mademoiselle, je vous aime, je veux vous épouser », ce qui advint. Les époux firent un voyage transatlantique en direction du Brésil sous la houlette paternelle de Lucien Febvre. Braudel avait gardé, on s'en serait douté, un assez mauvais souvenir de l'*oflag* où il avait séjourné pendant quatre ans. Il avait été par moments abreuvé d'humiliations. Ce Lorrain était du reste un grand patriote. Il avait eu le privilège, si l'on peut dire, d'être le *rector magnificus* de l'université officieuse que lui et d'autres collègues avaient fondée dans le camp en question. Il était très aimé et très populaire auprès d'un certain nombre d'historiens des pays latins, hispano-italiens si je puis dire. Un jour, un journal italien m'a demandé qui était, selon Braudel, le plus grand historien italien. Je leur ai dit que, pour Braudel, c'était Braudel lui-même. Braudel était français, mais l'empereur des Français, Napoléon, n'était-il pas déjà l'un des plus grands généraux italiens de l'histoire, après César bien entendu ? Clemens Heller avait justement démontré à Braudel ce que celui-ci savait déjà : que les fonctionnaires français, spécialement de l'Éducation nationale, ne regardaient que fort peu au-delà de l'Hexagone. L'adversaire de Clemens, dans le cadre de l'École des hautes études, était Louis Velay, instituteur communiste qui gérait la bureaucratie braudélienne de l'école et les finances attenantes. Velay était le fonctionnaire français typique, au meilleur sens de ces trois

mots, mais ses regards ne se portaient que fort peu vers l'ouest au-delà de Brest, Bordeaux et Bayonne vers les immensités de l'Atlantique et de l'Amérique. Les deux hommes, Velay et Heller, ne s'aimaient pas, mais leur couple était complémentaire et travaillait efficacement pour la plus grande gloire du petit univers braudélien, *ad majorem Braudeli gloriam*.

Avec Ernest Labrousse, vous découvrez le lien entre les prix de la nourriture et les fluctuations du climat.

Disons, plus largement, entre l'évolution des prix, notamment au XVIII^e siècle, et la conjoncture économique voire climatique, en effet. Labrousse avait une formation de juriste et d'avocat post-Première Guerre mondiale. Son éloquence était celle du prétoire, même dans le petit bureau où il me recevait. Il était socialiste, voire communisant. Je l'ai entendu faire l'éloge de Staline. Faut-il dire que, pour lui, l'un des mérites essentiels du Petit Père des peuples était de lui avoir laissé faire sa thèse tranquillement pendant que Russes et Américains combattaient l'Allemagne ? Il avait publié sa première thèse, de droit, sur l'histoire des prix en France au XVIII^e siècle. Cet ouvrage reste un monument intellectuel et statistique. Par ailleurs, il a proposé une théorie des prix, de nos jours un peu démodée, empruntée à Simiand, sur l'alternance des phases A et des phases B. La phase A était en principe de hausse plus ou moins séculaire des prix et de croissance, la phase B, c'était l'inverse, longue baisse des prix et récession de l'économie. C'était une vision un peu schématique : elle insistait sur le XVIII^e siècle en tant que période de hausse longue des prix en liaison avec les arrivages synchrones de métaux précieux du Nouveau Monde. Cette œuvre reste une base essentielle pour l'histoire des prix, ceux des céréales bien sûr, mais aussi des métaux, des productions végétales non céréalières et des denrées les plus diverses.

Ce genre de travail reste indifférent à nombre de jeunes historiens de nos jours. Et pourtant, comment comprendre, par exemple, l'économie du XVI^e siècle sans y inclure une vision de la révolution des prix de ce temps-là, associée aux importations simultanées de l'argent du Potosi ?

Après sa première thèse, Ernest Labrousse en a rédigé une

deuxième, non plus pour la faculté de droit, mais pour la Sorbonne. Elle concernait la crise de l'économie française dans la période précédant la Révolution. Il s'est surtout intéressé dans cet ouvrage au prix du vin, très fluctuant lui-même en toute époque puisque, comme chacun sait, la viticulture est un jeu de hasard dont les prix dans le court terme dépendent des récoltes vendangées qui varient elles-mêmes quantitativement d'une année sur l'autre, du simple au double ou même davantage. En réalité, l'économie française est en croissance au XVIII^e siècle. Cette croissance ne bute vraiment sur une crise profonde qu'à partir de 1787-1788. La croissance séculaire de la France au XVIII^e siècle est du même ordre que celle de l'Angleterre, de 1 à 2 % par an, mais sans révolution industrielle, et avec révolution industrielle en Angleterre à partir de 1770. La croissance anglaise se poursuit à la fin du XVIII^e siècle, ainsi que dans le premier quart du XIX^e, et ainsi de suite ; par contre, la croissance française est partiellement bloquée sous la Révolution et l'Empire par suite des guerres interminables et elle ne reprendra qu'à partir des années 1820. Retard irrattrapable de la France sur l'Angleterre ? On en discuterait à l'infini.

Quoi qu'il en soit, la thèse « sorbonnarde » de Labrousse reste un document chiffré intéressant sur la vigne et sur les ultimes décennies de l'Ancien Régime. Labrousse était incontestablement mon maître officiel et même plus qu'officiel à cause de ses qualités humaines et pas seulement d'érudition. Furet prétendait que son salon lui rappelait celui d'un dentiste. Les thésards attendaient sagement d'être reçus par Ernest Labrousse, qui du reste examinait leur travail avec attention. C'était un maître au sens plein du terme, dans la mesure où il haranguait ses élèves, mais aussi les écoutait et les conseillait judicieusement.

Parmi les personnalités qui vous ont influencé, on compte des sociologues, des anthropologues et des représentants d'autres disciplines...

Il y avait en sociologie Alain Touraine. On citera à son propos le mot célèbre de Raymond Aron lors de sa soutenance de thèse : « Mon cher Touraine, je puis vous dire une chose : de ma vie je ne serai jamais, au grand jamais, un tourainien. » Personnellement, je ne suis pas vraiment entré dans la pensée de ce grand sociologue. Celle-ci

existait sans aucun doute, mais je n'ai pas fait l'effort nécessaire pour la déchiffrer. Il est pourtant le promoteur de l'*observation participante*, où le jeune sociologue se mue en militant pour mieux comprendre le mouvement social, auquel participent les acteurs engagés de l'agitation politique. J'ai constaté récemment que deux jeunes sociologues allemandes utilisaient cette formule pour ethnographier des chasseurs de phoques de l'Arctique afin de les persuader, je veux dire les chasseurs, de l'urgence dangereuse du réchauffement climatique. Cette pensée du maître de Nanterre (Touraine était professeur dans cette université volatile) se révélait volontiers révolutionnaire. Il était pourtant détesté par les gauchistes nanterriens malgré les efforts qu'il déployait pour être en adéquation avec eux. En 1968, il était ému de voir ces jeunes gens revenir des manifs du Quartier latin couverts de bandages et de pansements ou bien le bras en écharpe par suite des bagarres avec la police. Malgré mon affection pour Alain, je trouvais tout cela un peu excessif. À ce propos, il a publié un ouvrage concernant Mai 68 et le communisme utopique. Alain venait d'une famille catholique assez bourgeoise ; sa fille, aujourd'hui, est ministre des Affaires sociales et de la Santé. S'agirait-il, propagé sur trois générations, d'un processus de reproduction sociale conforme à la pensée de Bourdieu ?

Celui-ci, en effet, grand adversaire de Touraine, originaire d'une famille pyrénéenne, était l'autre sociologue important des années 1960-1970. Il devait connaître une glorieuse carrière dans l'intelligentsia de gauche, ce qui est un pléonasme, car celle-ci, en France du moins, est volontiers sinistriste, pour ainsi dire par définition. J'avais connu Bourdieu à la Rue d'Ulm, où il était extrêmement discret et même timide. J'ai été assez séduit par ses premiers ouvrages. Il travaillait en effet sur la « reproduction », terme très justifié en l'occurrence parmi les paysans et autres fermiers du Béarn et des Pyrénées occidentales. Je l'ai dit, de génération en génération, l'agriculteur de ces terroirs collinaires ou montueux choisissait pour lui succéder un fils ou même, faute de mieux, un gendre, et la ferme, *alias* domaine agricole, se continuait ainsi, même à travers les siècles. Les autres enfants, s'il y en avait, se débrouillaient ; ils pouvaient devenir prêtres ou ouvriers agricoles, partaient en ville en vue d'une ascension sociale ou d'une déchéance selon le cas. Tels étaient, pleins de bon sens, les débuts de la fameuse

théorie de la reproduction. Par la suite, j'ai lu et même utilisé avec grand plaisir le livre de Bourdieu sur la sociologie de l'Algérie (1958). Il était construit selon les mêmes principes « reproductifs ». Comme cet ouvrage fut écrit ou médité pendant l'époque de la guerre d'Algérie, je ne pense pas que son auteur ait pu faire un grand travail sur le terrain. Peut-être a-t-il utilisé, entres autres, les travaux des officiers des affaires indigènes ? À propos des fermes ou fermettes kabyles, il avait repris sa théorie de la reproduction qui s'appliquait fort bien, en effet, à ces transmissions d'héritage paysan de père en fils, en petit-fils, etc. Jusqu'ici rien à objecter, et j'avais fait état de cet ouvrage sur le mode laudatif devant mes étudiants montpelliérains. Incidemment, il s'agissait d'une sociologie de la Kabylie, Grande ou Petite, et non pas nécessairement de l'Algérie en général, mais les professeurs, pour faire plus attractif, ont tendance à gonfler les titres de leurs livres – que celui qui n'a jamais péché... Par la suite, Bourdieu a appliqué sa théorie de la reproduction à l'université et sur ce point cela ne marchait plus du tout, car l'*alma mater* et les grandes écoles furent non pas toujours certes, mais assez souvent des agents de promotion ou d'ascension sociale. Quels que soient les défauts de la Sorbonne, elle ne ressemblait que d'assez loin, ou pas du tout, aux fermes béarnaises qui furent l'objet des réflexions de Bourdieu au temps de sa jeunesse sage.

Il y avait dans les années 1960-1970 trois autres grandes figures : Louis Althusser, Jacques Lacan et Claude Lévi-Strauss. Dans une conversation avec l'historien anglais Peter Laslett, Raymond Aron lui-même, en ma présence, se déclarait personnellement hors jeu, car, disait-il, il était trop à droite pour rivaliser avec ce formidable trio. Modestie d'un grand homme, sans aucun doute. S'agissant d'abord de Lévi-Strauss, il y avait autour de lui une sorte de culte, à tel point que ce grand ethnologue semblait régner par moments sur l'intelligentsia française. Et pourtant il n'était pas de gauche, et même pas du tout, il se voulait surtout apolitique quant aux affaires de la Cité. Il m'a beaucoup apporté à propos des structures familiales et du problème des mythes. C'était un homme avec des mots rares, rarissimes même dans le courant de la conversation, mais assez définitifs. On dit quelquefois – c'est un mot de mon ami Jacques Julliard – que plus les guerres mondiales s'éloignent, et plus le rôle de la cavalerie paraît important ; pour ma part, je dirais simplement que plus s'éloigne la

mort, récente, de Claude Lévi-Strauss, et plus je suis fasciné par sa personnalité très élégante. Je me souviens des candidatures à l'École des hautes études quand j'étais membre du bureau central de cet établissement, EPHE ou EHESS (l'appellation a varié) : le susdit bureau régentsait cette quasi-université sous les auspices de Fernand Braudel. Tout à coup, à propos de l'un des candidats listés les uns après les autres, l'un des grands électeurs fit remarquer : « Et puis il y a le docteur Lacan. » Quelqu'un hasarda timidement la question : « Qu'en pensez-vous, monsieur Lévi-Strauss ? » Un long silence fut la seule réponse de l'anthropologue et l'on comprit que Lévi-Strauss était totalement hostile à la candidature de l'illustre psychanalyste. Finalement, notre bon maître sortit de sa réserve et déclara simplement : « Je suis contre l'entrée de Lacan dans notre école, c'est une question d'hygiène. » Lévi-Strauss se voulait français avant toute chose. Un jour, quelqu'un l'attaqua en faisant remarquer qu'il était né à Bruxelles. Il répliqua vertement : « Je suis peut-être né à Bruxelles, mais j'ai été conçu à Paris. » Le verbe lévi-straussien n'était pas dénué d'une certaine verdeur. J'ai été longtemps son voisin aux séances d'assemblée du Collège de France. Il dessinait sans cesse des croquis géométriques pour lesquels il avait du reste le plus grand mépris – j'en ai quand même gardé quelques-uns. C'était un homme très silencieux et pourtant très agréable dans la conversation, ou plutôt dans l'absence de conversation, en laquelle il excellait. Il était très pointilleux sur les formes extérieures du respect. Un jour, je viens au collège de France avec une chemise verte et pas de cravate. Lévi-Strauss dit alors d'un ton naturel et comme historique : « C'est le nouveau Collège ! » La leçon porta. Une autre fois, je lui dis, Dieu sait pourquoi, tout le mal qu'on doit penser de Wagner, antisémite et quasiment pré-nazi. Il me répond d'un ton assez sec : « Ne mélangez pas la politique avec la musique. » En une occasion un peu différente, je lui présentai une pétition en faveur de la Pologne contestataire, au temps de Gomulka. Il m'envoya promener : « Comment ! La Pologne, un pays que je ne connais ni d'Ève ni d'Adam, où je n'ai jamais mis les pieds ! » J'étais sorti de l'univers pétitionnaire. Univers où se manifestèrent pendant de longues années Jean-Paul Sartre et Pierre Vidal-Naquet, lequel était véritablement la pétition faite homme. Plus qu'anthropologue ou ethnologue, c'était une sorte de personnage archéologique, au meilleur sens de ce terme. Il avait acheté un manoir

pas très éloigné de Colombey-les-Deux-Églises. Il aurait aimé, je crois, nouer une relation avec de Gaulle qu'il considérerait, sans doute, comme un personnage à sa mesure ; mais sur ce point il fut déçu. J'ai été influencé par ses travaux sur les mythes et sur les contes populaires, amérindiens en l'occurrence. Claude Lévi-Strauss avait été très intéressé par les théories de Vladimir Propp, lequel avait publié, peu avant la glaciation stalinienne, un texte d'analyse structurale du conte populaire russe intitulé *Morphologie du conte*. Propp avait proposé un démontage de ce genre de récit en un certain nombre d'épisodes, toujours les mêmes, terminés par un *happy end*. Dans les années 1960, la publication « proppienne », traduite, fascina l'école structuraliste française et Lévi-Strauss en personne. Sous l'influence de Propp et de Lévi-Strauss, j'ai écrit un livre qui n'eut qu'un succès infiniment modeste et qui fit l'objet d'une recension critique par Philippe Ariès. Titre de mon ouvrage : *L'Argent, l'amour et la mort en pays d'Oc* (Seuil, 1980). J'ai donné dans ce livre une interprétation, structurale en effet, d'un conte populaire intitulé « La Mort-parrain » ou, si l'on préfère, « La Mort-marraine » : je tentais de montrer comment ce mythe s'était transformé en un récit qui devait devenir l'un des purs chefs-d'œuvre de la littérature occitane, l'*Histoire de Jean-l'ont-pris* de l'abbé Fabre, plus exactement Jean-Baptiste Castor Fabre, qui lui-même fut vraisemblablement le plus grand écrivain en langue occitane ou plutôt provençale avant Frédéric Mistral.

Lévi-Strauss, en l'un de ses premiers ouvrages, est aussi le théoricien des « structures élémentaires de la parenté », paru en 1949, en même temps que l'ouvrage de Braudel sur la Méditerranée. Millésime 1949 fécond en effet, grande année braudélienne et lévi-straussienne (mais millésimale aussi pour les vins de France, tant bordeaux rouge que sauternes, bourgogne rouge et blanc, côtes-du-rhône, val de loire et champagne !). La typologie de l'anthropologue du Collège de France influence et rejoint en effet les ouvrages futurs d'Antoinette Chamoux et d'Emmanuel Todd sur les divers types de familles étudiés par les historiens, ainsi que ma propre thèse sur les paysans de Languedoc : les structures familiales du Midi de la France à la fin du Moyen Âge étaient en effet élargies ou nucléaires selon les régions et selon les flux de la démographie.

J'ai mentionné Louis Althusser. Je l'ai bien connu à la Rue d'Ulm entre 1949 et 1953. À l'époque, il faisait figure de communiste

modéré, bientôt accablé de soucis conjugaux. La doctrine du grand Karl fut considérée par le philosophe français des années 1960 comme une théorie strictement scientifique, au même titre, si l'on force la note, que la physique nucléaire ou la génétique de l'ADN. Logique un peu contraignante à mon gré. En fait, Marx donne une description souvent intéressante des classes sociales et de leurs luttes intestines. Mais la résolution finale des luttes de classe sous forme de victoire décisive du socialisme puis du communisme est moins convaincante. L'odyssée althussérienne a fini tristement : il a assassiné son épouse. Je lui avais présenté entre-temps mes excuses, à tout le moins personnelles, pour la façon dont la cellule communiste de l'école l'avait traité du temps où j'étais normalien ; excuses et regrets à propos de sa femme justement, accusée par le parti d'être trotskiste.

Il y avait aussi, à la Rue d'Ulm dans les années 1950, Michel Foucault. Pour échapper aux excès du stalinisme que lui prodiguait le parti communiste dont il était membre, il se faisait passer quelquefois pour un déséquilibré mental, astuce qui ne trompait personne étant donné sa haute intelligence. Par la suite, il s'est beaucoup intéressé à mon histoire du climat. Mon livre sur la question, objectivement empreint d'une logique pessimiste, rejoignait-il sa théorie de la mort de l'Homme comme une trace sur le sable effacée ? Mais son obsession, sur le tard, d'être à gauche finira par me fatiguer et je n'ai pas recherché ni cultivé son amitié, ce qu'en fin de compte je regrette. Nous sommes restés par la suite en termes courtois, mais au titre d'une certaine froideur. Je n'ai pas fait l'effort nécessaire pour rentrer dans sa pensée, qui, la chose va de soi, aurait dû m'intéresser. Incapacité de ma part vraisemblablement, mais aussi manque d'affinités compte tenu de son écriture difficile et parfois obscure. Son *Histoire de la folie à l'âge classique* et son idée de grand enfermement sont contestées. Je lui reprochais de comparer la discipline prussienne du temps du grand Frédéric, où le soldat devient une espèce de mécanique, une sorte d'horloge à répétition, avec les épreuves de mathématiques des concours des grandes écoles militaires au siècle de Louis XV ; comparaison déraisonnable. Il avait la mauvaise habitude de faire éreinter par ses disciples les auteurs qui n'avaient pas eu l'heur de lui plaire, cela afin de ne pas s'exposer lui-même. Il avait appliqué contre moi, entre autres, cette procédure classique, dite de « l'intermédiaire obligeant ».

Quant à mes relations avec Régis Debray, leurs commencements furent désagréables. Ultérieurement, elles furent de meilleur aloi, mais il y a bien longtemps que je ne l'ai pas revu.

Raymond Aron fut l'homme qui m'aida à quitter le PCF, notamment par ses ouvrages sur la société industrielle, élégantes réfutations du marxisme vulgaire. Sa haute valeur ne l'empêchait pas d'être extrêmement susceptible. Un jour, je ne sais pourquoi, j'attribuai une réflexion dont il était l'auteur à Bernard-Henri Lévy ; plusieurs semaines furent nécessaires pour qu'il daigne enfin me pardonner.

Dans les années 1960-1980, les historiens de l'EHESS ont beaucoup contribué à renouveler la recherche historique...

Dans ce but qui était devenu pour moi une ligne de conduite, j'ai contribué fortement à faire entrer de nombreux collègues à l'École des hautes études, sixième section, avec l'accord enthousiaste ou simplement positif de Fernand Braudel. Il s'agissait, la plupart du temps, de certains de mes bons amis, parfaitement dignes par ailleurs de cette promotion. Ils m'en furent parfois reconnaissants, dans d'autres cas ils ont eu quelque mal à me le pardonner. Je serais tenté de ne nommer personne à ce propos, mais passons.

Le premier d'entre eux, faut-il dire le plus important, fut François Furet dont l'intelligence était effectivement stupéfiante, à tel point qu'il avait fini lui-même par s'en apercevoir. Il était intellectuellement dominateur mais quelquefois insécure. Il avait pour principe de ne jamais renvoyer l'ascenseur, sauf à l'intention de quelques amis intimes, petit cercle dont je ne faisais pas vraiment partie en dépit ou à cause de l'amitié très affectueuse que je lui portais. Une telle pratique, je veux dire le renvoi d'ascenseur, est évidemment condamnable, mais de temps à autre cela peut faire plaisir. Je le connaissais depuis mon passage à la Rue d'Ulm et en fonction aussi de notre communauté de destin au PCF et ultérieurement. J'avais pour lui une vive admiration et je pense qu'il n'était pas dénué d'estime à mon égard. Il eut un bébé de sa deuxième épouse et me décerna très gentiment le titre d'*oncle* de cet enfant. Il avait inauguré sa carrière intellectuelle par une phase d'histoire quantitative, chère à Ernest

Labrousse ; il avait publié quelques chapitres sur l'histoire industrielle de la France. Puis, inspiré par son beau-frère Denis Richet, il fit paraître avec lui une *Histoire de la Révolution française*, laquelle en donnait une version plus libérale que celle de Soboul. Les trois beaux-frères – Denis Richet, François Furet et Pierre Nora – formaient une sorte de triade qui allait dominer pendant quelque temps, du moins pour une part, le paysage intellectuel de cette génération. Richet avait inventé le terme de « dérapage », qu'il appliquait à la période robespierriste. Furet a repris ce mot, qui n'était pas sot, à propos du jacobinisme, et puis, pour des raisons que je n'ai toujours pas comprises, il l'a rejeté. Peut-être ce rejet était-il une façon de dire que les dérapages en question, niés ou avoués, avaient commencé dès 1789. L'histoire traditionnelle de la Révolution était alors dominée par une gauche savante et militante : Aulard, Mathiez, Lefebvre, enfin Soboul. Une école libérale s'était manifestée depuis un certain temps du côté anglo-saxon grâce à Cobban, lui-même père spirituel de Furet et de Richet en tant qu'historiens de l'ultime décennie, révolutionnaire au plus haut point, du XVIII^e siècle. Dans le groupe des amis de Furet, il y avait, je l'ai dit, Jean Poperen, dont la véritable vocation était politique plutôt qu'historique. Je me souviens de ce militant recopiant des statistiques de chevaux de selle au XIX^e siècle aux Archives nationales – ou était-ce à la Bibliothèque nationale ? Tel n'était pas vraiment son destin ; la politique, fût-elle politicienne, le prit bientôt tout entier. Pourquoi pas, en effet ?

Albert Soboul était un personnage difficile, il lui est arrivé de reproduire sans guillemets des passages d'auteurs qu'il avait consultés çà et là. Dès l'âge de dix-huit ans, quand j'étais khâgneux à Lakanal, j'avais noté cette procédure soboulienne un peu spéciale. Soboul était membre du PCF, mais il ruait quelquefois dans les brancards. Sa grosse thèse sur les sans-culottes parisiens en l'an II contient des informations richissimes, fussent-elles de temps à autre orientées. Michel Vovelle parlait volontiers d'*Albert Marius Soboul*, nomenclature prénominale tout à fait exacte, semble-t-il. Le Provençal parisien Michel Vovelle, méridionalisé par sa nomination professorale à Aix-en-Provence, était double : quand il parlait du XVIII^e siècle, c'était un être sensible et délicat, savant connaisseur des Archives notariales. Mais en venait-il par hasard ou par moments aux redoutables années du jacobinisme, il embouchait volontiers les trompettes robespierristes

qui ne manquèrent pas de résonner en fanfare lors de la grande année du bicentenaire, couvertes quelquefois par la musique douce de François Furet. Les relations entre ces deux membres du PCF, Vovelle et Soboul, n'étaient pas toujours des plus cordiales. J'ai longtemps été laudateur de l'historiographie à la Furet, hostile au Comité de salut public, et je m'en tiens à cette position, mais j'admire toujours la prodigieuse érudition de Lefebvre, historien des paysans du Nord de la France.

Par ailleurs, Jacques Ozouf et François Furet ont effectué un travail important sur l'alphabétisation. Ils ont montré les aspects décisifs de la ligne Saint-Malo-Genève qui séparait dès l'époque de Louis XIV, en tout cas de Louis XV, la France plus ou moins alphabétisée au nord-est de cette ligne de la France « ignorantine » au sud de cette vieille frontière culturelle. En ce domaine, Jules Ferry bénéficie de la reconnaissance éternelle des Français pour l'alphabétisation et l'éducation primaire qu'il a su mettre en œuvre à partir de la décennie 1880. De 1914 à 1918, la Première Guerre mondiale lancera les unes contre les autres deux masses de millions d'hommes presque parfaitement alphabétisés grâce aux initiatives de la République des Jules et, outre-Rhin, des séides de Guillaume II : le bilan des massacres sera écrasant. À propos de l'Éducation nationale – ou de l'Instruction publique – de la fin du XIX^e siècle, on oublie un peu trop souvent de rappeler que la République des Jules eut de remarquables prédécesseurs en ce domaine. L'Église, les communautés paysannes et municipales, les gouvernements de Louis XV ou de Guizot avaient déjà largement commencé le travail. Jules Ferry et ses compagnons ont simplement mis la touche finale, laquelle effacera sans remords la vieille frontière malouino-genevoise pour engendrer un Hexagone sans frontières intérieures, alphabétisé de l'extrême nord à l'extrême sud. Cette œuvre extraordinaire est aujourd'hui menacée par l'analphabétisme culturel que répandent sans barguigner les divers médias.

Y a-t-il un auteur dont vous notiez particulièrement l'influence à propos d'une transition de la France partiellement illettrée à la France presque totalement alphabétisée ?

Je pense notamment à un auteur italien, Guglielmo Ferrero. Il pose avec force la notion de légitimité dans un ouvrage intitulé *Pouvoir*. Légitimité d'Ancien Régime fondée sur l'aristocratie et la monarchie, éventuellement absolue, légitimité démocratique, celle qui nous gouverne aujourd'hui avec plus ou moins de succès. En réalité, le passage de la légitimité d'Ancien Régime à sa consœur démocratique, fille putative de la précédente si l'on peut dire, fut chaotique et difficile de 1789-1799 à 1871-1877. Il y a d'abord eu la Révolution française elle-même, incontestablement positive et démocratisante mais à travers la Constituante, la Législative et la Terreur robespierriste : celle-ci, malgré tous les efforts qu'ont faits Mathiez, Lefebvre et Soboul pour la réhabiliter, n'est pas l'épisode le plus séduisant de la décennie. Les thermidoriens et le Directoire post-exécution de Robespierre font ce qu'ils peuvent pour réparer les pots cassés. Malgré tout, les dix années terminales du XVIII^e siècle nous lèguent une France profondément transformée, en bien et parfois en mal, sur les divers plans politique, idéologique et même culturel, mais non pas sur le plan économique à propos duquel la Révolution effectue plutôt une véritable reculade. La phase napoléonienne instaure des institutions durables (système préfectoral, centralisation souvent bénéfique mais parfois excessive, etc.), mais laisse un million de morts français sur les divers champs de bataille de l'Europe. La Restauration crée, pour la première fois, à l'usage de l'Hexagone un véritable système parlementaire qui, avec quantité de modifications, durera jusqu'à nos jours. Louis XVIII est un homme de talent. Malheureusement, son bref successeur Charles X fait preuve à diverses reprises de comportements politiques très sots. Louis-Philippe, de 1830 à 1848, met pour la première fois au pouvoir, officiellement, aux côtés d'une aristocratie survivante, une bourgeoisie politicienne au sens anglo-saxon, non péjoratif de cet adjectif : c'est un groupe social actif et moderne, malgré les attaques que le roi-citoyen subit de la part de caricaturistes géniaux dans le genre de Daumier. La II^e République (1848-1851) est un pas en avant, mais très agité en direction d'une démocratie plus effective. Napoléon III, caméléon parfois génial, passe, selon la terminologie classique, d'un Empire autoritaire à un Empire libéral. À partir de 1871, la « République des ducs » est le premier avatar d'un système qui, *volens nolens*, ouvre la voie au régime définitivement démocratique et s'instaurera progressivement vers la

fin des années 1870, l'épisode terminal coïncidant avec les élections sénatoriales à tendance républicaine de janvier 1879 et la démission immédiatement corrélative de Mac-Mahon à la fin de ce mois.

On est donc passé, de 1789 à 1879, de la légitimité aristocratique et monarchique à la légitimité républicaine et démocratique qui demeure aujourd'hui la nôtre en dépit de l'« intermède » vichyste. Néanmoins, la III^e et la IV^e République, de 1870-1871 à 1958, en dehors du dénominateur commun République que j'ai déjà signalé, avaient un inconvénient majeur : l'instabilité. Les gouvernements, puisque c'est d'eux qu'il s'agit, s'écroulaient les uns après les autres, ne durant que quelques années, voire quelques mois. Tout le monde déplorait cette cascade de présidents du Conseil, et personne ne parvenait à y porter remède. Il appartenait au général de Gaulle de trouver enfin la solution qui nous a dotés de gouvernements plus solides et plus durables. C'est l'insertion gaullienne d'un système présidentiel, avec élection du chef de l'État par le peuple, qui a permis ce petit miracle : désormais, les gens de gauche doivent souffrir pendant un certain nombre d'années sous le règne d'un gouvernement et plus encore d'un président de droite ; et *vice versa* les populations droitières quand le président est de gauche.

François Furet a parlé d'une Révolution française qui durerait de 1789 à 1879 dans un livre qui a eu beaucoup de succès ¹.

Nos devenirs administratifs et universitaires et notre évolution du point de vue politique et intellectuel ont été *grosso modo*, pour Furet et moi, parallèles, même si ce parallélisme n'a pas toujours été euclidien. Ce que Furet a produit de plus intéressant, de mon point de vue, au fil d'une œuvre vaste, c'est d'une part ce qu'il a écrit sur le XVIII^e siècle et d'autre part relativement à la Révolution française. Mes conceptions sur notre Révolution se relient aux travaux de Furet, mais aussi à l'évolution du communisme : les Soviétiques en effet, du moins dans les premières années à la Lénine qui suivent la révolution de 1917, se sont expressément inspirés de l'exemple des Jacobins de 1793, des Montagnards, des robespierristes et même, pour l'après-Thermidor, des babouvistes. Le passé récent, autrement dit les années 1918-1938, rejaillit inévitablement sur le passé ancien, celui de la dernière

décennie du XVIII^e siècle, et modifie quelque peu notre jugement sur des gens comme Saint-Just, Couthon et quelques autres. Dès 1946-1947, André Alba, qui fut mon professeur d'histoire à la khâgne d'Henri-IV, nous parlait du totalitarisme jacobin avec référence explicite au soviétisme. Il me semble, tout bien réfléchi, qu'il faut considérer à ce propos deux périodes successives. On doit envisager d'abord le XVIII^e siècle, de la Régence, datée de 1715 à 1723, jusqu'à 1789, et d'autre part le phénomène révolutionnaire, 1789 et les dix années qui vont s'ensuivre. La première partie, c'est le XVIII^e siècle dans sa formule classique, je dirais de Philippe d'Orléans à Mirabeau, autrement dit de la libéralisation initiale dont on est redevable à un certain orléanisme première manière, jusqu'à l'explosion brutale et pour tout dire inattendue du vieux régime aristo-monarchique inaugurée très vivement dès 1789. La Révolution elle-même, dans la courte portion terminale du XVIII^e siècle, demeure sinon un mystère, du moins une espèce de prodige. Les bases de l'Ancien Régime, qu'on pouvait croire immuables et presque immortelles, sont renversées, si l'on peut dire, en quelques instants. Tout ce qui va nourrir la politique française de 1800 à nos jours émerge avec une incroyable soudaineté. La marginalisation, certes partielle, de l'Église, de la noblesse et même, à terme, de la monarchie crucifiée dès 1793 entre en scène, sans espoir d'un retour de l'ordre immuable, féodal et royal, qui avait caractérisé les siècles précédents, y compris le XVIII^e, si orienté que fût celui-ci vers un goût prestigieux pour les Lumières.

Pour en revenir à Furet, nous fûmes très amis, avec de sa part un côté quelque peu protecteur voire protectionniste qui m'irritait de temps à autre. Il avait une méfiance innée pour les militaires, il n'aimait pas l'armée française. Au bout de quelques saisons, il a vu en moi une sorte de rival potentiel. Il était fasciné par ce qu'il appelait chez les Français la jalousie sociale. Celle-ci lui faisait l'effet d'un trait permanent qui, depuis les années révolutionnaires et jusqu'à nos jours, gouverne le comportement des Français les uns vis-à-vis des autres, les petits à l'égard des gros, etc. Mais lui-même, et c'était peut-être l'un des secrets de ses attitudes, n'était-il pas sujet lui aussi à certaines formes de jalousie, si individuelles qu'elles fussent ? Il était flanqué, dans les années 1950 et 1960, d'un collaborateur subordonné, ce qu'on appelait alors un vacataire, prêtre en rupture de ban mais nullement défroqué, qui résidait à Paris et continuait à dire sa messe

le dimanche, mais travaillait avec lui ou sous ses ordres – les ordres sacrés, pourrait-on dire – pendant le reste de la semaine. Cet ecclésiastique travaillait sur les convulsionnaires de Saint-Médard. Ces gens, sous le jeune Louis XV, étaient en proie à une hystérie gestuelle dont le spectacle attirait volontiers les badauds de la capitale. J'ai donc fait un rapprochement entre ces personnages hystéroïdes catholiques et les convulsionnaires protestants des Cévennes, très actifs de 1703 à 1710. J'avais sans doute été maladroit, mais Furet semblait agacé par cette mienne invasion des territoires historiographiques qui semblaient devoir lui appartenir. Il m'en fit assez sèchement la remarque. Il n'y eut point de brouille entre nous, tant le motif en paraissait infime, mais désormais nos relations, peut-être excessivement chaleureuses dans les débuts, devinrent plus fraîches. Nous restions amis néanmoins, ce qui était l'essentiel. Son énergie physique et sportive inspirait des craintes à ses amis qui la trouvaient excessive. La suite de son œuvre en tant qu'historien et que journaliste nous manque. Il avait persuadé les lecteurs de base du *Nouvel Observateur* qu'il était et demeurerait, à la différence de certains, un intellectuel de gauche. En fait, selon moi, qui connaissais assez parfaitement sa pensée, c'était un homme du centre-droit et même tout simplement de la droite intelligente et éclairée. Mais Furet tenait évidemment à cette image sinistrée qui rassurait le lectorat du grand hebdomadaire parisien. Depuis sa renonciation au PCF, il était progressivement puis décidément devenu un compagnon de route on pourrait dire droitier modéré du *Nouvel Observateur*.

Je vous croyais plus réservé vis-à-vis de l'œuvre de François Furet.

J'ai subi effectivement l'influence de Furet et de ses théories libérales relativement à la Révolution française, théories qu'il partageait avec des historiens américains et anglais parmi lesquels, je le répète, le professeur Alfred Cobban. Malgré tout, dans le cadre de mes réflexions sur les crises de subsistance, incidemment liées à la météorologie du moment, productrice de mauvaises récoltes céréalières, je suis resté relativement proche de Mathiez, Lefebvre surtout et aussi, pourquoi ne pas le dire, de certains aspects de la grande thèse de Soboul sur les sans-culottes, ce qui ne m'empêche pas

de critiquer l'orientation ultra-jacobine de Soboul. Furet, lui, s'est peu intéressé aux crises de subsistance, comme on peut le voir dans son *Dictionnaire critique de la Révolution française* (avec Mona Ozouf), par ailleurs excellent, mais où ce sujet n'est traité qu'assez légèrement par Jacques Revel. En ce qui me concerne, mes études sur l'histoire du climat m'ont conduit à un point de vue original non pas sur les causes profondes, mais sur les détonateurs immédiats de la Révolution française. Il s'agit, en 1787-1788 et, dans la foulée, en 1789, d'une crise de subsistance qui certes n'est pas catastrophique, tant s'en faut, mais qui a joué un rôle de déclencheur quant aux émeutes décisives dans toute la France. Elles ont mis en branle, sans l'avoir nécessairement visé, le processus révolutionnaire, en concurrence avec d'autres facteurs agitationnels. De fait, l'Ancien Régime était fertile en crises de subsistance caractérisées par un incident climatique anti-blé préalable. Conséquence, il y avait diminution partielle de la récolte des blés, hausse corrélative des prix du grain, puis du pain, de là une forte mortalité due à la sous-alimentation et aux épidémies qui fleurissaient sur celle-ci, et incidemment une baisse momentanée de la natalité et de la nuptialité. Il y eut, dans le genre, les terribles famines de 1693 et 1709, ainsi que, beaucoup moins grave, la disette de 1740. Georges Lefebvre a bien étudié ce genre de crise pour les deux années qui précèdent 1789, et de même Richard Cobb en Angleterre et surtout en France.

À l'École des hautes études, vous avez côtoyé d'autres historiens dont vous étiez l'ami, le collègue et parfois... le concurrent.

J'ai rencontré Jacques Le Goff de façon parfois presque hebdomadaire ou davantage. Nous avons publié ensemble un gros article sur Mélusine, la femme serpent, belle figure du folklore et de la mythologie médiévale. Le Goff était un ami excellent, mais mes relations avec lui n'avaient pas le caractère intime, quasi familial qu'eurent par moments mes rencontres avec François Furet. Mes contacts avec Le Goff ont débuté à l'ENS rue d'Ulm. Tous deux ainsi qu'André Burguière avons donné aux *Annales ESC* un caractère tout à fait novateur, y compris par comparaison avec la génération précédente de la même revue, pourtant si féconde, celle des

années 1930. Notre dénominateur commun, à Le Goff et à moi, c'est que nous fûmes et sommes les deux survivants de la deuxième ou troisième génération des *Annales*, l'un ou l'autre jouant alternativement le rôle de « bison de tête » par rapport aux équipes précédentes, celles de Bloch et Febvre puis de Braudel. Les *Annales* existent toujours, certes, sur le mode glorieux, mais elles n'ont plus tout à fait le rôle dirimant, dominant qu'elles eurent avant et après la Seconde Guerre mondiale. Si je puis nuancer, je dirais que Le Goff est plutôt une personnalité d'histoire culturelle, cependant que je suis plus matérialiste que lui, du moins au point de vue strict de l'historiographie. Ce que j'ai publié sur les paysans d'autrefois et sur l'histoire du climat s'éloigne assez des préoccupations spécifiques de Le Goff. Il avait pourtant signé un excellent article, mais un peu isolé dans son œuvre très vaste, sur les ruraux du premier millénaire. Quant aux mentalités, ce fut plutôt le fait d'André Burguière, qui a du reste consacré à l'école des Annales un ouvrage très important². J'ai fait de l'histoire quantitative, Le Goff, pas tellement. Il se méfie des historiens qui se lancent dans la cliométrie mathématique la plus compliquée. Il tient par ailleurs sincèrement à être de gauche, ce qui le situe au cœur de notre intelligentsia nationale. De toute façon, Le Goff et moi sommes unis *de facto* par notre situation générationnelle commune, le tout au fil d'une certaine évolution des « annalistes », comme nous surnomment volontiers nos collègues américains.

Vous avez connu des historiens de gauche, ou ci-devant de gauche, anglais, tels que Hobsbawm et quelques autres...

Ce personnage était un linguiste éminent car il parlait assez couramment plusieurs langues européennes, dont le français, l'italien, l'allemand, voire l'espagnol. Nous l'avions interrogé sur la méthode qui fut sienne pour apprendre ainsi divers langages dont le français. Il répondait simplement : « *I picked it up.* » Il adorait le jazz, mais il dut réaliser que l'histoire, en ce qui le concernait, était finalement plus profitable. C'était un Européen multinational, à la différence d'autres intellectuels britanniques quelque peu *beefy*, plus insulaires ou au minimum anglo-américains. En dépit de son immense talent, il était resté membre du Parti communiste anglais, ce qui faisait honneur à

son obstination mais n'était pas tellement glorieux, tout bien réfléchi, car ce parti minuscule a donné lui aussi, comme les grands PC du continent, dans toutes les sottises du stalinisme. Dans la liste des ouvrages d'Hobsbawm, on trouve notamment le célèbre *Primitive Rebels* dont l'information et les sources originelles sont tout autant italiennes que britanniques. Mais d'autres historiens d'outre-Manche justement célèbres ont quelque peine parfois à franchir le *Channel* en direction de l'Hexagone. Je pense à E. P. Thompson, célèbre auteur de *The Making of the English Working Class*, dont je n'ai jamais pu extraire un seul mot de français dans des conversations pourtant passionnantes. Il est vrai que, sur son sujet d'étude, la classe ouvrière d'Angleterre, son pays natal lui donnait toutes les satisfactions possibles, tant intellectuelles qu'affectives. Je dois immédiatement ajouter que, sur la Seconde Guerre mondiale, dont j'ai vécu existentiellement les horreurs, les historiens anglo-saxons sont évidemment, et rétrospectivement, parmi les meilleurs. Je pense à Ian Kershaw, Antony Beevor et à quelques autres. Il est vrai que nous avons la chance, en France, de pouvoir nous repaître de l'histoire de Vichy, indéfiniment ressassée, la culpabilité nationale étant l'un des sujets d'investissement favoris de nos délectations moroses.

J'évoquais tout à l'heure Eric Hobsbawm et l'historiographie britannique, voire anglo-saxonne en général. Deux mots sur ce point. Celle-ci, chez certains auteurs, s'agissant de la Première Guerre mondiale, tend à déculpabiliser les têtes couronnées et autres élites dirigeantes, russes, germaniques, anglaises et françaises. On évoque davantage, parfois, la nécessité d'une espèce de saignée, une sorte d'assainissement démographique des nations, effectué par ailleurs, autre solution, par une émigration massive vers les États-Unis, etc. Il faut rappeler, sur un plan quelque peu différent, la vision classique qu'avait donnée des signes annonciateurs pré-1914 Jean Jaurès dans quelques grands discours : la Première Guerre, selon l'anticipation du leader socialiste, sera provoquée par un système de « gâchettes », implacables une fois déclenchées, mises en œuvre par les deux blocs d'alliances antagonistes. Ici, l'homme important serait Delcassé, l'un des auteurs essentiels du système d'alliances français avec l'Angleterre et la Russie, daté notamment des commencements du ^{xx}e siècle. En France, on imaginait volontiers, lors des préparatifs décennaux du conflit, que l'éclair des baïonnettes et l'ardeur offensive des militaires

français attaquant en masse pourraient assurer la victoire. Une position plus raisonnable s'imposa finalement, mais après quelles pertes ? De toute manière, l'importance fonctionnelle de cette terrible « saignée » ne me paraît pas si évidente, du moins en ce qui concerne la France : la population de ce pays reste bloquée aux environs de 40 millions de personnes, depuis la fin du Second Empire jusqu'aux débuts de la Seconde Guerre mondiale. Le cas de l'Allemagne, enfiévrée en 1914 par sa formidable croissance démographique et industrielle, est sans doute un peu différent.

Mais, pour en revenir aux *Primitive Rebels* de Hobsbawm, et au cortège des publications de quantité d'auteurs qui les environnent, on dira aussi quelques mots de l'historien soviétique Boris Porchnev. La polémique à l'encontre de ce chercheur d'un grade élevé avait précédemment mis sur orbite l'historien français Roland Mousnier, qui, depuis ce décollage foudroyant, ne cessait plus de tourner, escorté, consécration suprême, par une pléiade respectueuse de jeunes disciples. Roland Mousnier, professeur à la Sorbonne, en laquelle il avait mené bon train et avec succès la lutte contre le tabagisme, tant auprès des collègues que des étudiants, était par ailleurs un excellent historien, resté longtemps obscur, auteur extrêmement original d'une sorte de marxisme d'extrême droite.

La polémique contre Porchnev fit beaucoup pour mieux faire connaître Roland Mousnier qui jusqu'alors s'était illustré par des escarmouches contre Fernand Braudel et *vice versa*. Le célèbre auteur de *La Méditerranée au temps de Philippe II* disait à qui voulait l'entendre : « Roland Mousnier écrit mal. » L'infortuné Mousnier ripostait : « Braudel ne peut pas me sentir. » On n'en sortait pas. Ici intervint Porchnev, un auteur original qui croyait même avoir repéré le Yéti dans l'Himalaya. En pleine époque stalinienne, il avait pu publier, malgré la censure, un livre original sur les révoltes populaires françaises avant la Fronde, d'après les archives, elles aussi françaises, conservées à Saint-Pétersbourg. Il avait appliqué à ces vieux dossiers une espèce de schéma marxiste : depuis Lénine, avec plus ou moins de bonheur, les marxistes soviétiques distinguaient le prolétariat en lutte contre la bourgeoisie, cependant que, dans l'entre-deux, la social-démocratie trahissait les prolétaires pour soutenir subrepticement les bourgeois. De même, affirmait l'historien soviétique, la bourgeoisie du XVII^e siècle trahissait les masses populaires révoltées en faveur de

l'Ancien Régime nobiliaire et monarchique. Ce schéma baroque rencontra l'opposition de Roland Mousnier. Comme je l'ai dit, celui-ci était l'homme d'une droite solide et d'un catholicisme ardent. Il partait de l'idée que les révoltes populaires n'étaient pas spontanées mais téléguidées par la noblesse et les parlementaires. C'est tout le problème du spontanéisme des masses, jadis brillamment traité par Rosa Luxemburg. Les idées de cette dame sur ce point furent pourtant totalement oubliées, sauf par quelques hurluberlus sympathiques parmi lesquels Marc Ferro et moi-même. On se souvient seulement qu'elle fut fusillée en 1919 en compagnie de Karl Liebknecht lors des répressions qui suivirent la révolution allemande, laquelle faisait suite à la Première Guerre mondiale. Pour en rester à la société d'ordres chère à Roland Mousnier, disons qu'un marxiste par moments assez rigide comme Guy Bois s'était pourtant fort bien adapté à ce concept qui lui paraissait beaucoup plus topique que l'obscur féodalisme si cher aux marxistes du bon vieux temps. L'un des meilleurs élèves de Mousnier, je veux dire Yves-Marie Bercé, homme d'une droite éclairée et savante, a, sur ce point, délaissé le schéma de son vieux maître. Il a repris l'idée d'une véritable spontanéité populaire, s'agissant des croquants et d'autres « primitifs de la révolte » selon la taxinomie d'Eric Hobsbawm. Mon collègue Bercé, qui n'est nullement un « gauchiste », se trouve être ainsi, sans le savoir, l'un des derniers luxemburgistes encore vivants.

D'une façon générale, l'historien, quand il veut entrer en communication avec les révoltés du temps jadis, notamment paysans, éprouve quelques difficultés à établir le contact. Le villageois traditionnel des siècles passés – ou même actuels – reste volontiers assis sur sa réserve et sur son quant-à-soi. Comment en sortir ? Je crois y être parvenu dans *Montaillou*, grâce à l'obstination d'un évêque inquisiteur du ^{xiv}e siècle, Jacques Fournier. Il opérait volontiers une distinction, certes déplorable dans le principe, entre divers groupes d'accusés, auxquels, à force de violence, il faisait avouer n'importe quoi, et d'autre part les gens de Montaillou et des villages voisins vis-à-vis desquels il opérait une enquête attentive, sérieuse et curieuse, fût-elle accompagnée d'une procédure inquisitoriale parfaitement odieuse en tant que telle.

L'expression « droite intellectuelle » est très abusive le concernant, même si Pierre Chaunu, bien évidemment, n'avait rien d'un gauchiste. Je l'ai connu ainsi que ses ouvrages il y a plus d'un demi-siècle. Son œuvre est extrêmement prolixe, au titre d'une écriture surabondante mais judicieusement contrôlée (selon certains, il écrivait trop, d'une écriture quasi automatique mais parfaitement intelligible). Il s'est illustré d'abord dans l'histoire quantitative, notamment dans l'immense série qu'il a donnée en compagnie de son épouse sur Séville et l'Atlantique, d'après les archives espagnoles. Cet ouvrage, ainsi que d'autres œuvres immédiatement ultérieures, étudie le mouvement des navires entre l'Espagne et l'Amérique, ainsi que l'arrivage des métaux précieux en provenance d'Amérique du Sud et spécialement du Potosi. J'ai beaucoup fréquenté ce grand historien à la commission d'histoire du CNRS dont nous étions membres l'un et l'autre ainsi que Julien Cain qui fut si longtemps administrateur général de la Bibliothèque nationale³. Quant à Chaunu, son tempérament naturellement pacifique pouvait de temps à autre entrer en ébullition. Lors d'une réunion de la susdite commission, un géographe se tourna vers notre grand historien et lui déclara assez vivement : « Vous, monsieur Chaunu, qui avez tant écrit sur l'Amérique, sans avoir jamais visité cette région du globe... » Alors Chaunu, furieux, se lève, comme s'il voulait démolir son contradicteur. J'eus grand-peine à le calmer pour le faire asseoir. Braudel n'a jamais cherché à faire entrer Chaunu au Collège de France, car l'espace disponible était, semble-t-il, trop étroit pour y loger deux personnalités de ce calibre. Il a beaucoup contribué à m'y faire élire comme son successeur *de facto*. Chaunu n'a pas eu autant de chance. Il a du reste été très heureux à l'université de Caen et à la Sorbonne parmi toute une escouade d'historiens normands de haut niveau. Le résultat a été à la fois politiquement et scientifiquement remarquable. À Caen, Chaunu a mis en selle des disciples eux aussi de grand talent mais d'opinions tenues par certains pour droitières, ou plus exactement de « non gauche ». À mon sens, on sous-estime, par préjugé antiprovincial, cet héritage essentiellement régional au meilleur sens du terme du grand historien de *Séville et l'Atlantique*.

Sans entrer dans les questions de personnes, donnons un exemple sur une base intercontinentale, voire plus exactement multi-

continentale. Évoquons ce que j'ai appelé l'« unification microbienne du monde », expression reprise aujourd'hui par divers médiévistes, jeunes et moins jeunes. J'ai noté la peste du milieu du premier millénaire ou du second tiers d'icelui (cette puissante épidémie a été étudiée par Jacques Le Goff dans une portion moins culturaliste de son œuvre). Elle provient de la région des sources du Nil autour desquelles fleurissait un immense complexe de contagions ; *via* la Méditerranée, elle aborde l'Europe et la dévaste. La seconde vague des pestes intervient nettement plus tard, à partir des années 1340. Elle prend naissance, cette fois, non plus en Afrique nilotique, mais parmi les rats et les puces de l'Asie centrale. Elle tire avantage, si l'on peut dire, de l'unification de l'Eurasie réalisée au siècle précédent par Gengis Khan. Les caravanes des routes de la soie apportent ce fléau jusqu'en Crimée et de là, *via* la Méditerranée, une fois de plus, vers Venise, Gênes, Marseille et Barcelone. L'Europe occidentale voire centrale perd 30 % de sa population et bientôt 50 %, surtout en France de 1348 à 1450 environ. Pierre Chaunu, pour les siècles immédiatement ultérieurs, a mis en évidence, après les historiens de l'école de Berkeley, le second grand acte de cette unification microbienne du monde, consommée avec l'arrivée des Européens au Mexique et au Pérou. Le choc des épidémies importées d'Europe au ^{xvi}e siècle frappe les populations indigènes d'Amérique : au Mexique, encore lui, celles-ci ont préalablement et progressivement perdu, depuis des milliers d'années, une grande partie des immunités dont jouissaient leurs ancêtres quand ceux-ci résidaient encore à l'ouest du détroit de Béring. Le choc entre les conquistadors espagnols sains de corps, mais porteurs de ces miasmes redoutables, et ces habitants fut effroyable. J'ai tenté jadis d'en convaincre l'excellent Jacques Chirac, qui parlait, pas toujours avec raison, du « génocide » consommé de la sorte sur le nouveau continent. Je lui expliquai que la cause tenait quelque peu, comme il le pensait, aux arquebuses et aux épées tranchantes des Espagnols. Mais, pour l'essentiel, ce qu'il fallait incriminer, c'était l'impact mortel de nombreuses maladies contagieuses – variole, même rougeole, etc. – sur des peuplements non immunisés. Le Mexique, aztèque et autre, peuplé de 20 à 25 millions d'habitants avant l'arrivée de Cortés, tombe à 2 millions de personnes vers la fin du ^{xvi}e siècle. Les isolats démographiques des îles du Pacifique seront également touchés, pour certains d'entre eux, par ce phénomène.

Cela n'est qu'un aspect de l'œuvre du premier Chaunu, traitant précisément, entre autres, de l'Amérique post-colombienne. C'est le Chaunu quantitativiste. Le deuxième Chaunu, c'est celui des grands livres sur l'Europe classique et l'Europe des Lumières. Notre auteur voit au XVII^e siècle une population française, plus exactement hexagonale, bloquée à 20 millions de personnes environ, et ce, au cours d'une très longue période de trois siècles et demi *grosso modo*, ou davantage, et qui va de 1340 aux années 1713-1715. S'impose cependant dans cet intervalle un trou énorme, une chute à 9 millions d'âmes observée momentanément, de 1348 à 1450, avec récupération de 9 millions aux 20 millions canoniques de 1450 à 1540 ; puis blocage approximatif aux 20 millions évoqués ci-dessus jusqu'en 1715. Chaunu a également insisté, pour expliquer ce plafonnement, sur le rôle du mariage tardif – vingt-deux à vingt-six ans pour les jeunes femmes – en tant qu'école d'ascétisme pré-conjugal et de limitation des naissances. Il y eut aussi certaines méthodes contraceptives : ne parlons pas du préservatif, « cuirasse contre le plaisir, faible rempart contre le danger » selon les grandes dames du premier XIX^e siècle. Plus important est le *coitus interruptus*, retrait sexuel dont l'usage se répand de façon précoce dans la France du XVIII^e siècle, pionnière en ce domaine. L'allaitement maternel procure aussi une phase de stérilité non voulue mais bienvenue d'environ deux ans entre deux naissances. L'utilisation des nourrices allaitantes dans les classes moyennes et supérieures provoque des naissances annuelles en nombre excessif. La bourgeoisie et l'aristocratie se décident donc, à partir du règne de Louis XV ou même auparavant, à limiter les naissances par les simples méthodes susdites.

Parmi les causes du « blocage », il y a encore la peste, maintenant endémique, qui ne disparaîtra de l'Hexagone comme de la Grande-Bretagne qu'à partir des années 1660-1670 avec un bref retour de flamme, géographiquement très limité, à Marseille et en Provence seulement autour de 1720. Quant à la dernière grande famine, elle remonte à 1709-1710 et ne sera suivie que par quelques disettes beaucoup moins meurtrières de 1740 à la Révolution.

Chaunu montre aussi les réalisations scientifiques et autres de son cher XVII^e siècle et il ne s'en tient pas, comme l'a fait le pourtant talentueux Pierre Goubert, au thème, certes inépuisable et souvent bien réel, de la misère des peuples. La pensée et la science galiléennes

au XVII^e siècle n'étaient nullement étrangères à l'auteur fécond de *Séville et l'Atlantique*. Chaunu n'est pas de ceux qui identifient étroitement et abusivement les Lumières aux seuls assauts de la philosophie voltairienne contre l'Église catholique, conception qui certes n'est pas inexacte mais insuffisante. Daniel Roche, volontiers girondin sur le plan politique, ne renierait pas nécessairement sur ce point Pierre Chaunu.

Mon ami Pierre, avec sa religiosité protestante de nouveau converti et son prétendu conservatisme politique, irritait quelquefois les bonnes âmes de la vieille gauche laïque. Lors de sa dernière période, il s'est livré à une offensive nataliste, hostile à l'avortement ; elle lui a valu un certain nombre d'adversaires. En réalité, l'affaire était plus compliquée qu'il ne semble au premier abord. Chaunu était surtout hostile à la loi qui consacrait l'avortement ; il estimait qu'il s'agissait d'un choix surtout privé. Sa prise de position, en fait, était principalement d'ordre éthique.

Nous connaissons des dynasties d'historiens, et par exemple celle des Crouzet...

Il y eut d'abord, vers l'amont, ce grand historien qu'a été Henri Hauser ; il était notamment spécialiste de la Réforme protestante, calviniste et autre, depuis les origines de celle-ci, au début du XVI^e siècle, jusqu'à son épanouissement parfois difficile puis considéré comme acquis à l'époque d'Henri IV. On mentionnera à la génération suivante l'inspecteur général Maurice Crouzet, de tendance communisante, spécialiste et généraliste de l'histoire des civilisations relativement à l'époque contemporaine, vieux *gentleman* rougeoyant et bienveillant, ami très proche de Fernand Braudel, sauf lors de quelques brouilles de brève durée. De ses deux fils, François et Michel, le premier inaugura en France l'histoire économétrique, le second, de caractère parfois difficile, reste notre grand spécialiste de Stendhal. Denis, fils de François, est professeur à la Sorbonne et spécialiste éminent, comme son aïeul, du XVI^e siècle et notamment de la Ligue catholique et « démocratique » du règne d'Henri III et des commencements d'Henri IV. L'épouse de Denis, Élisabeth Crouzet-Pavan, a publié considérablement, de façon originale, sur Venise au

Moyen Âge et ultérieurement, depuis les poteaux immergés qui consolident la ville en ses bases jusqu'aux sommités architecturales des palais et des églises. On pense, dans un registre certes différent, aux familles des Bach et des Bernoulli... Mais il n'y a pas que des pères, des fils et même des bruns, mais encore une petite-fille, Guillemette Crouzet, spécialiste de l'histoire du golfe Arabo-Persique !

Et les postérités intellectuelles ?

Je pense à la thèse de Pierre Goubert sur Beauvais et le Beauvaisis. Le contraste est net entre cet auteur et Jean-Marc Moriceau aujourd'hui, entre gens qui grognent et gens qui rient. Pierre Goubert était marqué par un pessimisme profond sur le XVII^e siècle et peut-être sur la nature humaine en général. Il insistait sur le malheur des peuples, les famines, voire les simples disettes. Il a introduit la démographie historique dans nos disciplines avec son pointillisme quantitatif. Il a détesté Louis XIV jusqu'à la fin de sa vie ou presque. Mais il est vrai que le Roi-Soleil, avec sa très fâcheuse révocation, n'était pas *lily white* malgré quelques réalisations considérables. Goubert n'aimait pas non plus Colbert. Il affectionnait pourtant, à juste titre, mais de façon étrange en ce qui le concernait, le couple Mazarin-Anne d'Autriche, ces deux étrangers venus respectivement d'Italie et d'Espagne : ils gouvernèrent habilement le royaume, non sans cupidité mazarinienne, génitrice de la plus grosse fortune privée d'un politicien au Grand Siècle. L'homologue et l'antonyme de Goubert aujourd'hui, je veux dire Jean-Marc Moriceau, demeure un optimiste. Professeur à l'université de Caen, Moriceau, après Marc Venard et Jean Jacquart, est reconnu comme le grand spécialiste des fermiers capitalistes du bassin parisien au XVII^e siècle.

Il y a un vecteur nord/sud dans l'historiographie européenne, tant anglaise que française. On aurait tort de considérer cette attitude comme exprimant la fascination que ressentent les « développés » par rapport aux « sous-développés ». Pourtant ce vecteur existe bien. L'un des plus grands historiens d'outre-Manche va, nous dit-on, produire un *De Gaulle* héros d'une anglophilie teintée parfois d'anglophobie à ses moments perdus. Les Français, eux, s'intéressent à l'Italie et à l'Espagne. Bartolomé Bennassar a débuté par une thèse sur Valladolid

au ^{XVI}^e siècle. Citoyen de Toulouse, il connaît la notoriété de part et d'autre des Pyrénées, mais, pour atteindre la grande célébrité qu'il méritait largement, il eût fallu qu'il habitât dans la capitale. Au cours de ses longues recherches, il est parvenu à l'idée que la guerre civile franquiste et antifranquiste des années 1930 était une espèce d'ordalie, *a bad fight* ou *a good fight*, comme disent les Américains à propos de leur guerre civile que nous appelons guerre de Sécession. Son objectivité, sincèrement antifranquiste certes, lui a valu de solides inimitiés parmi certains descendants les plus prononcés de l'immigration ibérique républicaine en France. Il a eu des moments difficiles, notamment lors d'une conférence qu'il donnait sur la guerre d'Espagne : on raconte que les objections excessives que lui présentaient ses contradicteurs d'extrême gauche les plus extrémistes furent telles qu'il fut sur le point de jeter ses dossiers à la figure de ses adversaires. L'anecdote est sans doute fausse, mais elle témoigne à sa façon sur l'esprit offensif, au meilleur sens du terme, de l'un des plus distingués parmi nos hispanologues. La guerre d'Espagne est certes plus compliquée que ne le pensent certains, même si la condamnation morale et politique du franquisme est justifiée. On n'a pas encore bien démêlé le rôle des puissances étrangères, notamment de l'URSS, en cette affaire ibérique. La cruauté du franquisme épris d'innombrables fusillades est soulignée à juste titre, mais les rouges n'étaient pas blancs comme neige. Sait-on que la messe était interdite dans les territoires républicains (sauf au Pays basque) et que 6 000 prêtres espagnols furent exécutés avec ou sans tortures préalables ?

Bennassar a eu l'intelligence de souligner cette complexité des événements d'outre-Pyrénées, dans la ligne d'Edgar Morin, encore lui. J'ai moi-même le souvenir des débuts de la guerre d'Espagne. J'avais alors huit ans environ chez mon grand-père Dauger. Nous discussions en famille, sur l'heure de midi, à propos du conflit en question. M'étant alors levé comme Jésus parmi les docteurs du Temple, je déclarai, péremptoire : « Après l'Espagne, ce sera le Portugal. » Mes dons prophétiques firent l'admiration des convives, mais j'avais tort !

Dans un autre domaine, Carlo Ginzburg a commencé ses travaux à « mon » époque de *Montaillou*, ou peut-être un peu auparavant. Il a étudié comme moi les registres d'Inquisition, dont l'intérêt en Italie est très grand également. Il a su rester personnellement à gauche, ce qui donnait plus de poids encore à son discours, d'autant plus

incontestable de ce fait. Sa carrière professorale s'est déroulée à Bologne et en Californie. Il a rencontré dans ses recherches un homme du peuple frioulan, vraisemblablement athée dès l'époque des très anciens régimes. Lucien Febvre n'était pas tout à fait exact sur ce point quand il suggérait qu'être athée au ^{XVI}^e siècle, au temps de Rabelais, était conceptuellement impossible, compte tenu de la culture de l'époque.

On m'a fait remarquer qu'il était impossible de se fonder sur des documents d'Inquisition, contestables *a priori*. Cette objection n'a pas arrêté Ginzburg et c'est fort heureux. En ce qui concerne Jacques Fournier, évêque de Pamiers et inquisiteur, je répète qu'il est facile de distinguer entre les dossiers où il effectue un véritable « procès de Moscou » inventé de toutes pièces aux ordres de l'Église et des agents de la monarchie française, par exemple à l'encontre des lépreux, et ses enquêtes en milieu rural, rudes certes, mais où il colle de très près à la réalité paysanne. En Italie, encore elle, à proximité de Carlo Ginzburg, l'un de mes meilleurs amis a été Carlo Poni, historien du commerce de la soie.

S'agissant d'un autre médiéviste, Georges Duby, le meilleur de son œuvre reste là aussi l'histoire de la vie rurale, développée de nos jours par Mathieu Arnoux. Disciple de Duby, Dominique Barthélemy a nuancé le maître quant à la « mutation de l'an mil », mais Arnoux, lui, reste tout à fait dans le sillage de Duby qu'il cite avec éloge à plusieurs reprises. Mon bon maître Georges était aussi homme des médias et de télévision. Chez les dames bien nées, coutumière était la phrase suivante, vespérale en tout état de cause : « Vous m'excuserez, je ne peux pas dîner chez vous ce soir, je vais regarder Duby à la télé. »

Victor-Lucien Tapié, professeur à la Sorbonne, m'a fait connaître le baroque français, notamment celui des églises parisiennes du ^{XVII}^e siècle. Il m'initia aussi aux mystères et aux prestiges du rococo Pompadour au siècle de Louis XV. Tapié se désolait de n'avoir pas été, malgré tout son talent, élève de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm dans sa jeunesse et il disait à qui voulait l'entendre : « L'École est une maîtresse où je n'ai jamais pénétré que par la bande. »

Alphonse Dupront passait pour un génie mystérieux et profond, et d'autant plus prégnant que ses publications étaient volontairement rarissimes. Pierre Nora le préférait à Braudel. L'essentiel de son œuvre publiée fut fondamentalement, faut-il dire volontairement ?,

posthume.

Un cas à part : Alain Peyrefitte avait voulu faire deux carrières, d'homme politique et de penseur, mais ce qui était faisable au temps de Guizot était beaucoup plus difficile à l'époque de Giscard et de Mitterrand : l'*homo politicus* est trop sollicité par les médias et par les mondains pour disposer du temps qui serait nécessaire à la création d'une œuvre intellectuelle originale. Il eut, comme collaborateur attiré, Xavier Walter. Comme je l'ai dit, j'ai mis à la disposition de ce même Walter les archives de mon père. Il en a tiré un ouvrage d'une très grande richesse documentaire.

J'ai été aussi l'ami très proche de Jacques Dupâquier, notre grand historien démographe. Un peu plus âgé que moi, il avait été membre de la résistance communiste. Il racontait volontiers ses souvenirs de la libération de Paris : à la terrasse d'un café du boulevard Saint-Michel, deux miliciens étaient attablés, sur le point de s'embarquer pour Sigmaringen. Un professeur, assis à une table voisine, se leva pour protester contre leur présence. Les deux hommes le traînèrent sur le boulevard et le battirent à mort. Un autre témoin incontestable, Arthur Kriegel, époux de l'historienne Annie Kriegel, m'a fait part d'un épisode analogue lors de la libération de Paris : un résistant (?) armé d'une mitraillette poursuivait près de l'Hôtel de Ville un sous-officier allemand d'un certain âge, il l'abattit d'une rafale dans le dos et prit le temps de prélever les grandes bottes de cuir, il est vrai superbes, de l'*Unteroffizier*. Les anecdotes sur le lâche comportement des foules citadines et villageoises à l'encontre des Allemands faits prisonniers dans l'immédiate post-Libération sont du reste innombrables et incontestables. Dupâquier, dans sa verte jeunesse, légèrement prolongée vers l'âge mur, avait été secrétaire d'une section urbaine du PCF, puis il s'était voué, je le répète, à la démographie historique. Il réglait avec énergie les débats de l'association française des spécialistes de cette discipline qu'il dirigeait à la baguette comme un chef d'orchestre. Il n'oubliait pas les attitudes réglementaires de son passé communiste, mais les fantômes du passé s'éloignaient et pour rien au monde il n'eût menacé d'exclusion ceux des adhérents qui n'avaient pas payé leur cotisation. Il était dorénavant de droite, telle que la gauche définissait injustement celle-ci, ou ce qu'elle tenait pour tel.

Parmi d'autres personnalités historiennes, Maurice Agulhon, en

divers ouvrages, a étudié entre autres la sociabilité méridionale. Ce protestant cévenol, agnostique, était doué d'une science peu commune et de silences d'une extraordinaire profondeur, assez analogues à ceux de Lévi-Strauss. J'ai contribué à le faire entrer au Collège de France. François Furet, qui était parfaitement digne d'une telle promotion, m'en voulut quelque peu de ne pouvoir lui aussi être admis dans cette institution, mais, à l'époque où il faisait état discrètement de cette frustration justifiée, il était certainement moins connu qu'il ne le devint à partir de 1989. Sa célébrité posthume ne cesse de croître.

Marc Ferro a publié en 2011 une série d'entretiens où il vous évoque sur le mode polémique. À propos du CRH (Centre de recherches historiques de l'EHESS) : « Je n'étais pas de la bande, écrit Marc Ferro. Ceux qui entouraient Braudel rêvaient de prendre sa succession, ma place avec. Il y avait Denis Richet, François Furet, Emmanuel Le Roy Ladurie, six ou sept historiens qui tenaient le haut du pavé de l'École. »

Braudel avait de l'amitié pour moi et de l'estime pour mes travaux. Il me considérait assez de talent pour diriger le CRH. Je n'ai aucune raison d'avoir de la repentance pour l'action que j'ai menée dans ce Centre. Marc Ferro, historien de la Russie, a écrit sur bien d'autres sujets et notamment sur Philippe Pétain. Il lisait sans doute le russe, je n'ai aucune raison d'en douter. Je crois qu'il n'a pas été membre du PCF, mais il a incontestablement été un compagnon de route, appréciation qui de ma part n'a du reste rien de péjoratif, bien au contraire, compte tenu de l'époque mise en cause. Il a cultivé le réseau des médias avec beaucoup de succès et *vice versa*. Sa série télévisée sur la Seconde Guerre mondiale était excellente.

À propos des Annales, dont Ferro aurait été évincé à votre initiative parce que « le groupe [après 1968] autour de Furet, du Centre de recherches historiques, et de Le Roy Ladurie voulait diriger les Annales, sans [lui] ».

C'est exactement le contraire qui est vrai. Braudel voulait absolument que j'expulse Ferro du comité des *Annales* et je me suis énergiquement employé, avec succès, à le maintenir dans cet

aréopage. Mais les travaux de Marc Ferro, plus proches d'une histoire événementielle classique et tout à fait légitime, étaient assez éloignés de l'esprit proprement dit des *Annales*.

Suite de la citation : « [Braudel] a nommé Jacques Le Goff et Emmanuel Le Roy Ladurie à la direction des Annales et il jugeait que Le Goff était quelqu'un d'incontournable. Les travaux de Le Roy Ladurie sur le climat étaient totalement novateurs et autant que ceux de Jacques Le Goff [...]. »

En ce qui concerne Jacques Le Goff, la chose est évidente. Quant à moi, le fait est que j'ai toujours travaillé dans l'esprit des *Annales*. Denis Maraval m'a fait un jour remarquer que je n'ai jamais écrit de biographie. C'est exact, c'est une attitude peut-être très « annaliste » de ma part, mais j'ai quand même produit une biographie collective, celle des trois membres de la famille Platter, alémanique et germanophone au ^{xvi}e siècle. Je voulais absolument sortir de l'Hexagone, ce que j'ai fait également, par ailleurs, à propos de l'histoire du climat. Les Platter, famille bâloise et dialectophone au titre d'une langue locale proche de l'allemand et des autres parlers helvétiques, m'en ont fourni une occasion supplémentaire.

1. François Furet, *Histoire de France*, t. 3 : *La Révolution*, Paris, Hachette, 1994.

2. *L'École des Annales, une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.

3. La salle Julien Cain de l'ancienne Bibliothèque nationale perpétue le nom de ce grand personnage, indiquant par le seul énoncé des dates initiale et terminale que son administration a duré des années 1930 jusqu'au-delà du milieu du ^{xx}e siècle, alors que, dans l'intervalle, il a été révoqué pour plusieurs années par Vichy.

« À la première réunion chez Jacques Le Goff, poursuit Ferro, Le Roy Ladurie a répondu [...] sans que je l'interroge : "Maintenant, tu nous obéis" (sic), m'a-t-il dit. »

Bien sûr, je n'ai jamais rien dit d'aussi stupide, ni quoi que ce soit dans ce genre. J'oppose à cette prétendue citation un démenti absolu. Quoi qu'il en soit, et en dépit de tout ce que peut dire Marc Ferro par ailleurs, nous étions lui et moi en *speaking terms*. Ferro donne d'ailleurs, dans la suite de son texte, une description très exacte, à d'infimes détails près, de ce que furent les trois générations des *Annales*, la mienne incluse. Il critique aussi la notion d'« histoire immobile » que j'ai développée notamment dans ma leçon inaugurale au Collège de France. En réalité, il s'agissait pour moi de mettre en lumière certaines constantes de la démographie française de 1300 à 1715 : les 19 ou 20 millions d'« Hexagonaux », en effet, je le répète, semblent être un plafond indépassable de la démographie française dans son cadre virtuel, effectivement hexagonal, pendant près de quatre siècles. La découverte de l'Amérique ne fait évidemment pas partie d'une histoire mondiale immobile. Décrire une phase d'immobilisme démographique presque quadri-séculaire ne revient pas du tout, quoi qu'en pense mon contradicteur, à imaginer un immobilisme universel.

Ferro a tout à fait raison quand il évoque, parmi les successeurs de Braudel, Duby, Le Goff, Chaunu et moi-même.

Avec votre génération et celle qui suit émergent les historiennes.

Quelques exemples : Christiane Klapisch-Zuber s'est orientée vers le cadastre florentin des commencements de la Renaissance puis elle deviendra également historienne de l'art, florentin et autre. Elle s'est associée avec David Herlihy, historien américain du *trecento* et du *quattrocento*. Un excellent garçon, très savant, un catholique d'origine irlandaise, s'il est permis d'utiliser pour une fois cette typologie

ethnique chère aux analystes du peuplement des États-Unis. Je me souviens d'une rencontre d'Herlihy et moi avec Braudel au sujet de cette enquête. Notre bon maître était assis sous un chêne, comme jadis Saint Louis, dans la campagne florentine. À notre demande conjugée, américaine et française, voire italienne, il répondit de façon positive quant à l'octroi des crédits nécessaires pour cette recherche collective. Un assentiment qui fut suivi d'effets *via* les instances responsables du CNRS et des Hautes Études.

Puisque vous m'interrogez sur les contributions d'historiennes, je citerai aussi Lucette Valensi dont les travaux ont fait la jonction entre les mondes juif et musulman, notamment au Maghreb, dans l'historiographie française et tunisienne.

Antoinette Fauve-Chamoux et Mona Ozouf peuvent également et légitimement être citées. Mona Ozouf, par ailleurs spécialiste de la Bretagne et de la culture armoricaine, a collaboré avec François Furet à un renouveau décisif, principalement culturel, relativement aux origines et aux développements de la Révolution française. Ceux-ci ne peuvent pas se ramener simplement à une émergence de la bourgeoisie aux dépens de la noblesse, thèse marxisante et simplificatrice. Pour en rester à un élément parmi bien d'autres, la noblesse libérale a joué un rôle considérable, prérévolutionnaire voire révolutionnaire, quitte à périr ultérieurement sous la guillotine, manipulée par les extrémistes.

Natalie Zemon Davis, dont la carrière universitaire s'est échelonnée *coast to coast*, est à l'origine de la célébrité fulgurante de Martin Guerre. Elle a également développé, sur le mode historique, le thème maussien de l'essai sur le don, cher aux ethnologues français et anglo-saxons.

L'historiographie française a exercé une certaine influence internationale. L'influence de Braudel et de ses disciples s'est étendue, semble-t-il, jusqu'au Japon.

Parmi mes collègues japonais, j'ai connu le professeur Hayami, savant démographe qui s'irritait volontiers de la prédominance de l'historiographie marxiste dans son pays. Lors d'un colloque à Bloomington, Indiana, il développa son intervention tout en suant à

grosses gouttes, tant il était impressionné par l'auditoire occidental qui s'était réuni pour l'écouter. Quand il eut terminé son *speech* ponctué de vifs applaudissements, j'allai lui demander son texte pour publication dans nos *Annales ESC* et il en fut très ému, tant était considérable à cette époque le prestige de la grande revue Febvre/Bloch... Il m'a fait entrer, comme membre correspondant, à l'Académie du Japon où j'ai eu l'impression, certes excessive, de faire partie des jeunes ou relativement jeunes de cette société très savante. Hayami a beaucoup écrit sur la sociologie et la démographie historiques de son pays. Il se considère comme l'un des représentants chez lui de la tendance occidentaliste, face à des éléments plus nationalistes (il en va de même en Russie où le contraste entre occidentalistes et slavophiles, fût-il inavoué, reste essentiel).

J'ai noué aussi des liens d'amitié avec le professeur Ninomiya, de l'université de Tokyo, élève de Jean Meuvret et historien du ^{XVII}^e siècle français.

Quant aux traductions, je citerai volontiers la parution de mon *Montaillou* en chinois, livre que je considère à sa façon comme un manifeste pour la liberté de conscience et tout simplement la liberté de pensée, s'insinuant discrètement dans le Céleste Empire où elle a déjà fait des progrès importants indépendamment de l'absence évidente de liberté proprement politique au sens occidental de cette expression. Néanmoins, *Montaillou*, en Chine, n'a atteint que le tirage honorable de 20 000 ou 30 000 exemplaires, ce qui est évidemment fort peu par rapport au milliard et quelques d'habitants de ce grand pays...

Qui d'autre avez-vous aidé ?

Au Collège de France, j'ai contribué à faire entrer, outre Daniel Roche, Maurice Agulhon. Selon une expression courante dans les milieux universitaires, ils ne m'en ont jamais voulu, bien au contraire. Nous sommes devenus, ou bien nous étions déjà, d'excellents amis, bien qu'ils fussent nettement plus à gauche que moi.

Il faudrait aussi mentionner Jean-Paul Aron. Je lui faisais signer en premier (dans l'ordre alphabétique) les publications que nous préparions ensemble, et peu m'importait si ma contribution était plus

importante que la sienne. Malheureusement, dès 1981, quand la gauche est arrivée au pouvoir, Aron est devenu plus distant vis-à-vis de moi. Bien avant cela, un jour, Fernand Braudel et son épouse se trouvaient à quelque distance l'un de l'autre dans une réunion universitaire ou mondaine. Aron, qui était d'assez méchante humeur, commence devant Braudel à dire le plus grand mal de la dame en question, sans vraiment savoir qui elle est. Et tout à coup, il demande au vieux maître : « Au fait, quelle est donc cette personne ? » Et Braudel de répondre très objectivement : « C'est ma femme. » Ce furent les dernières paroles qu'ils échangèrent durant un quart de siècle jusqu'à une réconciliation tardive et superficielle. Jean-Paul Aron faisait aussi partie d'un petit groupe où l'on trouvait Robert Mandrou, Jean-Pierre Peter et quelques autres. Ce groupe était en mauvais termes avec Braudel. Je m'efforçai de les réconcilier tant bien que mal, mais sans aucun succès. L'auteur de *La Méditerranée à l'époque de Philippe II* aurait préféré qu'ils allassent décrocher des nominations professorales dans telle ou telle université à lointaine distance de notre école.

Je fis la connaissance aussi d'André Zysberg qui est devenu l'un de mes meilleurs amis. Outre ses travaux personnels, il est l'un de ceux qui ont introduit avec le plus de succès l'ordinateur dans la recherche historique, le tout au terme de plusieurs années de formation et d'auto-éducation. Zysberg était en quelque sorte le disciple d'un précurseur quelque peu farfelu mais un peu génial qui, déjà, avait lancé sur le mode artisanal l'informatique dans la recherche historienne. Furet, avec quelque injustice, disait de Marcel Couturier, l'historien en question : « C'est un type qui bricole son moteur, un personnage de Céline : c'est Courtial des Pereires. » Formule injuste mais qui, dans cette préhistoire des nouvelles méthodes, pouvait avoir un sens, fût-il humoristique.

J'ai suivi également, depuis Montpellier, la carrière de Guy Chaussinand-Nogaret. Après ses premières études sur le Languedoc, il s'est spécialisé avec succès dans le genre biographique : *Madame Roland*, *Le Cardinal Dubois*, *Casanova*, *Mirabeau*...

Vous avez été partie prenante de plusieurs polémiques entre historiens.

Quand je me suis spécialisé dans l'étude des dîmes, avec mon ami Joseph Goy, nous avons fait l'objet de critiques parfois féroces de la part de certaines personnes qui ont cru pouvoir marcher sur mon cadavre. Les dîmes sont une mesure de la production agricole, certes approximative. Mais, au XVIII^e siècle, bien que cette production se développe, les dîmes restent stables, parfois par suite des résistances paysannes, ce qui montre qu'on doit les manipuler avec prudence. Michel Morineau, un chercheur très intelligent et savant, a cru par moments qu'on pouvait faire une carrière *contre*, en attaquant tel ou tel historien. Voici plus d'une trentaine d'années, je suis devenu sa cible favorite, au titre des dîmes ou de tel autre thème. J'ai souffert la chose avec patience et résignation, puis, un beau jour, il a publié un ouvrage où un très grand nombre d'opérations de calcul, parfois de simples additions à un ou deux chiffres, étaient inexactes. Je me suis permis de signaler la chose, non sans détails, dans un article polémique à son tour, que j'ai publié dans une revue dirigée par Pierre Chaunu. Depuis ce temps-là, nos relations sont devenues de plus en plus fraîches, jusqu'à sa retraite et au-delà.

Une autre personnalité avec laquelle j'ai eu des relations tantôt affectueuses, tantôt belliqueuses, c'est Georges Frêche. Ce personnage, baroque au meilleur sens du terme, fit d'abord une carrière d'historien, un peu contre moi à certains moments, puis, devenu homme politique, il transforma Montpellier, qui, à l'en croire et si l'on avait suivi son action, se serait étendu sur toute la plaine viticole depuis le Gard jusqu'au département de l'Aude. Il incarnait le baroque occitan. C'était un personnage presque incompréhensible pour la classe politique parisienne en notre temps si terne, si éloignée par ses aspects prosaïques de la grande époque des hommes politiques d'origine méridionale : Gambetta (prononcé « Gammebetta »), Jaurès et, toutes choses égales par ailleurs, Georges Frêche.

Frêche lui aussi m'avait attaqué sur le thème des dîmes, comme Morineau, et sur ce qu'il appelait ma méthode de « démographie cadastrale ». En réalité, pour démontrer l'essor démographique du XVI^e siècle en Languedoc, j'avais utilisé non pas tant les cadastres que les « rôles de taille », autrement dit les listes de contribuables paysans qui jalonnent bien, de décennie en décennie, la progression démographique de la Renaissance. En fin de compte, il a considéré que j'avais raison à 95 % dans mes études sur le passé méridional.

François Mitterrand n'a jamais voulu faire de lui un ministre, tant ce personnage sudiste était incompréhensible pour l'homme politique mi-Nièvre mi-Poitou qu'était notre ancien président de la République.

Parmi les personnalités baroques, je citerai encore un autre Méridional, avec le tempérament qui s'impose, Claude Allègre. C'est un grand géologue, pleinement reconnu outre-Atlantique. Mais une divergence, qui pourtant n'a aucune dimension d'ordre personnel, sur l'effet de serre dans le réchauffement climatique et autres phénomènes du même genre nous a momentanément séparés. Nous étions amis depuis notre communauté de travail à l'université Paris-VII-Jussieu, et sa nature généreuse soutenait mon moral dans les moments difficiles que nous avons traversés lors des débuts de ce centre universitaire traversé de mille agitations contradictoires.

Vous êtes sans doute l'un des historiens qui a été le plus médiatisé : est-ce que le contact avec la radio et la télévision a changé votre approche historique ? L'a-t-elle en quelque sorte rendue plus abordable pour le public ?

Montaillou est pour une part ce qui m'a rendu le plus visible dans les médias. Mes relations médiatiques ont commencé avec l'un de mes amis, Jean-Marc Leuwen. Il a voulu produire un film sur les paysans de Languedoc. C'est par cette voie que je suis entré dans les coulisses et même sur la scène des chaînes de télévision. J'ai bénéficié pendant quelques temps d'un minuscule vedettariat TV. Allais-je devenir le BHL de l'histoire ? À l'époque giscardienne et même post-giscardienne, j'étais assez souvent convié sur le petit écran. J'avais alors tendance à m'exprimer, à la demande, sur un grand nombre de sujets dont je n'étais pas spécialiste, du moins pour un certain nombre d'entre eux. Je ne dissimulais pas certaines de mes convictions politiques, ce que j'ai appris à ne plus faire, ou le moins possible. L'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 avait un peu diminué la fréquence de mes prestations, ce qui n'était pas pour me déplaire.

En termes de télévision, j'ai beaucoup travaillé avec Pierre Dumayet. Nous avons fait ensemble, par exemple, un film sur les Mémoires de Saint-Simon, ce qui m'a appris à mieux connaître ce grand écrivain, car on oublie que la radio et la télé, pour un

chercheur, sont aussi un moyen d'enrichir sa propre culture sur tel ou tel sujet. La télé n'est pas en soi un genre méprisable *a priori*.

J'avais mes entrées à France Culture, grâce à l'émission de l'un de mes meilleurs amis Denis Richet, auquel a succédé de nos jours Roger Chartier. Dans le domaine rural, j'ai travaillé avec Dumayet, encore lui, sur le « paysan de Paris » qu'était Restif de La Bretonne. J'ai ainsi plusieurs villages à ma portée : Montaillou dans le domaine pyrénéen, Aubais dans le Gard, Nitry et Sacy chez Restif en Bourgogne. Il s'agissait toujours, pour moi, de découvrir, à travers tel ou tel village, ce que les scientifiques appellent volontiers une *singularité*. Je me suis beaucoup intéressé également, à cette époque, aux autobiographies paysannes, notamment celles de Thomas Platter senior et de ses deux fils au ^{XVI}e siècle, au capitaine Coignet, etc. Le jeune paysan qui réussira ensuite en ville parlera presque toujours, en termes d'autobiographie éventuelle, pour d'évidentes raisons, de son enfance villageoise avant son exode et sa réussite, si c'en est une, dans le monde citadin. Avec *Montaillou* on avait affaire, le cas est différent, à des adultes.

Pierre Dumayet fut intéressé par mon ouvrage *La Mort-parrain*, lequel était pour une part un essai sur le théâtre occitan des ^{XVI}e-^{XVIII}e siècles, ou bien, disons, le théâtre en occitan. De fait, une dramaturgie méconnue fut jouée et publiée en « patois » du Sud de la France aux ^{XVII}e et ^{XVIII}e siècles. « Patois », mot péjoratif : il désigne en fait les différents dialectes « sudistes » de la France effectivement méridionale. Il s'agit là, pour le coup, du provençal, qui fut la langue mistralienne par excellence, et de l'occitan, langages chers aux militants régionalistes de Languedoc et Provence autour des années 1970. Après les troubadours médiévaux, avant Mistral et les félibres, le plus grand écrivain d'oc de l'âge moderne, spécialement du ^{XVIII}e siècle, c'est l'abbé Jean-Baptiste Fabre. Il a rédigé le meilleur texte de fiction romanesque, occitan ou languedocien, dont le titre est *Jean-l'ont-pris*. Linguistiquement, ce genre de littérature ne présente pas de difficulté sémantique particulière pour un citoyen français septentrional ou normand, comme c'était mon cas. J'ai donc lu avec plaisir ce petit roman de l'abbé Fabre.

Dans ce récit, la Mort est le parrain ou la marraine d'un petit enfant auquel elle apportera lors de la vie adulte de ce ci-devant nouveau-né toutes les prospérités possibles et finalement elle le tuera.

J'avais réalisé cette étude structurale en collaboration avec un ami de Montpellier, Philippe Gardy. Finalement, ce livre n'a eu qu'un succès fort modeste, c'est le moins que l'on puisse dire. Le centre de l'émission de Dumayet était le village d'Aubais (Gard), dont l'abbé Fabre fut le curé et desservant.

Aubais est décidément un village littérairement et intellectuellement extraordinaire au temps de Louis XV. Il a été la paroisse de cet excellent écrivain d'oc qu'était l'abbé Fabre, mais la patrie aussi de Pierre Prion. J'étais venu à ce dernier personnage par la lecture du grand historien du protestantisme qu'a été Émile Léonard. Il avait consacré l'un de ses nombreux ouvrages à ce Prion précité : c'était le fils très déclassé d'un petit notaire ruiné du Massif central. Ce garçon, comme beaucoup de ses semblables chassés par la misère, était descendu de l'Aveyron vers Montpellier, ville mirage de la prospérité du Midi. En route, il s'était fait cravater par des militaires qui voulaient l'engager de force dans l'armée royale. Ils l'avaient conduit vers quelque caserne comme un veau au bout d'une corde. Il leur avait échappé en se cachant dans un clocher, puis, au terme de son errance, il avait été embauché comme secrétaire par le marquis d'Aubais, seigneur éclairé et savant du village en question. Prion, jeune homme sans le sou et d'une grande intelligence, baignait dans le bilinguisme occitan-français. Il a écrit des Souvenirs dont j'ai publié une première partie dans la collection « Archives » de Pierre Nora et une deuxième partie avec Jean-Marc Roger chez Fayard, et nous avons ainsi toute l'autobiographie d'un homme du peuple ou plutôt d'un personnage socialement descendu vers le peuple à la suite de mésaventures diverses. Le texte de Prion est aussi une observation du village d'Aubais vu non pas du château, mais de la cuisine du château, où Prion prend régulièrement ses repas et se fait marmiton quand le besoin s'en fait sentir.

Au terme de ce parcours, Montaillou puis Aubais, les monographies méridionales, si exaltantes ou excitantes qu'elles fussent de mon point de vue par moments, finissaient par représenter un genre qui s'épuisait.

Je publiai en 1982 mon autobiographie (après celle de Prion), sous le titre de *Paris-Montpellier*. Elle contenait quelques critiques à l'égard du socialisme présidentiel et gouvernemental. Je finis par réaliser qu'en procédant à de telles publications, accusées d'être droitières,

peut-être à tort mais peu importe, je risquais ainsi, progressivement, de m'exclure de mon milieu naturel qui était l'intelligentsia dont l'ADN, malgré diverses fioritures, était nécessairement de gauche. Je continuais néanmoins à faire quelques apparitions dans les médias télévisuels, mais celles-ci se raréfiaient du seul fait de la conjoncture mitterrandienne. Je n'avais nullement à regretter cette raréfaction, car le rôle d'un historien professionnel ne consiste point à hanter perpétuellement les plateaux TV ainsi que les étranges lucarnes.

S'agissant maintenant de la presse écrite, vous êtes devenu le signataire de nombreux comptes rendus et d'articles qui concernent essentiellement des publications d'ordre historique.

Depuis 1970, j'ai fait *grosso modo* dix ans au *Nouvel Observateur* et au *Monde*, dix ans à *L'Express* et dix ans au *Figaro*. Il y a quelques décennies, l'un des patrons du *Nouvel Observateur*, qui avait de l'amitié pour moi, me proposa un poste de pigiste modestement mais correctement rétribué dans l'hebdomadaire qu'il dirigeait. Je fis part de ce petit événement à François Furet qui courut aussitôt prendre la place. Je ne lui en voulus nullement tant notre amitié était solide. Furet lui-même, qui était d'une droite modérée, passait très honorablement pour être à gauche du seul fait de cette collaboration au NO. Une telle opinion que l'on avait de lui arrangeait bien ses affaires. À l'époque, dès lors qu'on appartenait à l'intelligentsia, je le répète, il était préférable d'être considéré comme sinistré. D'autre part, j'ai pu écrire dans *Le Monde*, étant bien considéré par Jacqueline Piatier qui dirigeait la rubrique littéraire. J'ai donc parcouru une honorable carrière journalistique dans les années septante, comme on dit en Belgique. À une réception du NO, je rencontrai un jour Michel Foucault, mon camarade de la Rue d'Ulm, qui se désolait – toujours les années Giscard – d'une récente défaite électorale de la gauche ; je pris la mine contristée qui s'imposait. Vers 1983, ou un peu plus tard, j'ai cessé de collaborer au *Monde*, ma protectrice ayant quitté ce journal pour prendre sa retraite. Je faisais preuve de temps à autre à l'époque d'un certain anticommunisme, devenu aujourd'hui coutumier mais qui en ce temps-là passait pour peu convenable. De toute manière, à partir de 1981, je quittai de mon plein gré l'*Observateur*

puisque l'Union de la gauche, dorénavant au pouvoir, ne me plaisait qu'à moitié. J'aurais dû faire comme un certain nombre de mes camarades ou collègues qui réservaient le secret de leurs opinions plutôt droitières à l'urne électorale mais demeuraient officiellement de gauche dans leurs publications journalistiques : double jeu indispensable à toute âme bien née. Vers la même époque, ce devait être au début des années 1980, je me rendis à un cocktail de *L'Express*. J'y proférai, pour la circonstance, des propos hostiles à la gauche, de façon un peu déclamatoire. Je quittai cette réception fortement arrosée quelque peu effondré après coup par l'excès de mes prises de position énoncées quelques instants plus tôt. Mais, le lendemain, ou le surlendemain, je reçus un coup de téléphone de *L'Express* m'annonçant que j'étais embauché, à titre de pigiste une fois de plus, dans la rédaction de cet hebdo. J'ai donc beaucoup écrit dans ce journal : comptes rendus de livres d'histoire une fois de plus. Les piges, autrement dit les rémunérations à *L'Express*, étaient somptueuses lors de mes débuts, puis elles diminuèrent avec le temps, du fait du déclin financier du journalisme de l'époque. J'y défendais des livres que j'appréciais et les éditeurs qui faisaient un bon travail au service de Clio, en particulier Denis Maraval ; celui-ci regroupait dans sa collection chez Fayard les ouvrages historiques de tendance *annaliste* et des ouvrages plus traditionnels et plus événementiels. Peu à peu, mes relations avec *L'Express* étant devenues plus fraîches, je pris l'habitude d'écrire au *Figaro*, grâce aux bons offices de Jean-Marie Rouart. Ma carrière journalistique, honorable mais jamais triomphale, a duré ainsi une trentaine de millésimes, des années 1970 à la fin du siècle. Parmi les historiens écrivant à titre de supplément dans la presse, je me situais géométriquement au centre, avec Pierre Chaunu à ma « droite » et François Furet à ma « gauche ». J'ai publié ainsi des centaines d'articles qui faisaient parfois quelque bruit sur le moment, vite oubliés lors de la quinzaine ou du mois suivant. Mon circuit d'adieu aux feuilles périodiques se termina dans les colonnes parfois mal pensantes du *Monde des religions*. J'y pris incidemment position pour le mariage des prêtres et pour les femmes prêtres. Certains membres de ma famille reçurent assez mal ces initiatives peu orthodoxes. J'en fis part aussi au pape Jean-Paul II qui me reçut en compagnie de quelques intellectuels français, polonais et autres, à Castel Gandolfo. Il fut très aimable mais ne parut pas fort ému par

mon argumentation pourtant solide. Il fut après tout l'un des principaux artisans de la chute du communisme en Pologne et dans d'autres pays, et l'on comprend qu'il ait eu quelque peu la tête ailleurs quand je développai par-devant lui mon discours, comme l'on dit maintenant, sacrilège, hostile au célibat des prêtres, de surcroît exclusivement masculin. Après tout, n'y avait-il pas des prêtresses et même des prostituées sacrées dans les cultes païens de l'Antiquité ?

En 1987, vous avez accepté de diriger la Bibliothèque nationale, alors que vous étiez pleinement engagé dans votre carrière d'historien.

Devenu responsable de la BN à l'automne 1987, j'ai eu un choc quand je me suis rendu en Suisse romande où j'ai constaté que toutes les bibliothèques importantes de cette entité géographique francophone bénéficiaient d'un catalogue informatisé commun. De même Georges Frêche – c'est encore l'un de ses mérites – a très vite opéré la « conversion rétrospective », mot savant qui veut dire tout simplement informatisation du catalogue ou du fichier, dans la grande bibliothèque municipale de Montpellier. J'ai rencontré également, lors d'une réunion de grands bibliothécaires, expression un peu tardigrade et dinosaurienne, un petit curé du Vatican, d'origine irlandaise bien sûr, qui n'était autre que le responsable sommital de l'admirable bibliothèque de cet État, l'un des plus petits du monde. (De temps à autre, ce rejeton de la verte Erin croisait dans les escaliers vaticanesques le souverain pontife, Jean-Paul, qui lui posait la question rituelle : mon père, comment vont vos archives ? L'intéressé lui répondait qu'il n'était pas archiviste, mais bibliothécaire. Ce dialogue répétitif était vite oublié par le pontife, qui ne manquait pas d'y revenir lors de la rencontre suivante.)

Quant à la BN de la rue de Richelieu, mon rôle essentiel, outre la vie quotidienne des lecteurs et du personnel, fut en effet de faire informatiser le catalogue, trop souvent composé de fiches manuscrites soigneusement rédigées à l'encre noire et qui ne cessaient de pâlir. Je fus confronté à ce qu'on appelait, de façon non péjorative dans les couloirs de la vieille BN, « la naissance d'un monstre ». Je veux parler du gigantesque projet Mitterrand aujourd'hui concrétisé dans les quatre tours de Tolbiac, en rive gauche de la Seine, en vis-à-vis

lointain de l'ancienne BN.

La notion de monstre est loin d'être entièrement péjorative ; pensons par exemple, en termes helléniques, au colosse de Rhodes. Néanmoins, on aurait pu faire plus modeste et moins cher, et répondre quand même à toutes les exigences de la bibliothéconomie du moment. On me reprochera d'utiliser un néologisme, mais il procède en fait du milieu des conservateurs et surtout des conservatrices, cette élite féminine de la Bibliothèque nationale. Quand j'ai « pris » la BN, ce fut en effet à ce point de vue un changement presque total, je passai d'un monde d'hommes – les professeurs au Collège de France – à un univers essentiellement et heureusement féminin, les conservateurs BN, on devrait dire pour la plupart d'entre eux les conservateurs, mais j'aime beaucoup le terme « conservatrices » même s'il déplaît à certaines personnes parmi les intéressées et parmi les meilleures. Disons d'abord que mon séjour comme administrateur général au cours de six longues années, de l'automne 1987 au commencement de 1994, fut assez rapidement marqué par un conflit avec le président Mitterrand. C'était David contre Goliath, mais ma fronde, involontaire du reste, n'avait pas l'efficacité de celle du petit roi biblique. Le lieu géométrique de cet antagonisme, c'était la méga-architecture de Tolbiac, ces quatre tours tellement antifonctionnelles pour y loger des livres, tellement gourmandes d'air conditionné en termes de coûteuse extravagance. Pierre Nora, qui fut toujours pour moi un excellent ami, lors de la pétition que je fis circuler critiquant le projet Bibliothèque nationale de France de Mitterrand, décida, au lieu de la signer lui-même, de soumettre un texte par lui rédigé, tout à fait parallèle au mien et critique également de la démarche présidentielle. Je trouvai ce nouveau texte un peu superflu, mais enfin, il allait dans le bon sens lui aussi. J'ai imposé le refus total de l'absurde coupure en deux blocs, l'un Richelieu l'autre Tolbiac, de la précieuse collection des onze millions de volumes de la vieille BN. J'affrontai aussi, Horace contre les Curiaces, le quadrille obligatoire des durs et des mous, plus ou moins anti-BN et surtout plus : l'éluséen Mitterrand, redoutable bonhomme, et puis Dominique Jamet à Tolbiac, le ministère de la Culture en général et Jack Lang personnellement, lequel était encore, reconnaissons cela, le moins hostile des quatre à mon égard et parfois même très amical. Mon souci personnel le plus vif quant à l'intérieur de la maison Richelieu, c'était d'éviter les grèves désolantes pour les

lecteurs qui se cassaient le nez au petit matin sur le portail d'entrée de la salle de lecture. J'avoue que je supportais mal sinon leur colère, du moins leurs aigreurs, partiellement justifiées à bien des égards. Or, miracle, aidé par mon numéro 2, l'éminent Jean-Sébastien Dupuit, je réussis pendant ces six années à éviter pratiquement toutes les grèves en interne. Je n'eus droit qu'aux vastes journées de grandes grèves nationales limitées à vingt-quatre heures, sortes de messes pontificales des refus du labeur qui s'abattent tout à coup sur l'Hexagone comme une tornade et sont oubliées le lendemain matin. Je nouai aussi des relations avec la droite parisienne et d'autres. Dans l'appartement de l'administrateur, nous invitations, ma femme et moi, la gauche à midi et la droite le soir. Nous donnâmes ainsi 259 repas, dont 196 déjeuners et 63 dîners, au total 997 convives parmi lesquels 521 personnes différentes (je ne compte pas les éventuels petits déjeuners). Le tout, pour une part importante, à nos frais, *Montaillou*, mon best-seller, contribuant à subventionner généreusement ces agapes. La personne la plus invitée parmi celles qui ne faisaient pas partie du personnel de la BN, les extérieures donc, fut la charmante Mme Benhamou, mais il y eut aussi Toubon à droite et Fabius à gauche. Les invitations les plus majestueuses furent celles que nous consacråmes à Giscard et plus tard à Jacques Chirac : poisson mayonnaise, magret de canard aux pommes et flan glacé... Giscard eut même droit à la visite en nocturne d'une exposition, et il s'étonna de n'y être pas convié lui seul et de devoir être accompagné par la plèbe des autres invités, mais tout se passa bien. Ma femme ne devrait-elle pas être décorée pour cette vaste contribution aux relations publiques de la Bibliothèque nationale ? Nous recevions également, à nos frais, des membres du personnel de divers niveaux : conservateurs, conservatrices, syndicalistes, etc. Je me souviens d'une rencontre épique de ce genre où la déléguée de la CGT, invitée de la sorte par nos soins, expliquait au délégué de la CFDT comment il devait tenir sa fourchette. Nous invitâmes aussi un ministre ou ex-ministre socialiste qui ne cessa de téléphoner tout en dînant, Pierre Joxe. Les informaticiens de la maison et des firmes intéressées furent à notre table à diverses reprises, tant j'étais soucieux de mener à bien l'une des opérations essentielles de mon administration, l'informatisation du catalogue, encore elle. Ce fut effectivement ma grande réussite dont l'héroïne en chef fut Marcelle Beaudiquez, conservatrice et informaticienne de premier

ordre.

Outre Jean-Sébastien Dupuit, qui pilotait avec moi et avec un considérable talent la lourde machine Richelieu, je fus puissamment aidé par Jacqueline Sanson que je nommai à la direction du département des Imprimés, connu de tous par la magie architecturale de la salle Labrousse. Cette salle avait été par moments, au temps d'un de mes plus anciens prédécesseurs, la belle au bois dormant de notre institution. Mme Sanson, à force d'énergie et d'intelligence, sut bientôt réveiller la séduisante héroïne des contes de fées. La grande salle de lecture redevint sous son *leadership* un espace actif, hospitalier aux lecteurs d'un jour et de toute une vie. La maison Jamet *alias* Nouvelle TGB (très grande bibliothèque), *alias* messieurs-dames les contribuables, en dépit de son gigantisme par trop impressionnant, nous fournit sans mégoter le (ou les) milliard(s) nécessaire(s) à l'informatisation du catalogue et autres tâches annexes. Cette « conversion rétrospective » est l'un des plus grands achèvements culturels de la fin du ^{xx}e siècle et mérite d'être saluée à ce titre en rendant hommage, impartialement, à Mitterrand, à Jack Lang, à Jacques Toubon et aux gouvernements de droite qui continuèrent sur ce point l'œuvre initiée par un président de gauche. Hommage aussi aux petites mains qui effectuèrent le travail de base à partir des vénérables fichiers auteurs et matières de l'ancienne Bibliothèque nationale. Il y avait nécessairement, çà et là, des problèmes d'ardeur au travail. L'une de mes étudiantes, embauchée pendant quelques mois dans un bureau de Richelieu et qui s'acharnait à la besogne, s'entendit dire par un collègue plus relaxé : « Doucement les basses... »

Notre modèle sur ces divers points fut la British Library qui nous avait précédés de quelques années dans la création de ces nouveaux catalogues électroniques. Je visitai à plusieurs reprises cet établissement londonien à St. Pancras. En tant que professeur invité avant ma période BN, j'avais visité, admiré et utilisé les grandes bibliothèques américaines qui furent mon modèle dès mon entrée en fonction, comme je le proclamai alors, au risque de scandaliser certaines personnes à Richelieu. Disons que j'ai utilisé les BU et autres de Harvard, Princeton, Chicago, Berkeley, Los Angeles, Stanford, Pittsburgh, Library of Congress, etc. Un minuscule détail négatif m'a frappé parmi mes jugements dans l'ensemble tout à fait positifs sur ces

belles institutions : les étudiants, à Harvard et ailleurs, ne se gênaient pas pour écraser les reliures de tel ou tel livre de la collection afin d'obtenir une photocopie des deux pages à la fois, la paire et l'impaire. Les horaires étaient évidemment beaucoup plus extensifs que chez nous, question de crédits bien entendu : certaines de ces grandes bibliothèques étaient pratiquement ouvertes toute la nuit ou presque, et, après minuit, certains jeunes lecteurs, ô horreur, allumaient une cigarette. Ces heures d'ouverture très prolongées, y compris nocturnes, faisaient contraste avec celles de nos bibliothèques hexagonales où le manque d'argent et parfois un syndicalisme tatillon raccourcissent le temps de lecture disponible.

Malgré vos charges administratives et la gestion des projets pour la construction d'un nouveau site, vous avez continué à écrire des livres.

Étant administrateur général de la BN, j'ai rédigé deux volumes de *l'Histoire de France* Hachette post-guerre de Cent Ans jusqu'à Louis XVI, intitulés *L'État royal* puis *L'Ancien Régime*, et d'autre part le premier volume du *Siècle des Platter*. C'était le supplice de Tantale : avoir à ma disposition plus de dix millions de volumes facilement accessibles et être en proie à des tâches administratives incessantes et chronophages auxquelles je ne pouvais ni ne voulais me dérober, tant le patriotisme BN était sans cesse motivant en ce qui me concernait. Néanmoins, je parvenais à rédiger ces différents ouvrages en dehors du service, soit aux petites heures du matin, soit en soirée. Quoi qu'il en soit, j'employais beaucoup de temps à participer aux différents cocktails où j'étais automatiquement invité en tant qu'administrateur général, soit au ministère de la Culture, soit à d'autres instances officielles ou officieuses. Je tenais beaucoup à hanter mon ministère, rue de Valois, si proche géographiquement de la BN. Le sommet de ces réceptions fut pour moi un événement mondain ou, si je puis dire, semi-mondain organisé par Jack Lang, notre Grand Culturel, et qui concernait le cirque : Pinder, Bouglione, etc. Le but, pour moi, était de profiter de ces aubaines pour y rencontrer mon ministre, difficile à voir par ailleurs, et pour tirer de lui quelque soutien à ma vieille BN. Lang fut surpris de me voir en cette occasion : « Vous vous intéressez donc au cirque, monsieur l'administrateur ? » Je lui répondis que oui,

bien sûr, depuis mon enfance, et j'en profitai pour formuler en sa présence une requête en faveur de la BN dont il était le super-patron. J'appréciais l'éloquence de Lang. Quand il prononçait un discours, en toute occasion, où presque inévitablement j'étais présent du fait de mes fonctions, je réalisais qu'il découvrait sa harangue en même temps que nous puisque aussi bien un collaborateur obligeant l'avait rédigée à son intention. Mais il opérait cette découverte avec beaucoup de talent, en utilisant un bégaiement de type oxfordien qui lui permettait de reprendre son souffle et de ne pas perdre le fil de sa diction. Alice Saunier-Seïté, qui fut l'une de nos ministresses, avait en ce domaine un style beaucoup plus direct que Jack Lang. Elle lisait elle aussi le texte que lui avait préparé un collaborateur puis tout à coup, abordant un paragraphe qu'elle jugeait particulièrement stupide, elle s'écriait : « Mais quel est le con qui m'a rédigé ce discours ? » J'aimais beaucoup cette dame, qui m'honorait elle aussi de son affection.

Il arrivait souvent que des hommes politiques importants, des ministres fussent annoncés sur la carte d'invitation comme devant participer à ce genre de festivités. En fait, le ministre ne venait pas, son nom était simplement mentionné pour aguicher le client et l'invité déconfit retournait bredouille à ses occupations habituelles. Il me semble que beaucoup d'argent budgétaire passait dans ces cocktails mondains et politiques, pas seulement chez Lang, et qu'un peu de limonade aurait suffi.

Je m'arrangeais pour être là presque tous les matins à l'ouverture de la salle de lecture, à 9 heures. Je passais en revue l'énorme file des centaines de lecteurs qui attendaient l'ouverture, puis, une ou deux fois par jour, je faisais un tour dans la salle de lecture elle-même, serrais quelques mains parmi les lecteurs que je connaissais et saluais celles que j'appelais les Vestales, les quelques dames conservatrices qui dans le fond de la salle répondaient aux questions de lecteurs qui s'étaient préalablement perdus dans les fichiers des catalogues. Ayant passé plus de six ans dans cette profession de conservateur suprême, je pensais pour finir que j'étais désormais digne d'être considéré comme un bibliothécaire à part entière. Je fis part de cette impression à une bibliothécaire BN, qui y avait fait toute sa carrière professionnelle. Elle fut presque indignée : « Non monsieur, me dit-elle, vous n'êtes pas un bibliothécaire, vous êtes un simple administrateur. » Je me le tins

pour dit.

Votre épouse, Madeleine, qui était alors médecin, vous a suivi dans ces nouvelles tâches...

La situation d'épouse du patron n'est pas toujours simple ni facile. Néanmoins, ma femme s'est beaucoup intéressée aux recherches de François Avril, responsable de la collection des manuscrits et peintures médiévaux de la BN. Aujourd'hui, au moment même où l'on s'intéresse au sort des manuscrits de la bibliothèque islamique de Tombouctou, je pense avec émotion aux visites que nous faisions parmi la collection des merveilleux manuscrits et enluminures de la BN. Par la suite, la générosité des mécènes, ou tout simplement de l'État, m'a permis d'enrichir encore cette collection nationale par des acquisitions supplémentaires telles que la célèbre *Guirlande de Julie*, du XVII^e siècle, très post-médiévale il est vrai, contemporaine, au XVII^e siècle, de la préciosité et de la précocité des salons littéraires ; contemporaine aussi d'une certaine invention du féminisme, certes aristocratique. Nous avons acheté également, dans le cadre de cette initiative, un manuscrit de Prosper Mérimée, œuvre que je n'avais pas lue auparavant, ce qui m'a donné le privilège de la lire dans sa forme originelle, antérieure à la galaxie Gutenberg.

Votre direction a été marquée par une crise importante, témoignant de l'implication du politique dans la vie scientifique et culturelle...

Il y eut en effet, entre autres, le drame des manuscrits coréens. La France était engagée dans des négociations économiques avec la Corée du Sud. En échange de certaines interventions françaises d'ordre commercial sur les territoires de cette république asiatique, celle-ci, par le truchement de son gouvernement et de sa diplomatie, exigeait la restitution de certains manuscrits précieux que la Corée nous avait cédés au XIX^e siècle en contrepartie de divers dommages causés jadis à nos compatriotes dans cette péninsule lointaine. Un homme d'État coréen était venu, rue de Richelieu, pour inspecter ces documents, et sa posture avait paru si vigoureusement revendicative que deux conservatrices avaient envisagé de le ceinturer au cas où il

s'emparerait par la force des précieux documents... Pour justifier ce transfert, le président Mitterrand invoquait sans aucun doute la raison d'État chère au cardinal de Richelieu dont il était le lointain et modeste disciple. À l'arrivée au site *ad hoc*, les conservatrices qui avaient accompagné le précieux colis par la voie des airs pleuraient en tentant de défaire le paquet quasiment blindé qui contenait les textes en question. Dans ce pays super-modernisé, impossible de trouver un tournevis afin de défaire la caisse renfermant l'objet convoité ! On y parvint enfin, en attendant d'autres revendications du même genre. Un homme politique français, qui accompagnait ce convoi, fut très ému par la conscience professionnelle des déléguées plus ou moins forcées de la BN qui firent leur devoir jusqu'au bout, mais ne cachaient pas leur hostilité à l'égard de cette procédure mitterrandienne. D'une façon générale, le transport des manuscrits précieux pouvait être dans certains cas déraisonnable : je me souviens d'une visite de la reine Élisabeth dans je ne sais quelle localité du sud de la région parisienne. Nous lui portâmes, le chauffeur et moi, un précieux incunable, splendidement illustré, destiné aux contemplations de Sa Majesté. La voiture roulait à vitesse maximale en se faufilant au travers du trafic automobile. Jamais l'incunable n'avait été à ce point en péril. À l'arrivée, la souveraine jeta un vague regard sur l'ouvrage mirifique ainsi dangereusement transporté, mais ce regard auguste s'attarda beaucoup plus longuement sur le postérieur des montures de la garde républicaine, dont Élisabeth, excellente experte, était à même d'apprécier la qualité du pedigree. Pur-sang, équestre ou royal, ne peut mentir !

Ces déplacements d'un administrateur général peuvent paraître futiles, mais, hors de tels problèmes, hormis les visites royales, dans le cadre de l'établissement de la rue de Richelieu ou hors de celui-ci, je n'ai jamais abandonné ma position de journaliste ni bien sûr ma chaire au Collège de France. Le poste de professeur et celui de rédacteur dans divers médias confortaient ma situation d'administrateur général d'une grande bibliothèque. Nommé à l'instigation de Jacques Chirac, je n'étais pas dans les meilleurs termes *a priori* avec le gouvernement socialiste.

Avec ma femme, je l'ai déjà signalé, nous avons passé un temps non négligeable à nouer des contacts avec la classe politique lors de déjeuners et de dîners. Peut-être aurais-je pu m'en passer, tout bien

réfléchi, mais j'essayais de rendre la BN « populaire » à des niveaux qui n'avaient plus rien de plébéien il est vrai, ce qui m'a valu quelques compliments comme ceux de Régis Debray : il m'a dit un jour que la BN redevenait avec moi une maison ouverte. J'ai connu l'équipe des intellectuels mitterrandistes majeurs tels que Régis Debray, Michel Serres, Max Gallo... Quand la gauche a perdu le pouvoir en 1993, j'avais déjà pris quelques contacts avec les nouveaux dirigeants « droitiers ». En somme, j'avais posé des jalons. L'opération était fatigante : ménager la gauche et prendre quand même des contacts avec la droite. C'était décevant, à la longue. Je restais en contact régulier avec Jacques Chirac, et chaque fois que je lui écrivais le double de ma lettre était aussitôt transmis par je ne sais qui au ministère socialiste de la Culture et parfois plus haut. La « Culture » avait du reste placé auprès de moi Mme Françoise Benhamou, socialiste. Dès que la gauche eut perdu le pouvoir, les circonstances firent que je dus me séparer d'elle. Je lui ai demandé de revenir à ses « chères études », selon l'expression que le roi Louis-Philippe employait à propos de son ex-ministre Thiers. Cette nouvelle promotion, tout à fait minime en soi, fit pourtant l'effet quelque peu absurde d'un événement considérable dans un grand journal du soir qui le mentionna en place importante. Ce non-événement eut ainsi les honneurs du communiqué. Par ailleurs, Dominique Jamet, chargé du dossier de la nouvelle bibliothèque, était pour moi un journaliste de droite, ce qui n'était pas nécessairement pour me déplaire même s'il s'est révélé par la suite un homme de Mitterrand. Nos relations ont été alors vraiment mauvaises, vu notre situation mutuelle. Nous nous envoyions des piques par articles de presse interposés.

J'ai eu des contacts avec Édouard Balladur. On l'a dépeint, à tort ou à raison, comme un homme de cour louis-quatorzien véhiculé par un carrosse. Balladur me recevait dans un style parfois empreint de munificence, très différent de la simplicité chiraquienne. Je cultivais aussi des relations avec Jacques Toubon, gaulliste distingué. À toutes nos rencontres, il arrivait avec une demi-heure ou une heure de retard, motivée, disait-il, par les embouteillages. Avec mon épouse, nous l'avions reçu discrètement à la BN. Nous lui avons proposé pour les deux bibliothèques fusionnées, la mienne et celle de Jamet, le nom de Bibliothèque nationale de France (BnF), qui sera en effet adopté ultérieurement, une fois Toubon devenu ministre de la Culture. Il avait

donc été très courtois à mon égard, mais ces bonnes manières se sont ensuite dégradées. Lors des réunions générales, nombreuses sur les problèmes de bibliothèque, il me mettait à sa droite et jamais à sa gauche, ce qui bien sûr n'avait guère d'importance. Et j'avais droit à des réflexions désagréables, du genre : « Vous qui êtes en fin de parcours », ce qui était exact compte tenu de ma proche retraite, mais pas très agréable à entendre. Je me rappelle aussi l'arrogance à mon égard du célèbre architecte Jean Nouvel. Il n'était pas spécialement impliqué dans le chantier de Tolbiac, mais il y figurait comme l'une des personnalités environnantes. Son style architectural me rappelait, dans un ordre d'idées quelque peu différent, celui des sculptures de Giacometti. Finalement ma diplomatie de contacts et de services rendus sur les deux versants du monde politique ne m'a pas été d'une extrême utilité. Regrets inutiles ! J'ai quitté la BN contraint et forcé, six mois avant ma retraite officielle (en principe le 19 juillet 1994, date de mon soixante-cinquième anniversaire). Balladur et Mitterrand ont ainsi décidé mon départ cependant que Chirac, toujours aimable, restait passif dans son coin. Mes souvenirs balladuriens sont donc dénués de toute positivité. Cela a eu au moins un avantage : je pus mesurer certains des défauts les plus criants d'Édouard Balladur, indépendamment de son côté rondouillard et manquant totalement de sincérité. De toute façon, ces blessures d'amour-propre, en ce qui me concerne, n'ont strictement aucune importance. Néanmoins, après mon éviction, mes amis firent circuler et signer un texte qui rendait compte de tout ce que j'avais apporté à la BN et qui me toucha beaucoup. J'ai vaguement tenté par la suite d'entretenir des relations avec mes « amis » de la municipalité de Paris. Chirac n'a pas poursuivi ni prolongé nos relations, puisque je n'avais plus de poste officiel et que je ne présentais plus aucun intérêt pour lui. Mme Chirac, jusqu'alors cordiale, me battit froid ainsi qu'à ma femme au cours d'une soirée. Ces grandes dames sont familières de telles postures de dédain subites. J'avais dans le temps aidé Jean Tiberi malgré toutes les préventions qui le concernaient. Cette aide de ma part s'était matérialisée lors des expositions qu'il organisait dans sa mairie du Ve arrondissement. J'avais du reste hanté sa mairie dans ma jeunesse, quand elle n'était que bibliothèque municipale : j'y lisais Spengler, qui fut l'une des fascinations de ma jeunesse. Plus tard, le même local devint commissariat de police. J'y fus détenu pendant quelques heures

à la suite d'une manifestation étudiante ; j'y étais en compagnie d'un clochard toujours flanqué d'un énorme crucifix de bronze qu'il avait déniché je ne sais où et qu'il appelait son Jésus. Enfin je terminai mon cursus en ce lieu lors de mes contacts avec la famille Tiberi, monsieur et madame, celle-ci fort attaquée par la gauche mais dont j'appréciais, pourquoi ne pas le dire, l'amabilité. Par provocation, j'embrassais toujours cette dame sur les deux joues afin d'irriter mes neveux qui se trouvaient là lors d'un mariage. D'une façon générale, ayant quitté la BN, je m'en suis tenu, en toute continuité, au devoir de réserve dont j'avais apprécié les agréments lors de mon passage à la direction de cet établissement. J'évite aujourd'hui encore, sauf exception rarissime, toute intervention dans le domaine politique. Je me suis inspiré sur ce point de Claude Lévi-Strauss.

Voilà donc comment s'est terminée ma présence active à la BN. J'ai séjourné au total pendant plus d'une dizaine d'années dans le cadre ou aux abords de cet établissement, d'abord comme administrateur général, puis comme président du conseil scientifique à partir de 1994-1995. L'utilité de ce conseil, à l'époque, ne me paraissait pas toujours évidente. Mais ma politique, si modeste fût-elle dans cet aréopage, consistait à toujours soutenir le président en place, d'abord Jean Favier, puis son successeur. Lors de ce passage à la BN, j'ai eu aussi des contacts internationaux qui ne m'ont pas déplu, en particulier avec d'autres BN européennes, avec la Bibliothèque du Congrès et avec la BN chinoise. J'ai été ensuite lecteur à la BnF Tolbiac que j'ai beaucoup appréciée malgré son gigantisme et l'inutilité ridicule de son espace central interdit aux lecteurs.

Le site de Tolbiac, dit bibliothèque François-Mitterrand, a suscité les plus vives polémiques.

Au niveau de ce qu'on pourrait appeler le confort d'accès à l'établissement, l'architecture de la BnF est une aberration. On prête à Mitterrand, mais est-ce exact ?, l'idée qu'on se doit d'accéder à la culture au terme de certains efforts physiques qui iraient parfois jusqu'à une espèce de souffrance. Le fait est que les escaliers, immenses, de l'établissement, qui font penser à ceux des temples mayas, imposent d'inutiles efforts à la gérontocratie des vieux lecteurs

qui du coup ont déserté l'institution pendant quelque temps. Pour des raisons mystérieuses, l'architecte a voulu éviter tout ce qui pourrait ressembler à une espèce d'entrée plus ou moins monumentale, ou du moins vaguement majestueuse dans l'établissement. Il y avait donc, chez Dominique Perrault, chef du cabinet d'architectes, une espèce de jansénisme de la bâtisse dont l'utilité n'est pas évidente. Même au Louvre, alors que, dans la plupart des musées, on accède aux collections assez vite, il faut faire des marches et des contre-marches. De mauvais esprits ont accumulé les critiques : « Lucifer vocifère, faut s'y faire ! » D'aucuns apprécient quand même l'architecture ainsi que les services rendus par le site de Tolbiac : une espèce d'efficacité lente. Le problème réside aussi dans l'espace central : Mitterrand voulait un cloître, mais les cloîtres du Moyen Âge sont beaucoup plus réduits que celui de Tolbiac. Si vraiment on voulait à tout prix, pour satisfaire le grand chef, garder ce modèle rectangulaire, il aurait fallu dégager au centre une voie d'accès perpendiculaire aux deux côtés les plus longs, située à fleur de terre de l'espace central ou sous lui. Les comparaisons entre deux livres usuels situés dans deux salles différentes sont rendues compliquées par l'impossibilité théorique de changer de salle muni de cet ouvrage.

Après le Collège de France où vous entrez quadragénaire, après la BnF, vous êtes élu à l'Académie des sciences morales et politiques.

J'ai manqué l'Académie française en 1985, alors que j'étais pressenti. Mais l'insupportable ennui de faire des visites auprès de chacun des quarante m'a dissuadé. J'en ai fait une seule, à Maurice Druon, qui était alors le personnage central, auguste, voire augustéen, de cette honorable institution. Il m'a reçu dans un appartement d'un luxe prodigieux. L'extrême suffisance de cet académicien me fit penser plus tard à celle d'Édouard Balladur, individualité politique qui pourtant arrivait seulement à la cheville, à tous points de vue, de cet *homo academicus*, forme suprême, aux yeux de certains, de l'*homo sapiens*. Druon a néanmoins donné de grandes leçons de résistancialisme authentique, terme forgé autrefois par les expétainistes pour attaquer la Résistance, et repris de nos jours sur le mode laudatif par les historiens du gaullisme et du maquis. Il était très

soucieux des origines familiales de tel ou tel candidat dès lors que celui-ci lui déplaisait, bien souvent pour d'autres raisons. L'appartenance vichyste d'un père pouvait ainsi rejaillir sur un fils qui n'y était pour rien, de façon telle qu'il soit interdit à ce rejeton d'entrer dans le cénacle le plus fermé du quai Conti. Je le rencontrai un jour lors d'une soirée chez mon ami André Miquel, l'un de nos grands arabisants. Maurice Druon apostropha tout de go l'un des invités sur le mode saugrenu : « Pourquoi êtes-vous toujours vêtu de tweed ? »

J'ai dû réviser néanmoins mes jugements parfois critiques sur les académies puisque aussi bien je suis, depuis la fin du ^{xx}e siècle, membre de l'une d'entre elles, celle des sciences morales et politiques. Elle s'honore, à ses origines, du patronage de Guizot, l'un des hommes d'État et des penseurs politiques les plus remarquables du ^{xix}e siècle. Sa réhabilitation récente par les soins de Pierre Rosanvallon a modifié en bien l'idée qu'on se faisait de lui, jadis tenu pour un dur à cuire du conservatisme, aujourd'hui respecté comme l'un des théoriciens les plus savants du libéralisme politique.

Votre œuvre couvre une longue période et aborde les domaines les plus divers ; peut-on dire que sur certains points elle a renouvelé l'historiographie ?

Je suis d'origine normande, je l'ai dit, et j'avoue que je conserve un certain respect pour cette particularité qui nous vient des Vikings, il est vrai bien assagis de nos jours. En dépit de telles attaches plus précisément calvadosiennes vis-à-vis de notre grande province du Nord-Ouest, j'ai pu me considérer, pendant toute une période, comme un spécialiste du monde occitan, à l'instar de l'excellent historien littéraire qu'est Jean-François Courouau. En d'autres termes, la compétence « sudiste » du Nordiste que j'étais à mon point de départ ne m'a pas motivé dès lors qu'il se serait agi de brandir le drapeau de l'Occitanie, aujourd'hui quelque peu fané d'ailleurs. Ma thèse, intitulée *Les Paysans de Languedoc* (soutenue à Paris en 1966), portait à l'origine, à base d'archives méridionales inédites, sur l'histoire rurale de la plus grande province du Midi. L'espace choisi était indiscutablement méditerranéen (l'Aude, le Gard et l'Hérault, entres

autres), mais le contenu de l'ouvrage avait un caractère plus général. Il s'agissait d'une spécialisation pour ainsi dire malthusienne. J'avais commencé, de façon assez différente, par un article dans les *Annales ESC* au sujet de la concentration capitaliste de la terre à l'âge moderne dans les plaines maritimes situées au sud de Montpellier. Je restais fidèle en ce point de départ aux thèmes chers à Marc Bloch relativement aux rassemblements de terres, concentration foncière effectuée en style capitaliste par exemple aux XVII^e et XVIII^e siècles. Mais très vite je m'aperçus que cette orientation était sinon fausse, du moins partielle. En fait, le véritable mouvement allant de la fin du Moyen Âge et du début de la Renaissance jusqu'aux guerres de Religion était démographique. De 1450 à 1560, c'est la multiplication des individus qui a fragmenté les propriétés du fait de la parcellisation terrienne due à l'essor nataliste quant au nombre sans cesse accru des tenanciers de moyens et petits domaines. Dès lors, je privilégiâi le modèle malthusien : paupérisation des petits logés sur des héritages terriens de plus en plus réduits par le simple jeu de la division successorale des terres aux mains d'héritiers toujours plus nombreux. Au bout de plusieurs générations, le mouvement se ralentissait ou se freinait *ipso facto*. Tel fut en effet le modèle malthusien que je suivis à l'époque. Je pus définir ainsi plusieurs grands cycles agraires : d'abord un plein démographique à l'époque gallo-romaine, puis un recul de ces populations jusque vers le milieu du premier millénaire.

Vient ensuite le grand mouvement de re-colonisation, le développement du peuplement rural depuis l'époque post-mérovingienne et, surtout, du IX^e au XIII^e siècle, multiplication du nombre des hommes, défrichements, etc. Ensuite, on se heurte à un mur malthusien ou crypto-malthusien au moment où les trois humanités, européenne, chinoise, indienne, finissent par se contacter juste avant le court-circuit pesteux de 1348 à l'échelle de l'Eurasie (voir *supra*)¹.

Vous êtes l'un des rares historiens français qui aient connu le succès d'un best-seller international.

Montaillou, en ce qui me concerne, c'est une longue histoire personnelle : à partir de mes études sur le Midi devenu français, cette

histoire commence en 1968. Cette année-là, je passe devant la librairie des PUF, place de la Sorbonne, grand magasin de livres aujourd'hui disparu. J'aperçois dans la vitrine de cette vaste maison un petit ouvrage intitulé *L'Inquisition à Pamiers*, de Jean Duvernoy. J'achète puis je feuillette cet ouvrage. Je me suis procuré ensuite les trois gros volumes en latin publiés par le même Duvernoy chez Privat, l'important éditeur méridional siégeant à Toulouse. Le latin m'est familier depuis mes études en khâgne à Henri-IV et à Lakanal et ne fait pas problème en ce qui me concerne. Il s'agit du registre d'Inquisition de Jacques Fournier². Je réalisai qu'il y avait là un document prodigieux où l'on aperçoit de façon détaillée des pans entiers de la vie quotidienne des paysans d'une communauté montagnarde et des paroisses voisines. Ma femme et moi sommes allés visiter le lieu-dit de Montaillou, un habitat très quelconque des XVIII^e et XIX^e siècles, avec quelques rangées de maisons qui n'avaient pas d'intérêt particulier et, couronnant le tout, les ruines du château médiéval. L'ancien village, groupé autour de ce château, avait disparu depuis longtemps, faisant place aux susdits domiciles rustiques situés un peu plus bas sur les pentes de la colline castellaire : configuration moyenâgeuse abolie pour la plus grande part au profit des bâtisses d'âge moderne ainsi tristement rangées en rangs d'oignons par en dessous. Les Montalionais des années 1970, charmants et fort aimables à mon égard, ignoraient tout de leur prodigieuse histoire, celle de leurs ancêtres en fait, car beaucoup d'entre eux descendaient des malheureux cultivateurs persécutés ou harassés par Jacques Fournier.

Par ailleurs, au cours des années 1970, j'évoquai ladite paroisse pyrénéenne lors de rencontres avec mon ami Jean-Marc Leuwen, réalisateur. Jean-Marc eut l'idée de présenter un petit film à ce sujet sur une chaîne de télévision avec des acteurs du Grenier de Toulouse, compagnie théâtrale bien connue dans la Ville rose. Le film eut un succès d'estime et nous eûmes droit, Jean-Marc Leuwen et moi, à un article ou compte rendu en pleine page dans un grand quotidien parisien. L'anecdote inquisitoriale avait-elle touché une corde sensible ? L'affaire devenait quelque peu embarrassante, car je n'étais pas médiéviste, et l'on connaît le cloisonnement jaloux des périodisations d'enseignement de l'histoire dans l'université française. Jacques Le Goff a bien accepté mon initiative, en excellent ami et collègue, en tant que spécialiste également de la période en question.

Georges Duby a été plus circonspect au départ, mais l'un de ses amis qui assistait à mon cours sur ce sujet villageois au Collège de France fut extrêmement intéressé et entraîna sur ce point l'adhésion de Georges. Par ailleurs, j'avais sur pratiquement l'ensemble des médiévistes français l'immense avantage d'être un spécialiste des pays d'oc. Le plus qualifié d'entre eux, Philippe Wolff, me donna son adhésion pleine et entière. Dès lors, je pris la décision d'achever et de publier le livre que j'avais très largement entrepris et mis en œuvre à ce propos : ce sera *Montaillou village occitan de 1294 à 1324* (Gallimard). (Quant à Jean Duvernoy, qui avait savamment publié le texte latin de Jacques Fournier, il s'était occupé à EDF d'une juridiction des barrages hydrauliques, lesquels ne se gênaient pas pour noyer de temps à autre un village alpin, notamment le célèbre site de la communauté villageoise de Tignes, engloutie dans les années 1950, à la seule exception de ses habitants qui avaient heureusement surnagé, le tout à l'occasion de la construction du barrage de Chevril.) Duvernoy eut ainsi la chance de voir qu'un chercheur qualifié s'intéressait ainsi à son grand travail. Nous eûmes à plusieurs reprises l'occasion, lui et moi, d'en parler avant même la rédaction de mon livre. Il me dit, en fonction de son expérience juridique sur le terrain, sa mélancolie au vu de la noyade de certains villages victimes des passions hydroélectriques de la France, dont Tignes en effet, devenu *post mortem*, en amont, une vulgaire station de ski. L'idée me vint presque aussitôt, en fonction des diverses et doubles spécialités de Duvernoy : Tignes submergé, Montaillou ressuscité. Duvernoy avait tant souffert des attaques stupides de certains ecclésiastiques prétendument érudits contre sa grande œuvre savante qu'il me semblait qu'une telle réparation lui était due. Je me répétais *in petto* la célèbre expression latine, adaptée pour la circonstance : *homo homini lupus, sed presbyter Duverno lupissimus*³.

J'ai utilisé ma méthode habituelle, notamment anthropologique. Je demandai sa bénédiction à Claude Lévi-Strauss, spécialiste mondial à ce propos, et qui me l'accorda bien volontiers avec sa générosité coutumière. Je m'étais déjà inspiré de la procédure ethnologique lors de mes premières recherches sur les Mémoires de Saint-Simon. Montaillou était situé sur une hauteur pyrénéenne, à 1 200 mètres d'altitude, non loin d'un lieu où divergeaient les eaux, les unes vers la vallée de l'Aude méditerranéenne, les autres vers l'Ariège et le val de

Garonne atlantiques. La communauté d'habitants montalonnaise était fort isolée, à tel point que c'est l'ultime village de l'Ariège qui contracta le choléra dans les années 1830. *Idem* pour cet ultime conservatoire villageois du catharisme, cinq siècles plus tôt. Les archives post-médiévales de Montailhou n'ont pas eu la même chance : au XIX^e siècle, le maire local allumait chaque soir son feu avec quelques paperasses de ces archives ainsi totalement détruites en quelques décennies. Ce fut au XIX^e siècle, du fait de ce magistrat stupide, le dernier bûcher du catharisme.

Sur l'Inquisition ariégeoise et sur l'évêque responsable, Jacques Fournier, il y eut d'abord les travaux d'un érudit allemand, à la fin du XIX^e siècle, lequel était par ailleurs adversaire de l'infailibilité pontificale. Ce personnage avait publié en latin certains fragments du manuscrit Fournier de la première moitié du XIV^e siècle. D'autres savants, méridionaux, avaient procédé à quelques publications, toujours latines, de fragments. Marc Bloch y avait fait une allusion, au moins indirecte, mais le grand homme était passé à côté du trésor. Finalement, Jean Duvernoy avait senti le puissant intérêt de ce texte au terme de sa publication latine en trois volumes. J'ai utilisé aussi une reproduction photographique du manuscrit en question, faite aux archives du Vatican à ma demande (bien après ma publication de *Montailhou, village occitan*, j'ai fait don de cette reproduction à la Bibliothèque nationale).

Je me suis inspiré accessoirement, lors de la rédaction, d'un certain nombre d'études de divers anthropologues américains sur des villages du Vaucluse, du Mexique, etc. Le registre originel reflétait les comportements et les croyances sur l'existence, la mort, la vie amoureuse, etc., dans la petite communauté en question. J'ai fait constamment référence au travail de Duvernoy. Je craignais que mon éditeur ne s'inquiète de l'insuccès probable d'une publication sur un minuscule village de deux cents habitants pendant seulement trente années, fin XIII^e, début XIV^e siècle. Pierre Nora, à la NRF, s'efforça de me rassurer avec sa gentillesse habituelle : « On en vendra trois mille exemplaires, et on te fera avoir un prix littéraire », me dit-il sur le ton de la consolation. Le succès, totalement inattendu, fut immédiat. Les presses des imprimeurs de Gallimard gémissaient sous le poids des réimpressions successives. Pierre Nora me rassura une fois de plus en me disant qu'il s'agissait d'un fait de société. Le livre avait paru en

même temps que la traduction des Mémoires d'un grand boxeur américain dont l'éditeur parisien attendait merveille et qui fut un fiasco total. Il y eut des traductions de Montaignou dans le monde entier, sauf bizarrement dans les pays arabes où l'on se contenta peut-être de traductions pirates. Bernard Pivot m'aida beaucoup en m'invitant à son émission

La traductrice anglaise fut excellente, mais elle prit, Dieu sait pourquoi, l'initiative de mutiler le texte sous prétexte que cet ouvrage était trop difficile pour l'Anglais moyen. Je n'osai protester et lui dis que je connaissais des Britanniques très intelligents. Cette explication ne parut pas la satisfaire. Cette excellente dame était peut-être motivée par les angoisses de l'éditeur londonien qui craignait sans doute de ne pas récupérer son investissement financier. Il n'en fut rien.

Un imbécile que je préfère ne pas nommer déclara doctement que le livre aurait dû s'intituler *Montaignou, village pyrénéen*, le terme « village occitan » lui ayant déplu. Et pourtant il s'agissait bel et bien d'une paroisse de langue d'oc. Je fus soutenu par Georges Duby et Jacques Le Goff. Le livre a continué son parcours jusqu'en Russie et en Chine.

À Montaignou même, ne vivaient plus, lors de ma visite dans les années 1970, qu'une trentaine d'habitants. Les réactions étaient partagées : certains voulaient qu'on laisse mourir le village en paix, mais d'autres, comme le maire, ont pensé que l'occasion était bonne pour une réanimation de leur petite patrie. Les catholiques pratiquants – je suis pourtant l'un d'entre eux – furent parfois choqués de la mauvaise image du curé montaignois de 1310, Pierre Clergue, personnalité puissante mais contestable. Faut-il penser, avec Jean-Louis Bory, que d'un best-seller l'auteur met vingt ans à se relever ? Ce n'est pas du tout mon opinion, dès lors que le livre en question est un témoignage important sur un passé lointain.

Une chaîne de télévision américaine, dans une série sur l'Inquisition, a maladroitement adapté et « imagé » *Montaignou*. Ces auteurs d'outre-Atlantique ne m'ont jamais cité dans le générique de cette œuvre ; ils n'ont pas davantage mentionné Jean Duvernoy qui a été l'inventeur originel, ou plutôt le découvreur du document ariégeois, latin, médiéval, inquisitorial, lequel fut à l'origine de tout cela. Il y a une civilisation américaine, qui est grande, et il y a aussi,

parfois, un sans-gêne yankee dont nous fûmes victimes Jean Duvernoy et moi. Comme je suis considérablement redevable aux États-Unis, notamment du fait de quelques merveilleux séjours dans des universités d'outre-Atlantique, je m'abstiendrai de développer davantage ce qui deviendrait une polémique inutile.

Alain Besançon a déclaré un jour que Saint-Simon et le système de la Cour était votre meilleur ouvrage.

Je connaissais évidemment Saint-Simon, mais je l'ai progressivement fréquenté par suite de rapprochements successifs. Au cours d'un voyage vers les régions alpines, je passai à Grenoble et je découvris dans une petite librairie locale un livre d'extraits bien choisis des Mémoires de Saint-Simon, édité chez Flammarion. Au cours de la même période, j'avais noué des liens amicaux avec Maurice Duverger, juriste et politologue célèbre à l'époque, en tant que professeur et journaliste. Il avait fleureté avec Vichy pendant l'Occupation, puis il était devenu l'un des principaux collaborateurs du journal *Le Monde* après la Libération. Duverger est devenu par la suite l'un des grands penseurs de la science politique française. En vertu d'un procédé discutable, ses adversaires ont par la suite fait connaître son passé entre 1940 et 1944 et l'ont ainsi empêché d'entrer à l'Académie française. Il souhaitait par ailleurs publier, aidé par des auteurs dont j'étais, une collection sur les régimes politiques. Mes relations ultérieures avec lui se sont un peu rafraîchies, notamment au sujet d'un compte rendu parfois humoristique que j'avais rédigé pour *Le Monde* à propos d'un livre de souvenirs qu'il avait publié entre-temps. Notre réconciliation n'a pas tardé. En travaillant pour l'ouvrage qu'il m'avait demandé, j'ai découvert un passage de Saint-Simon qui me parut passionnant sur ce que le noble duc appelait un « crayon de la Cour », celle de Louis XIV bien entendu. C'est un texte concernant les débuts du XVIII^e siècle dans lequel il décrit la cour de Versailles, courtisans inclus, comme s'il s'agissait d'une grosse molécule. Ernst Jünger, le grand écrivain allemand, parfois un peu trop prussien sur les bords, du moins par sa mentalité, avait noté incidemment, lui aussi, ce côté moléculaire de l'approche saint-simonienne. Ce fut ma première étude publiée sur le mémorialiste louis-quatorzien. Je suivais

de près l'analyse dans laquelle il disséquait les factions politiques à l'intérieur même du vaste groupe des courtisans versaillais. Ces factions étaient politiquement et généalogiquement axées sur trois générations de la famille royale : celle du grand-père, Louis XIV, avec son épouse officielle mais légitime, Mme de Maintenon ; ensuite celle du fils du Grand Roi, fils nommé Monseigneur ; enfin celle du fils de ce fils, le duc de Bourgogne. Autour de ce dernier personnage et de son précepteur Fénelon gravitait une cabale quelque peu *socialiste* ou du moins *socialisante*, ou simplement sociale, pacifiste également. Cette troisième cabale devait influencer assez fortement, *post mortem*, la régence de Philippe d'Orléans (1715-1723), dont les tendances personnelles et libérales étaient assez proches de celles du duc de Bourgogne. Par ailleurs, j'ai appliqué les idées de l'anthropologue Louis Dumont, lui-même auteur d'un livre intitulé *Homo hierarchicus*, à mon étude relative à Saint-Simon et au système de la Cour. Les divers articles que j'avais publiés à ce propos avaient plu à Duverger, qui me coopta de ce fait au jury de l'agrégation de science politique. Étais-je devenu de ce fait un spécialiste de cette discipline ? Je n'oserais pas le prétendre bien que j'aie écrit un certain nombre de volumes d'histoire politique chez Hachette en compagnie de mes amis François Furet et Maurice Agulhon. Mais il est vrai, d'une façon plus générale, qu'en France, dès qu'une discipline dispose d'une agrégation de l'enseignement supérieur à part entière, comme ce fut le cas de la science politique grâce à Maurice Duverger, cette discipline bénéficie d'un prestige bien plus important parmi les universités et même vis-à-vis de Sciences Po et de son couronnement institutionnel qui n'est autre que l'École nationale d'administration, dont les diplômés ont en charge le gouvernement de la France depuis plusieurs décennies.

Vous avez été l'un des premiers historiens à participer à la grande aventure de l'informatique dans l'histoire quantitative.

Je ne suis pas informaticien. Mon rôle a été simplement de lancer le type d'enquête qui utilisait l'informatique. J'ai été aidé en cela par un certain nombre d'historiens spécialisés au nombre desquels je citerai mon disciple et ami André Zysberg. Il a longuement préparé puis soutenu et publié une grande thèse sur les galériens de Provence

sous l'Ancien Régime. Alors qu'il avait débuté une carrière au CNRS, carrière qui deviendra ensuite universitaire, ce collègue a commencé à se former pendant plus d'un an à l'informatique pour revenir, ainsi préparé, à sa besogne proprement historique. Cette spécialité était peu répandue parmi les historiens à l'époque. À partir de là, il a mis en fiches les dossiers de dizaines de milliers de galériens, avec leurs délits et leurs « crimes » respectifs, souvent inventés de toutes pièces par l'administration des galères, notamment en ce qui concernait les protestants malheureusement détestés par Louis XIV. Il a donc écrit de la sorte un ouvrage qui résultait de ces différentes approches, ouvrage qui a été l'un des premiers dans notre historiographie à reposer sur un passage obligatoire par l'informatique. Zysberg a noté la transition qui va *grosso modo* de Louis XIV à Louis XV, le nombre des condamnés diminuant nettement d'un règne à l'autre. C'est l'un des indices de la relative libéralisation, transitant vers la Régence, qui s'effectue à partir de 1715. D'une façon générale, par-delà le bagne de Toulon, la situation des huguenots s'améliore ou au minimum devient « moins pire » dans les années qui suivent la paix d'Utrecht en 1713 et le décès du Grand Roi en 1715. C'est aussi le moment d'échanges plus importants avec les puissances protestantes libérales, maritimes et capitalistes, en d'autres termes l'Angleterre et les Pays-Bas.

L'historien est-il promis à devenir programmeur comme vous l'avez dit jadis ?

Je regrette cette phrase qui est évidemment inexacte. Néanmoins, il est évident que les ordinateurs permettent aujourd'hui plus qu'hier un développement de l'histoire quantitative. En ce qui concerne l'histoire du climat, l'usage qu'a fait Christian Pfister de l'informatique lui a permis de rassembler une quantité de données qui eût été inimaginable autrefois. Voyez déjà, de ce point de vue, sa remarquable *Klimageschichte (Histoire climatique de la Suisse)* publiée dans ce pays par Academia Helvetica en deux volumes (1984).

En ce qui me concerne, avec la collaboration de l'excellent informaticien Michel Demonet, je me suis attelé au déchiffrement des archives de la conscription française au temps des monarchies censitaires, Restauration puis éventuellement monarchie de Juillet.

Ces archives militaires sont d'une extraordinaire richesse : dans chaque département, on possède, pour tout conscrit, des données sur la stature, l'éducation, la profession, l'habitat rural ou urbain, etc. Nous sommes donc parvenus, avec quelques collègues, à une cartographie des différentes variables relatives à la jeunesse masculine française de 1820 à 1840 environ. Nous disposions, à la sixième section de l'École pratique des hautes études, de facilités considérables à ce propos. Fernand Braudel avait fondé, avec son collaborateur Jacques Bertin, un laboratoire de cartographie de l'âge moderne et du XIX^e siècle utilisant des procédés encore traditionnels mais très esthétiques, et puis l'ordinateur. J'avais pris connaissance, d'abord grâce à François Furet et Jacques Ozouf, puis par mes propres moyens, de l'œuvre considérable de deux grands anthropologues français du XIX^e siècle travaillant sur des variables quantitatives, à savoir le comte d'Angeville et le baron Dupin, ce dernier auteur d'un grand travail sur les forces productives et commerciales de la France. Le conscrit est observé minutieusement au conseil de révision ; il est recensé au gré de ses paramètres les plus divers, y compris quant aux maladies, défauts et handicaps physiques, etc. Le système militaire de l'époque reposait sur le tirage au sort, lequel représentait dans son genre un sondage considérable sur la masse des jeunes examinés de la sorte. Les jeunes gens originaires de familles jouissant d'une certaine richesse pouvaient « se racheter » par une prestation monétaire. Il y a aussi dans la masse des conscrits des volontaires, plus nombreux sur notre frontière du Nord-Est. Faut-il y voir l'indice d'un patriotisme plus exigeant, ou tout simplement un effet de la présence de forces militaires plus importantes dans ces régions ? Elles offrent éventuellement un modèle de vocation professionnelle pour des jeunes en quête d'emploi.

On m'a reproché, notamment chez les militants occitanistes, de présenter la moitié sud de la nation comme inclinant vers certaines formes de sous-développement. Du point de vue économique, ce n'est pas faux, même si la vallée du Rhône et accessoirement celle de la Garonne, de Toulouse à Bordeaux, font preuve à des degrés divers d'un dynamisme incontestable. J'ai pu montrer en outre la corrélation très forte, au meilleur sens statistique de ce terme, qui unit la haute stature (ou relativement haute) et l'éducation primaire plus développée au nord de la susdite ligne Saint-Malo-Genève. Il ne s'agit

nullement d'une question « génétique », mais simplement de meilleurs niveaux de vie, liés par ailleurs à l'éducation plus poussée des jeunes. La richesse et tout simplement la moindre pauvreté, tant alimentaire que scolaire, vont ainsi de pair.

La ligne Saint-Malo-Genève n'est plus aujourd'hui qu'un souvenir historique et anthropologique. Les indices de développement se sont universalisés à l'échelle de l'Hexagone. La Bretagne, par exemple, comme le souligne Mona Ozouf, est devenue de nos jours un modèle d'activités intenses, alors qu'elle était partiellement sous-développée au premier tiers du XIX^e siècle et auparavant, et cela malgré sa brillante activité côtière et maritime. Le sud de notre pays, en dépit de limitations évidentes, a été au XX^e siècle et demeure encore aujourd'hui le théâtre de divers épisodes de croissance, tout simplement grâce à l'ensoleillement dont il bénéficie, attirant vers lui les populations, les activités, les retraités... et les touristes.

Vous avez découpé la France en vous appuyant sur des données culturelles, et notamment linguistiques.

On peut reprocher à l'école historique française, jusques et y compris à l'époque du romantisme révolutionnaire post-1968, d'être ou d'avoir été excessivement régionale, voire régionaliste. Cette tendance a néanmoins permis un certain nombre d'explorations en profondeur. Je pense par exemple à la grande thèse de Jean Jacquart sur les paysans d'Île-de-France, notamment au XVII^e siècle. Cette thèse rend possible une compréhension plus vaste et plus nuancée de la croissance francilienne du capitalisme agraire, de François I^{er} à Louis XIV et au-delà, en fonction du dynamisme moteur d'un pouvoir d'achat citadin – parisien – de plus en plus considérable et varié. Et de fait, malgré la résilience des pays d'oc, si colorée, les provinces du bassin de Paris ont pris effectivement la direction politique et sociale du couple national oc/oïl.

À ce propos, on doit se méfier des néologismes : l'Occitanie, expression essentiellement politique forgée à propos des pays d'oc, est passée dans le langage courant. Les militants ont imposé ce terme et même ce néologisme à l'ensemble des citoyens. C'est devenu maintenant un mot usuel et commode, ce qu'on appelle quelquefois un

mot-valise, et il n'y a pas de raison de ne pas employer ce concept occitan.

Je viens de mentionner les notions de développement septentrional et parfois de sous-développement dans les régions centrales, sinon méridionales. La Gaule celtique, si essentielle à l'époque de la conquête romaine, a aujourd'hui entièrement disparu, sauf en Bretagne occidentale où elle n'est du reste que le résultat d'une immigration haut-médiévale ou d'Antiquité tardive en provenance de la Cornouailles britannique. Pour l'essentiel, la France est une latinité globale, mystérieusement constituée entre le II^e et le VII^e siècle de notre ère, à partir d'une imprégnation romaine puis chrétienne. Cette latinité a donc été formée par une vague qui est allée du sud vers le nord jusqu'à l'Angleterre un moment romanisée elle aussi, pas pour très longtemps. Mais il y a latin et latin : il y a les gens qui parlent vraiment le latin, même décadent voire puissamment évolué, depuis la Gironde et l'Auvergne jusqu'à la Provence et au Béarn. Il s'agit de cette zone occitane où le latin, fût-il abâtardi, s'est quand même assez bien conservé en dépit ou à cause de l'influence wisigothe. Ce latin est devenu, au gré des uns ou des autres, tantôt le provençal, tantôt l'occitan, selon l'idéologie du locuteur. On évoquera aussi la zone dite franco-provençale : elle correspond *grosso modo* à la région Rhône-Alpes, incluant également la Suisse romande et le sud de la Franche-Comté. Il y a donc deux vastes minorités dans la France globale : une minorité occitane, cet adjectif ayant fini sur le tard par être imposé grâce aux efforts d'une certaine tendance ouest-rhodanienne. Elle prend la suite du royalisme mistralien et provençal... Elle est corrélée également au républicanisme languedocien. Vient ensuite la susdite minorité franco-provençale, elle-même circum-lyonnaise, dauphinoise, stéphanoise. Au nord, on peut parler effectivement d'une immense et dynamique « Oïlannie », autrement dit imprégnée de langue d'oïl et quelque peu pénétrée de germanismes, légués eux-mêmes par les invasions du second tiers du premier millénaire. Pour ce qui est du reliquat celtique, ne subsistent « chez nous » qu'un petit nombre, pas si petit que ça en fait, de mots d'origine gauloise.

Par-delà ces trois ensembles vastes – oc, oïl, et franco-provençal –, il y a de petites ou moyennes entités linguistiques qui surnagent aujourd'hui encore, reconnaissables grâce à l'accent mosellan ou autres. On signalera d'abord les minorités non latines : ainsi les

Basques de France qui prolongent leurs ci-devant turbulents cousins d'Espagne et dont la langue, presque totalement originale, est une survivance du néolithique, voire du paléolithique. Ont-ils vraiment des parentés lointaines avec certaines tribus du Caucase ? Ces Basques représentent en tout cas le plus vieux fond de population de l'indigénat de la France. On se référera également aux peuples germaniques qui coïncident avec les Alémaniques et les Franciques respectivement d'Alsace et de Moselle. Il y a enfin la petite minorité flamande autour de Dunkerque et Cassel, dans la plus vaste région du Nord-Pas-de-Calais, celle-ci jadis rattachée par les armées de Louis XIV. Retour aux Latins : on situera également les Catalans des Pyrénées-Orientales perpignanaises... et puis les Corses. Au total, une dizaine de régions linguistiques aujourd'hui presque totalement francisées : Catalans, Basques, Occitans, Franco-Provençaux, Bretons, Flamands, Alsaciens, Lorrains, Corses et, *last but not least*, Oïl. Il faudrait aussi approfondir le problème des diverses régions de la langue d'oïl : Normandie, Île-de-France, Champagne, Bourgogne, etc.

J'ai publié une première fois ces analyses multi-linguistiques dans *L'Histoire de la France* des éditions du Seuil. Quand cet ouvrage a paru en poche, mon texte a sauté ainsi que celui de Louis Bergeron. À l'initiative de qui ? Sans doute de l'un de mes bons amis. J'ai donc repris ultérieurement toute cette problématique dans mon *Histoire de France des régions* (Seuil), et j'en donne ici même, ci-dessus, une brève analyse.

Dans ces recherches sur les régions, vous avez côtoyé de nombreux collègues travaillant dans des universités de province. Où sont les initiatives les plus importantes ?

Il y a Bordeaux, bien sûr, avec la belle étude de Robert Boutruche sur ce grand port et sa région vers la fin du Moyen Âge. La ville exportait chaque année vers l'Angleterre, autour de 1300, par mer, des centaines de milliers d'hectolitres de vin, rouge bien entendu. C'est sans doute cette vague d'importations viniques qui a tué, par la concurrence, le vignoble britannique de l'époque. Jean-Pierre Poussou, pour une période un peu plus tardive, le XVIII^e siècle, a donné une étude considérable sur la démographie bordelaise. L'économie

bordelaise s'est beaucoup développée grâce à la traite négrière. Rappelons l'extraordinaire étude économétrique de Robert Fogel relative au Sud esclavagiste des États-Unis avant la guerre de Sécession. Un tel travail serait-il concevable en France, à partir des archives de « nos » plantations d'Haïti et des petites Antilles sous l'Ancien Régime ? Il est difficile de donner une réponse à une question de ce genre, si pleine d'interrogations. Au sud de cette Gironde garonnaise, on mentionnera, une fois de plus, le Pays basque que j'ai revisité de temps à autre grâce aux savantes études d'un prince de la famille Bonaparte, géant de la « bascologie », comme on définissait volontiers ce personnage tant à Bayonne qu'à Biarritz. Grâce au Languedoc qui m'était devenu familier, j'ai approché de très près les enquêtes de Philippe Wolff, historien de l'Aquitaine médiévale et du commerce toulousain. Wolff a fondé en France l'histoire des villes et des régions. Il aurait voulu pratiquer l'histoire de l'Angleterre, domaine où la France a toujours brillé avec des historiens comme Guizot, Perroy et même Marc Bloch, mais la guerre et l'occupation allemande l'ont détourné de ce pays devenu inaccessible aux chercheurs. Il s'est tourné vers la Ville rose où il est devenu professeur d'université. Sa collection d'histoire provinciale, chez Privat (Toulouse), reste un modèle malgré d'inévitables inégalités entre les volumes parus, souvent bons, quelquefois moins. On peut dire que Wolff a été non seulement un excellent historien, mais aussi un grand entrepreneur d'historiographie. Son nom, à Toulouse, reste attaché à celui de Bartolomé Bennassar, notre meilleur historien de l'Espagne tant renaissante que franquiste et post-franquiste.

J'ai parlé de divers sondages régionaux. L'un des meilleurs fut pratiqué par Alain Corbin à propos du Limousin. De là, Corbin s'est échappé vers diverses études très originales sur la mer, la plage et plus généralement la sensibilité historique, telle qu'elle s'applique à diverses entités notamment géographiques, lesquelles jouent un rôle considérable dans notre culture moderne ou contemporaine.

Dans la moitié sud de l'inévitable Hexagone, j'interviens ici même sur la Savoie et le Dauphiné. La Savoie du XVIII^e siècle fut judicieusement et admirablement labourée par mon ami Jean Nicolas dans sa grosse thèse doctorale – si tant est qu'on puisse faire passer la charrue sur des terroirs savoyards tellement accidentés ! Cet historien s'est attaché à de vastes recherches sur la noblesse locale et sur la

région des Alpes du Nord en général. Protestant authentique, il s'est lié pour ces enquêtes à la noblesse locale, encore existante. Il a même rompu le pain avec la ci-devant reine d'Italie, liée par définition au Piémont, savoyard lui aussi : la souveraine, spirituelle et brillante, maniait volontiers le paradoxe et se plaignait de n'être pas suffisamment intelligente à cause de tous ces mariages consanguins dont elle était issue, ainsi que d'autres princes des familles régnantes...

Toujours l'historiographie : de la Savoie, nous passons sur le mode contigu à la métropole lyonnaise, étudiée par Maurice Garden pour le XVIII^e siècle. Ici la démographie fait prime : les femmes des bouchers de Lyon avaient maintes fois un enfant par an, car, relativement aisées, elles avaient recours à des nourrices et ne jouissaient pas, si l'on peut dire, de l'intervalle intergénéral de deux ans qui en d'autres circonstances serait dû lui-même à l'allaitement maternel inducteur d'une année ou davantage de stérilité post-accouchement, et cela pour des raisons purement physiologiques dues à cette lactation. Maurice Garden a par la suite passé quelques années dans l'administration de l'Éducation nationale à l'époque des septennats de François Mitterrand.

En Suisse romande, Jean-François Bergier, disciple distingué de Fernand Braudel, appliquait pour sa part les méthodes de l'école des Annales aux régions helvétiques tant de langue française que dialectales et germanophones. Enfin, à Berne, Christian Pfister, qui a bien voulu se réclamer de mes travaux, est pour sa génération l'une des figures les plus importantes de l'histoire du climat de 1525 à nos jours. Pfister écrit tant en allemand qu'en anglais voire en français. Il bénéficie aujourd'hui d'une renommée internationale dans cette discipline que j'avais proposée dès les années 1950-1960.

Vous n'avez pas pour autant négligé l'histoire urbaine.

J'ai participé à une *Histoire de la France urbaine* aux éditions du Seuil. J'ai dirigé et partiellement rédigé le volume relatif au XVIII^e siècle, auquel a également participé, pour la fin de période, mon collègue et ancien élève Guy Chaussinand-Nogaret. Pendant plus d'un an, je me suis pénétré de l'excellente thèse de Jean-Claude Perrot sur

Caen au XVIII^e siècle. Je souhaitais ainsi rééquilibrer mon œuvre trop exclusivement axée à mon gré sur l'histoire rurale voire écologique, autrement dit climatique. Pour la rédaction de cette histoire urbaine, notre collectivité d'historiens pensait fonctionner selon le mode de l'autogestion chère aux communistes yougoslaves avec lesquels cette formule était à vrai dire l'un de nos rares points de rencontre. Mais les éditions du Seuil souhaitaient qu'un personnage célèbre prenne la tête de cette entreprise. Georges Duby s'est donc imposé comme notre chef d'état-major. De ruraliste il devenait urbaniste, tout comme moi du reste.

Pour en revenir à l'histoire rurale, après quelques hésitations marxiennes qui n'étaient pourtant pas sans lendemain, j'ai donc eu recours dès 1955-1960 à la pensée malthusienne ou post-malthusienne, notamment pour ma thèse de doctorat sur *Les Paysans de Languedoc*. Karl Marx détestait Malthus ; ce n'était quand même pas une raison de ma part pour négliger ce penseur anglais très original qui revient aujourd'hui à la mode, avec les dangers de la surpopulation mondiale et du réchauffement climatique.

Malthus est aujourd'hui banalisé, mais à l'époque il ne faisait pas jeu égal, tant s'en faut, avec Marx. J'ai tenté de rétablir l'équilibre entre ces deux grandes figures de la pensée des XVIII^e puis XIX^e siècles, et je crois y avoir réussi. François Furet, juge sévère, m'a souvent dit que cette réintroduction de Malthus dans la pensée historique était l'une des contributions les plus neuves de ma grosse thèse paysanne et languedocienne.

Peut-on dire que vous êtes en quelque sorte l'inventeur de l'histoire du climat ?

L'une de mes intuitions, faut-il dire bergsonienne ?, concerne en effet l'histoire du climat, climatologie historique envisagée pour l'ensemble de notre deuxième millénaire et pour les débuts du troisième. Ce que j'apprécie, entre autres, quant à l'histoire climatique, c'est que celle-ci n'est ni de gauche ni de droite. Elle est très différente en cela de l'histoire des femmes, autre discipline novatrice qu'a développée ma collègue Michelle Perrot. Cette historiographie féminine ou féministe – et croyez bien qu'en disant

cela je ne cherche nullement à être critique ni hostile – est presque essentiellement ou conceptuellement de gauche. Elle se veut militante, et pourquoi pas en effet ? Ce militantisme a bien sûr des justifications sur lesquelles je n'insiste pas.

L'engagement politique ou politisé ne concerne absolument pas l'histoire du climat récent voire ancien, dont j'ai été l'un des initiateurs en France, initiateur aussi, éventuellement, par rapport à l'Italie et surtout à la Suisse où Christian Pfister a été le premier et le plus éminent de mes disciples avant de devenir le maître incontesté de celle-ci à l'échelle internationale : dans la Confédération, ce jeune chercheur procéda à trois reprises à une lecture attentive de mon *Histoire du climat depuis l'an mille* (parue en 1967) avant de se lancer à son tour.

Commençons par le plus superficiel et le plus banal, mais nullement méprisable : grâce aux « étranges lucarnes », la majorité des Français sait désormais ce qu'est une dépression ou un anticyclone, avec les conséquences qui en découlent. S'agit-il, selon une expression célèbre, d'un grand pas en avant pour l'humanité à tout le moins hexagonale, francophone et autre ? Oui, osons le dire, on est passé pour une partie importante de nos compatriotes de l'analphabétisme météorologique presque intégral à des connaissances superficielles certes mais non négligeables en ce domaine.

Venons-en à mon cas personnel. J'ai été très intéressé, durant mon enfance agricole sur l'exploitation d'une centaine d'hectares de mes parents, par l'événement qui se produisait assez régulièrement : les pluies typiques de cette Normandie natale faisaient pourrir sur pied les froments et autres céréales, ce qui diminuait beaucoup les rendements et nuisait à la qualité des grains. Il y avait là, sur la simple base de cette expérience enfantine puis juvénile, une clef pour la compréhension des famines médiévales et des disettes de l'âge moderne. Devenu par la suite historien professionnel et enseignant, je continuai sur cette simple base à m'intéresser à l'histoire du climat et à ce qu'on n'appelait pas encore l'écologie – ou plutôt la clio-écologie. Ce n'était pas le cas de la plupart de mes collègues, qui avaient d'excellentes motivations pour se désintéresser d'un tel dossier.

En 1955, j'ai découvert deux articles, l'un sur les anneaux des arbres, l'autre sur les dates de vendanges. Celles-ci, influencées, en plus précoce ou en plus tardif, par le plus ou moins de chaleur

printanière et estivale d'avril à septembre lors de la maturation du raisin et jusqu'à leur cueillette. J'ai donc collecté les dates de vendanges méridionales aux archives communales. J'ai regroupé aussi les événements climatiques remarquables : grands hivers, etc. Avec mon épouse, nous avons visité les grands glaciers alpins, Alpes suisses, Savoie, Alpes du Piémont, le tout complété par un travail d'archives chamoniardes et autres. J'ai rencontré également, à l'époque, la notion déjà un peu banalisée de « petit âge glaciaire », celle-ci étant excessive mais imagée et finalement commode. Ce *little ice age* de 1300 à 1855 correspondrait, non sans fluctuations internes, à quelques dixièmes de degré en moins dans les moyennes séculaires pour la période susdite du ^{xiv}e au milieu du ^{xix}e. Ce qui m'a aussi influencé à l'époque, c'est le problème de la crise de subsistance, lequel m'a paru tout à fait fondamental. C'est un fait récurrent dans l'Ancien Régime économique, en France et ailleurs : un épisode climatique, ou météo, négatif. Il peut s'agir, et c'est le cas le plus fréquent dans la France du Nord et du Centre, d'une excessive pluviosité depuis les premières pousses des blés jusqu'à la pré-récolte et la moisson. Le cas moins fréquent, mais très dangereux, c'est celui du grand hiver (par exemple 1709) qui détruit les semis céréaliers. En troisième position, il faut citer l'échaudage et la sécheresse (par exemple 1846 ou 2003). Dans bien des occurrences, une guerre qui se déroule simultanément aggrave les choses, ainsi les guerres de Cent Ans ou les guerres de Religion. Dans cette conjoncture de crise de subsistance météorologique et éventuellement guerrière, les fournitures de céréales manquent, les prix du blé quadruplent ou bien triplent selon qu'on est au Moyen Âge ou à l'époque moderne. L'hyper-mortalité s'installe, non pas que les gens meurent de faim (ce qui peut quand même se produire), mais la causalité mortelle capitale tient à la misère physiologique, à la sous-alimentation, à l'obligation de consommer des nourritures faisandées et dangereuses. Hormis la peste, qui est un cas spécial, il faut évoquer dans cette hypothèse la *troïka* du typhus, de la dysenterie et des fièvres diverses proliférant sur les personnes que l'insuffisante nourriture a rendues vulnérables. Les contagions mortelles sont collatérales par rapport à la faim récurrente. La nuptialité et la natalité déclinent également, celle-ci étant affectée quant au « deuxième sexe » par l'aménorrhée de famine, entre autres fléaux. Bien sûr, la baisse de la natalité pendant les crises de

subsistance peut être due aussi à quelques mesures de précaution momentanée d'initiative masculine telles que le *coïtus interruptus* ; cependant, pour en revenir à l'aménorrhée de famine, l'historien Pierre Goubert avait compris qu'il y avait là quelque mystère d'origine médicale ou d'affaiblissement involontaire et conjoncturel de la fécondité côté femmes. Il espérait qu'au fur et à mesure des progrès de la recherche historique quelques vieux médecins des siècles passés repérés dans les bibliothèques anciennes en feraient la confidence aux chercheurs de notre temps. Motivé par cette suggestion goubertienne, j'ai parcouru toutes les revues médicales allemandes disponibles dans les bibliothèques parisiennes et parues pendant la Première Guerre mondiale, et j'ai fini par trouver le fin mot de l'énigme : effectivement, les médecins allemands, à l'époque, avaient repéré dans l'empire de Guillaume II, notamment de 1915 à 1918, de nombreux cas de *Kriegsamenorrhoea* chez des Allemandes dénutries. Ces cas valaient également jadis, par enchaînement logique, pour les famines de l'époque classique, notamment louis-quatorzienne.

Comment faire face à une telle situation de famine ou de grosse disette ? Il y a effectivement l'action sociale de l'Église et des pouvoirs publics. Lors de la grande famine de 1315, l'État monarchique, qui existait à peine en tant que tel comme structure administrative, n'avait pas fait grand-chose. Tout au plus le monarque avait-il vendu leur liberté à des serfs pour être lui-même en mesure, grâce à l'argent récolté, d'acheter du grain afin de nourrir ses troupes en Flandre. L'initiative étatique est plus nette avec Louis XI qui a pris quelques mesures lors de la famine de 1481 : ce roi s'est efforcé d'interdire les exportations de grains, exportations qui eussent achevé d'affamer les régions déjà affectées par la disette. Lors des guerres de Religion, les crises de subsistance se multiplient du fait de l'association entre conflits militaires et mauvaises récoltes. Henri III distribue par conséquent quelques sous par tête de consommateur parisien lors d'un incident disetteux de ce genre. Dès l'époque de Richelieu et de Mazarin, les intendants de province, équivalents lointains de nos préfets et préfets de région, prennent des mesures dans le Sud-Ouest à l'encontre des crises de subsistance, et c'est déjà un premier pas. Mais c'est surtout à l'époque de Colbert et de Louis XIV que l'État royal, pour venir à bout de la famine de 1661, tente de faire venir du blé de la Baltique et de Bordeaux pour atténuer les désastres de la faim qui

sévisse dans le bassin de Paris. L'un des recours préférés de la population confrontée à ces crises c'était l'émeute de subsistance, la *food riot* chère aux historiens anglais. C'était un événement quasiment canonique ; elle était souvent menée par des femmes, comme une certaine capitainesse en Languedoc. Les historiens anglais se sont passionnés pour ces *food riots* où ils ont vu l'une des origines des luttes syndicales ouvrières ; voyez l'ouvrage d'E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class* dont j'ai déjà parlé. Les émeutiers n'exercent pas une violence systématique, ils ne pratiquent pas le vandalisme dans les boulangeries, ils cherchent surtout à obtenir une baisse autoritaire du prix du froment ou du seigle sur les marchés. Cette violence populaire, effective mais bien contrôlée par les intéressés, est un fait réel outre-Manche ; elle incarne une certaine modération britannique, peut-être moins réelle sur le continent. L'émeute de subsistance n'apparaît encore que discrètement lors de la grande famine de 1315, mais elle prendra un développement considérable à l'époque moderne avant, pendant et même après la Révolution française.

Outre les émeutes de subsistance, et sans qu'il y ait nécessairement un lien direct avec celles-ci, la religion constitue un deuxième recours. La crise de subsistance est nourricière de spiritualité si l'on admet que ce terme ne concerne pas seulement les grands mystiques du genre saint Jean de la Croix. Il affecte aussi l'action des classes dites inférieures, de ce qu'on appelait encore il y a une cinquantaine d'années, d'un terme familier, du *populo*. Les prières en direction des saints, de la Vierge et de Dieu tout simplement ont été sérieusement étudiées par l'historiographie d'Espagne et d'ailleurs. Si la crise est relativement bénigne, on se contente de prières et d'une procession dans la cathédrale. Si la situation est nettement plus dangereuse, les processions peuvent se dérouler en ville, et se développer sous forme de pèlerinage massif à Saint-Jacques-de-Compostelle, à l'abbaye de Montserrat en Catalogne, au Puy quand il s'agit des Français, etc. La statue du saint spécialisé localement dans les questions de subsistance fait l'objet de supplications, mais elle peut aussi être battue, mutilée, noyée, remplacée par celle d'un autre saint plus efficace. Lors de la sécheresse de 2003, des agriculteurs ont demandé à un curé d'organiser des suppliques religieuses. L'ecclésiastique a répondu favorablement à leur demande, mais il a précisé que le Tout-Puissant

pouvait faire pleuvoir aussi bien à Dakar que dans la région beauceronne ou normande...

La météorologie peut-elle aussi provoquer le déclenchement de tel ou tel mouvement d'agitation populaire ?

Avant même la Révolution française, on peut parler d'enchaînements de ce type, par exemple à propos de la Fronde. J'ai signalé la « chose frondeuse » dans mes divers ouvrages sur le climat. Outre-Atlantique, une démonstration analogue a été reprise par l'historien anglo-américain Geoffrey Parker (Ohio State University) quant aux années frondeuses du milieu du XVII^e siècle. Bien entendu, la Fronde de 1648-1650 et années suivantes et la révolution anglaise des années 1640 ont des causes qui n'ont rien d'écologique en soi : offensive des sectes outre-Manche, action contestataire des parlements et des aristocrates à Paris et en province. Mais les années trop pluvieuses de 1648 à 1650 ont provoqué de mauvaises récoltes et de fortes chertés des céréales qui, par suite du mécontentement social concomitant, ont aggravé les mouvements contestataires. La très puissante montée des cours du froment, qui culminent au bout de quelques années de hausse vers 1650, est du reste l'une des plus fortes caractéristiques de cette « mi-temps » du Grand Siècle. Je pense également que la Ligue catholique, maximale en 1587-1588, paradoxalement fanatique et démocratique, a trouvé une source d'excitation supplémentaire dans la très forte inflation des prix frumentaires parisiens et autres à partir de 1586-1587, inflation due pour une grosse part à de mauvaises récoltes et à de non moins mauvaises saisons tant hivernales que printanières et estivales au cours de ces deux années⁴. De même, l'année 1565, glaciale et pourrie, produit la très médiocre moisson de ce millésime et un mécontentement populaire en première moitié de 1566, famineuse et flamande. Le tout en conséquence du désastre cérééalier de la triste récolte précédente et précitée, avec des répercussions à tout le moins concevables sur les violences populaires de l'iconoclasme dans la suite des saisons de 1566. Pour en revenir au prodrome de 1787-1788 précédant immédiatement le déclenchement révolutionnaire de 1789, la médiocre récolte française de 1788 est le fruit de fortes pluies

automnales en 1787, puis d'échaudage printanier-estival et d'intempéries estivales en 1788. Cette moisson diminuée produit, comme si souvent, la forte cherté de 1788-1789, ainsi que d'innombrables émotions populaires dans tout le royaume de l'été 1788 à l'été 1789, qui, en concomitance avec d'autres enchaînements, « dégénèrent » de la façon torrentielle que l'on sait dès l'été 1789. On retrouvera un cycle analogue de Thermidor (été 1794) à Prairial (printemps 1795). En ce qui concerne Thermidor, je ne pense pas tellement à la chute de Robespierre, mais à la mauvaise moisson de ce fameux été 1794, avec les conséquences dramatiques qu'elle engendrera dans une conjoncture de guerre et de blocus maritime anglais, le tout provoquant (*via* la hausse consécutive des prix fromentaires qui plus est fouettée par l'inflation des assignats) les mécontentements violents et classiques, notamment parmi les agités professionnels du faubourg Saint-Antoine et ailleurs lors du mois de mai *alias* prairial de l'année suivante (1795).

On notera des phénomènes analogues lors de la révolution de 1830 et lors des révoltes ouvrières lyonnaises de 1832, celles-ci et celle-là ayant bien sûr leur généalogie spécifique, bourgeoise, populaire, voire prolétarienne selon les lieux, mais, à partir de 1828 jusqu'en 1831, les grosses pluies et les rudesses hivernales (1830), productrices les unes et les autres de mauvaises moissons et d'inflation des prix, ont ajouté une dose supplémentaire de provocation, mettant en mouvement des masses populaires irritées, s'ajoutant au mouvement bourgeois en 1830, ou bien purement et simplement autonome dans le département du Rhône en 1832. Pour en rester au Paris des Trois Glorieuses de 1830, on n'oubliera pas, bien entendu, indépendamment de tout contexte écologique, le désir de participation au pouvoir politique et de liberté de la presse qui anime les classes bourgeoises dans la capitale et ailleurs. En 1846, des faits d'écologie, une fois de plus – maladie de la pomme de terre et sécheresse échaudeuse de cette même année –, s'en prennent aux deux sources essentielles de l'alimentation populaire en France et ailleurs à l'époque : « patates » et denrées panifiables. La concentration du pouvoir d'achat populaire sur le pain, qui plus est très renchéri, provoque une crise de mévente des produits textiles, délaissés par ce qui reste de pouvoir d'achat, et puis des grèves et des manifestations en 1847 ; elles se prolongent en février 1848 avec les conséquences révolutionnaires que l'on sait, dues

à des fusillades parisiennes hasardeuses et nocturnes. Le régime de Louis-Philippe était usé depuis quelques années pour quantité de raisons très diverses ; il est tombé, en ce février quarante-huitard, sous le choc de divers traumatismes de peu antérieurs où le complexe écologique (céréales et tubercules raréfiés, chertés et mécontentements de toutes sortes) a joué un rôle non pas unique mais important sans aucun doute. Au ^{xx}e siècle, on citera en 1907, à titre écologique et politique simultanément, la révolte des vigneronn languedociens, essentiellement régionale mais très puissante. Cette révolte est due à plusieurs vendanges énormes de 1904 à 1906, elles-mêmes induites par des saisons végétatives tièdes synchrones et trop excitantes pour la production viticole ; il y a donc surproduction vinique et, de ce fait, écroulement des prix du breuvage et révolte des vigneronn eux-mêmes ruinés et mécontents du fait de cet effondrement de leurs prix de vente à la production. En Allemagne, les quatre années de la Première Guerre mondiale, 1914-1918, ont porté un coup à la production céréalière et autre. L'hiver rude de 1916-1917 et les mauvaises saisons qui suivent portent un coup supplémentaire à la production agricole germanique, du coup raréfiée et renchérie, et induisent ainsi un vaste mécontentement social, générateur de grèves et même de troubles révolutionnaires dès 1917-1918. La république de Weimar sera le couronnement, pas toujours solide, de la révolution sociale engendrée de la sorte. En 1947, en France, la sécheresse et la canicule sont une partie (certes minoritaire) des vastes problèmes sociaux de cette année-là. Les récoltes sont déficitaires pour les motifs écologiques que je viens de mentionner et qui s'appliquent aussi à l'Hexagone, et elles sont partie prenante comme telles du problème beaucoup plus vaste de l'inflation des prix, de l'inflation de la monnaie papier qui déclenchent les grandes grèves de cette année-là, manipulées par ailleurs par le communisme international.

On ne saurait échapper à la question relative au réchauffement contemporain...

Je suis spécialiste, entre autres, de l'histoire du climat, mais pas exactement du réchauffement contemporain, lié davantage à la prospective. Je me suis néanmoins intéressé à ce dossier et je suis

plutôt convaincu par les thèses du Groupement international d'étude sur l'évolution du climat (GIEC). Les « climato-sceptiques » ne sont pas inexistants néanmoins dans certains départements d'universités. Paradoxalement, les départements d'études littéraires sont très heureusement sensibles, eux, aux problèmes d'histoire et de changement du climat. Ils organisent des colloques interdisciplinaires sur de tels sujets. Parmi eux, on citera Mme Anouchka Vasak de l'université de Poitiers. On est en présence de deux phénomènes : le réchauffement proprement dit et l'augmentation de la présence de CO₂ dans l'atmosphère. Les climato-sceptiques admettent plus ou moins, et parfois moins que plus, l'existence de ces deux facteurs, mais ils n'établissent pas nécessairement de relation entre l'un et l'autre, autrement dit la thèse d'un CO₂ plus abondant induisant le chauffage de notre atmosphère. Par ailleurs, les investissements publics tendent parfois, pour des raisons compréhensibles, à financer davantage les sciences de l'atmosphère que les sciences de la terre. L'un de nos grands géologues, Claude Allègre, est conscient des problèmes de réchauffement et de CO₂, mais il tend à jeter un certain discrédit sur les thèses du GIEC.

Certains géographes sont éventuellement climato-sceptiques, mais l'essentiel est ailleurs : la thèse du réchauffement contemporain, déterminé lui-même pour l'essentiel ou quasiment l'essentiel par les gaz à effet de serre, CO₂ inclus, est adoptée à titre très fortement majoritaire par les climatologues professionnels en particulier et par de nombreux scientifiques en général. L'historien ne peut que constater cette tendance. En Suisse, en Allemagne et dans les pays anglo-saxons, cette légitimité « CO₂/réchauffement » est pratiquement acquise. En ira-t-il de même dans notre pays ?

De toute manière, et j'ai tenté de le montrer dans mon œuvre, le climat, ou plus exactement la météo, détient une influence non négligeable sur des événements historiques importants, en particulier famines, crises de subsistance, etc. Cela n'empêche pas que règne une grande indifférence à l'égard de ces questions dans la profession historienne française. Un grand historien comme Steven Kaplan traite magistralement des problèmes du pain sous Louis XV, mais il ne fait guère allusion, semble-t-il, à certaines causes souvent décisives des problèmes du déficit momentané des récoltes de blé. Parmi ces causes, on citera la très variable météorologie des récoltes, éventuellement

négative, elle-même hostile de temps à autre au rendement des moissons, par exemple en 1770. Notons plus généralement, sur ce point et sur quelques autres, la contribution essentielle d'Emmanuel Garnier relativement à l'éruption du Laki, volcan islandais volontiers actif, et pour le coup en 1783. Il s'agit moins dans ce cas d'un impact sur l'agriculture que du déclenchement de mortalités induites en France et en Angleterre du fait de l'arrivée des poussières et gaz mortifères issus de ce cratère islandais.

Restons-en pourtant au réchauffement qui nous concerne de façon plus proche, celui qui affecte le xx^e siècle et les années suivantes : en France, la température moyenne annuelle décennale, nationale somme toute, des années 1901-1910 serait à $11,4^{\circ}\text{C}$, 12°C vers 1941-1950, enfin $12,9^{\circ}\text{C}$ lors de la première décennie du xxi^e siècle. La tendance est claire malgré une légère inflexion négative entre 1950 et 1980. Un rapport du GIEC daté de 2011 prévoyait de 1°C à 3°C supplémentaires pour la décennie 2050... Les confirmations viennent, comme chacun sait, de la calotte glaciaire arctique, elle-même en voie de régression estivale spectaculaire. Elles viennent aussi de la quasi-unanimité des glaciers du monde qui reculent ou même disparaissent. Le cas est spécialement net dans les Alpes et plus encore dans les Pyrénées, mais il s'agit bien, plus généralement, d'une tendance quasi universelle. Résumons : hausse des moyennes thermométriques, réduction des surfaces glaciaires, légère montée du niveau de la mer, dilatation des océans du fait de la chaleur supplémentaire due au changement climatique, augmentation des intempéries extrêmes, etc. Il ne faut pas nécessairement prévoir le pire à toute échéance, mais l'ensemble de ces phénomènes pourrait contribuer à provoquer, dans les pays « chauds » les plus pauvres, des disettes, des hausses de prix et autres chertés douloureuses, voire une instabilité politique à dose variable. Lors d'une première phase, le réchauffement n'est pas défavorable aux productions agricoles, spécialement végétales, qu'il peut même stimuler, mais à terme l'échaudage, voire les sécheresses accrues pourraient en fin de compte provoquer çà et là par contre-coup un déficit des productions agricoles. La viticulture, au moins dans un premier temps, s'en tirera assez bien grâce à l'augmentation, liée à ces vagues de chaleur, de la teneur des raisins en sucre et des vins en alcool, comme c'est déjà le cas. Il faut aussi compter sur la remontée vers le nord de certaines espèces d'oiseaux et d'insectes, sur

la base d'un écosystème déstabilisé.

Il est vrai que le GIEC a pu quelquefois être accusé d'arrogance. Désormais, il tend à faire preuve d'une certaine prudence dans ses prévisions qui ne sont pas forcément des prophéties. La thèse du changement climatique paraît, de toute façon, bien établie.

Face au réchauffement, inévitable semble-t-il, quelles mesures devrait-on prendre pour corriger ces tendances ou du moins s'y adapter ?

La démocratie n'est pas toujours en mesure de réagir convenablement à une telle évolution. Sa riposte concerne éventuellement les cinq ou dix prochaines années, mais cinquante ans ou même davantage c'est beaucoup pour elle. L'été 2003 (23,9 °C de moyenne mensuelle pour août en Île-de-France) peut être le fruit d'un hasard extrême, mais si une telle situation estivale hors norme se reproduit à intervalles irréguliers ou rapprochés, on sera bien obligé d'incriminer le réchauffement séculaire susdit. Cette « belle » saison de 2003, trop belle en effet, fut à l'origine de 17 000 morts supplémentaires en France et de 70 000 en Europe. Dans des cas analogues ou presque, au XVIII^e siècle (1719 et 1779), les victimes, qui se comptaient au total par centaines de milliers, étaient surtout des bébés et de très jeunes enfants, le tout dans une indifférence assez générale. Le réchauffement amorcé en France et ailleurs depuis le début du XX^e siècle a connu de fortes poussées à partir des années 1980 et surtout 1990. Il a coïncidé aussi, assez souvent, avec de remarquables millésimes pour la production des vins de qualité. En 1911, à raison de 21,7 °C pour juillet et 22,9 °C pour août, une forte canicule a provoqué 40 000 morts en France, tout en engendrant des vins tout à fait excellents. Lors des dix années 1941-1950, les étés sont à maintes reprises beaux, voire caniculaires, et la décennie mise en cause est estivalement la plus chaude en moyenne pour la France et pour toute la période qui va de 1901 à 1981⁶. Le réchauffement estival se poursuit post-1981 jusqu'au-delà de l'an 2000, avec des vins de très haute qualité une fois de plus, par exemple lors de la trilogie 1988-1989-1990 et aussi en 2005. On peut se demander ce qu'il adviendra du futur, fût-il lointain, si cette progression continue.

La sensibilité à ces phénomènes est effective mais reste parfois

superficielle. Entre la conscience indiscutable que l'on prend de tels problèmes et le renoncement consécutif, ne serait-il que partiel, à l'automobile ou à l'avion, la transition est difficile, voire impossible. J'ai été frappé par le fait que, lors des dernières élections législatives, pratiquement tous les candidats, de droite et de gauche, invoquaient la nécessité d'une *croissance* économique afin de maintenir, voire d'augmenter le bien-être populaire, afin d'obtenir une diminution du chômage. Seuls les écologistes, me semble-t-il, récusent cet idéal programmatique de la croissance, à moins bien sûr qu'elle ne soit verte... Ambition de verdure écolo parfois teintée d'utopie. On est là devant d'impossibles contradictions : la croissance semble souhaitable bien sûr, pour quantité de motifs, mais elle aboutit, si bien intentionnée soit-elle, à une production, croissante elle aussi, de gaz à effet de serre, inévitable en ce cas malgré toutes les précautions prises. L'historien, en l'occurrence, est au rouet, comme on disait autrefois : il ne peut que constater cette situation contradictoire, à laquelle il est bien incapable de répondre. Les hommes politiques, les décideurs et par ailleurs les scientifiques au sens strict du terme sont-ils mieux placés que les disciples de Clio pour trancher ce nœud gordien ? On me permettra d'en douter.

Maintenant, afin d'éviter la « tarte à la crème » du gaz de schiste et du nucléaire, nous serions bien inspirés de revenir à des questions d'ordre plus directement historique.

Vous avez vécu, particulièrement dans votre jeunesse, sous le signe d'une histoire générale et pédagogique en quatre grandes périodes : Antiquité, Moyen Âge, moderne, contemporaine. Cette périodisation a-t-elle encore pour vous une signification ?

Quand j'étais en khâgne, au lycée Henri-IV, il y a bien longtemps, nous comparions irrévérencieusement ce système aux « quatre vieilles » de la fiscalité française de la Belle Époque (contributions foncières, mobilières personnelles, patente, impôts des portes et fenêtres). Les quatre époques historiques ci-dessus ont eu leur utilité, du moins dans l'enseignement français traditionnel, qui n'était pas nécessairement déraisonnable malgré de nombreuses critiques à son encontre. Je dirais simplement que les disciplines nouvelles avaient

quelque peine à s'implanter ou à s'incruster dans ce cadre éventuellement rigide. Bizarrement, l'histoire du climat y est parvenue et ce, grâce aux entreprises d'un historien... britannique, Michael McCormick. D'entrée de jeu, il s'est adressé à ce qu'il y avait de plus ancien dans ce quatuor périodisateur que semblaient consacrer plusieurs générations de disciples de Clio dans l'enseignement secondaire et supérieur. Les travaux de McCormick sur la météorologie du premier millénaire, au temps des empereurs romains et même de Charlemagne (qui fut, comme chacun sait, le dernier souverain de ce type, du moins à titre d'exemplarité), font désormais autorité. Dans la composition à quatre voix qui vient d'être mentionnée, c'est un succès brillant qu'il faut mettre à l'actif, McCormick aidant, de cette nouvelle branche du savoir qu'est la climatologie historique, *historical climatology*.

Revenons à un problème historiographique précis, et par exemple celui de la Révolution française. Elle fut au cœur des réflexions de votre ami François Furet dans les dernières années de sa vie...

Je commencerai par un exemple concret, et qui n'est pas nécessairement contre-révolutionnaire ; il est quand même fortement critique. Peu après Thermidor (été 1794), peu après la chute de Robespierre par conséquent, on voit des femmes du peuple qui font usage d'une liberté fraîchement reconquise : elles font baptiser leurs enfants à la chaîne par un curé qui se présente pour l'occasion. Elles avaient été tellement écœurées par la suppression révolutionnaire dans leur région des œuvres sociales de l'Église qu'elles auraient fait n'importe quoi pour ressusciter la bienfaisance ecclésiale ainsi que les cérémonies qui émanaient du clergé. Ce petit exemple n'a évidemment pas valeur démonstrative. Lors du dernier bicentenaire de 1789, *ipso facto* mitterrandien, trois écoles de pensée ont coexisté. Celle d'Albert Soboul et de Michel Vovelle donnant un quitus global à la décennie 1789-1799 et passant un peu vite l'éponge sur l'absurde répression robespierriste exterminant non seulement les hommes de l'Ancien Régime, mais aussi quantité de personnes qui auraient dû conserver leur vie même si l'on se place du point de vue fanatique de l'Incorruptible : je pense aux Girondins, aux dantonistes, à

Mme Roland, aux hébertistes dont l'élimination par la clique du Comité de salut public est incompréhensible même selon les critères très durs de Maximilien et de ses camarades. On ne comprend pas que des historiens compétents comme Mathiez, Soboul et même Lefebvre aient pu ainsi blanchir sans sourciller les meurtres commis au nom d'une logique devenue folle par une équipe qui allait à son tour périr sur l'échafaud dans l'été 1794.

Il demeure néanmoins, je le répète, que l'équipe Lefebvre et Soboul, pour ne citer que ces deux-là, a produit des thèses énormes et magistrales sur les paysans du Nord de la France sous la Révolution et sur les sans-culottes parisiens en l'an II. L'équipe de Furet a voulu à juste titre ramener à la raison une historiographie de gauche ou d'extrême gauche qui, malgré sa solidité documentaire, avait poussé trop loin l'éloge, ne fût-il que *de facto*, de la guillotine. Face à de tels excès, notamment sobouliens, qui n'étaient que de langage il est vrai, on souhaitait une certaine dose de modération.

Néanmoins, il serait absurde de caractériser d'une façon complètement négative la Révolution française en soi et pour soi tout au long de son déploiement. Une comparaison internationale, surtout mais pas seulement intra-européenne, permet d'y voir plus clair. Prenons notre révolution sur le moyen et même le long terme, de 1788-1789 à 1876-1879. Au cours des quatre années 1876-1879 il y a chute, progressivement achevée, de la république droitière de Mac-Mahon. Quant aux quatre-vingt-dix années susdites – disons simplement de 1789 à 1879 –, elles se comparent aisément à des phases multidécennales quelque peu similaires, quoique non synchrones, dans des pays proches. En Angleterre, la chronologie est plus ancienne : on passe de la révolution plus ou moins puritaine des années 1640 à la *Glorious Revolution* de 1688, un demi-siècle qui consacre outre-Manche le succès progressif d'un régime à vocation libérale. Sur le continent, le « passage » s'opère de façon plus rude. En Espagne, la transition, extraordinairement sanglante par moments puis dictatoriale avec quelques aménagements sur le tard, va de 1931 (effacement du roi Alphonse XIII) à 1975 (mort du général Franco et début du règne, bientôt libéral et justifié de la sorte, de Juan Carlos). La légitimité de l'État est récupérée après bien des violences, d'abord sanguinaires puis essentiellement, quoique pas uniquement, répressives, celles-ci caractéristiques des années 1936-1938, voire

1936-1942. Post-Franco, le dernier quart du xx^e siècle et les débuts du troisième millénaire ne remettent plus en cause le régime démocratique ibérique solidement établi, malgré quelques infimes secousses immédiatement mises en échec, notamment grâce au souverain. En Italie, le régime fasciste, de plus en plus autoritaire, dure, non sans traumatismes terminaux, de 1922 à 1945, s'agissant du moins de la « Padanie », en ce qui concerne cette date ultime. La vieille légitimité péninsulaire, jadis monarchique et plus récemment républicaine depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, s'impose jusqu'à nos jours. En Allemagne, la légitimité globale, celle des Hohenzollern, *grosso modo* représentatifs, fut mise en place, progressivement quoique violemment, par Bismarck à partir des années 1860. De 1918-1919 à 1945, on est confronté d'abord à la légitimité branlante de la république de Weimar, si méritoire soit-elle, puis à l'indéniable illégitimité de l'hitlérisme (1933-1945), sur laquelle il est inutile d'insister, en dépit d'élections initiales qui gardaient les apparences de la démocratie. La République fédérale, instaurée post-1945 par étapes successives, bénéficiera d'une légitimité progressivement et pleinement conquise, plus incontestable que jamais depuis la réunification consacrée en 1990. La préalable chute du mur de Berlin (1989) fut ainsi, selon certains, l'événement le plus heureux de l'histoire de l'Allemagne. Toujours pour l'Europe, le cas des petits pays ou prétendus tels, Suisse et Pays-Bas, est paradoxalement trop complexe ou trop anciennement établi pour qu'un historien « moderniste » puisse s'en occuper dans le détail.

Hors d'Europe, aux États-Unis, la légitimité républicaine semble établie dès 1776-1787, mais en réalité l'énorme scandale de l'esclavage reste en place et ne disparaîtra qu'à partir de la fin de la guerre de Sécession (1865), conflit extrêmement sanguinaire. En ce cas également, la transition vers une légitimité définitive et qui n'est plus souillée par l'esclavage, étalée sur plus de quatre-vingts ans, a des aspects tragiques, notamment *in fine*.

D'ouest en est. Le cas du Japon est lui aussi pédagogique. On enregistre les premiers contacts avec la modernité à partir des années 1860, puis, à travers tel ou tel régime militariste et de folles ambitions lors de la Seconde Guerre mondiale, une américanisation rapide intervient à partir de 1945. Elle respecte certains caractères originaux du pays, dont l'empereur ; elle accouche d'un régime effectivement et

relativement démocratique dans un style fidèle aux « couleurs locales » du pays, régime qui semble stabilisé.

Pour ces différents pays, l'évolution ainsi résumée semble celle d'une *success story*, mais à quel prix dans la phase médiane, lors de tel ou tel de ces processus : le prix du sang ! Même l'Angleterre n'a pas été entièrement épargnée par ce genre de violences, guerre civile et autre, lors de sa première révolution, celle de 1640 et des années suivantes. Quant à la Russie, pour ne pas parler de la Chine, ces deux puissances sont loin, et pour cause, d'avoir parcouru le cycle complet que nous avons décrit pour celles précédemment citées. D'autres exemples, positifs ou négatifs, mériteraient d'être mentionnés, l'Inde par exemple dans un registre plutôt positif, mais ils se situent hors du modèle transitionnel que j'ai décrit et il serait par conséquent trop long de les évoquer ici dans le cadre de ce bref exposé.

Que penser de la fameuse « mémoire » dans tout cela ?

On évoquera à ce propos la décision, très « mémorielle », de l'Assemblée nationale relativement à l'incontestable existence du génocide arménien. Celui-ci ne fait pas de doute, puisque effectivement une partie considérable de ce peuple, importante fraction de la chrétienté d'Orient, a fait l'objet d'une tuerie de masse. Cela dit, et en faisant la part du respect que nous devons aux parlementaires et à la représentation nationale, il appartient aux historiens et non pas aux représentants du peuple, si souverains soient-ils, de décider de l'application d'un tel concept « génocidaire » à une population déterminée, caractérisée elle-même par l'ethnicité, la religion ou telle ou telle autre donnée.

La question de l'esclavage offre un autre exemple d'une partialité toujours possible. À maintes reprises, on parle de l'esclavagisme réalisé par les marines ouest-européennes, ibérique, française, anglaise, aux dépens des Africains, eux-mêmes vendus aux Blancs par les chefs tribaux de l'Angola et d'ailleurs. Mais la face cachée de la traite se situe sur l'autre versant du continent africain, celle que les trafiquants de chair humaine venus d'Arabie, au sens le plus large de ce mot, réalisaient aux dépens des peuples de couleur du Soudan et du Mozambique, etc.

La question que vous venez de poser concernait aussi et même surtout la mémoire historique en tant que telle. Pierre Nora a proposé et réalisé une grande étude sur les « lieux de mémoire » et qui a connu un succès très mérité. Mais le grand danger reste la substitution de la mémoire à l'histoire, elle-même discipline essentiellement critique, ce qui n'est guère le cas du mémoriel en tant que tel. Ne substituons pas Mnémosyne, petite déesse infime, à Clio, qui fut la muse bienveillante et parfois combative dont s'inspirèrent Jules Michelet et Marc Bloch. Substituer globalement la mémoire à l'histoire (mais il est vrai qu'il n'en est pas question) serait une fantastique régression qui nous ramènerait en deçà de Thucydide et même d'Hérodote.

Historiquement et mémoriellement, le génocide est une notion à la fois tragique et topique qu'il convient de réserver à quelques cas très précis ; ainsi les Juifs, les Arméniens... Pour le reste, la gamme des expressions possibles relativement à des massacres de masse est suffisamment vaste pour qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à ce concept ultime. Les historiens « vendéens », je veux dire ceux qui travaillent dans le cadre du département actuel et des problèmes anciens de la Vendée, ont beaucoup fait pour donner une conception critique de la Révolution française. Ils sont allés très loin, de façon brillante et convaincante, et il n'est pas besoin d'aller plus loin encore. Leurs analyses numériques, démographiques et textuelles sont convaincantes et se suffisent à elles-mêmes. L'évocation même des Juifs et des Arméniens, deux minorités ou deux peuples doués pour chacun d'entre eux d'une centralité et d'une identité religieuse bien caractérisées, semble indiquer que, dans le concept même de génocide, la religion martyrisée paraît jouer un rôle essentiel même s'il n'est pas unique ni monopoliste. Une réflexion sur cette caractéristique pourrait permettre une identification plus précise du mot et du concept de génocide ainsi mis en évidence.

Peut-on parler d'un « génocide générationnel » pour la guerre de 1914-1918 ? Il suffit de formuler cette proposition pour réaliser que le substantif utilisé de la sorte n'ajoute rien à notre connaissance de cette catastrophe. Le fait est que celle-ci concerne une catégorie particulière de personnes : des hommes âgés de dix-huit à cinquante ans mobilisés dans les armées française, allemande, russe et autres au cours des quatre années en question.

Mais laissons de côté l'époque de la Marne et de Verdun. Pour les

massacres immenses qui caractérisèrent la Seconde Guerre mondiale, quelle que soit la dénomination employée à leur propos, l'existence d'un ordre écrit et signé de la main d'un dictateur apporte une certitude plus considérable encore mais nullement indispensable. C'est le cas des tueries de Katyn, ordonnées par Staline avec sa signature effective en bas du texte qui décidait ainsi de la mort de milliers d'officiers polonais.

En dehors de toute conception génocidaire, qui engendrerait à chaque fois un débat inutile sur le vocabulaire, la politique britannique vis-à-vis de l'Irlande jusqu'au XIX^e siècle inclus peut permettre une réflexion plus extensive. Lors de la famine de 1846-1847, qui tua plus d'un million de personnes en Irlande, les Anglais continuaient à importer des céréales en provenance de cette île la plus occidentale de leur archipel. Quelle que soit notre admiration pour la civilisation britannique, on est contraint d'admettre que la politique irlandaise du gouvernement de Londres fut la face noire ou, comme on pourrait dire, la lune obscure des brillantes réalisations anglo-saxonnes, de Cromwell à Disraeli.

Pour en revenir à des politiques d'élimination plus ou moins totale, on peut prendre le cas de la révocation de l'édit de Nantes (1685). Elle n'était pas un geste homicide au sens physique du terme, même si elle fit de nombreuses victimes. Elle visait, sans y parvenir en totalité, à l'élimination, conceptuelle si l'on peut dire, d'une communauté contrainte à la conversion forcée ou à l'émigration clandestine. Dès la mort de Louis XIV (1715) pourtant, cette politique s'atténua, non pas dans l'intention, toujours présente en principe pendant une assez longue partie du règne de Louis XV, mais dans la réalité des faits.

Un cas d'éradication totale est celui du catholicisme japonais liquidé par le shogunat à partir de l'extrême fin du XVI^e siècle ; seules survécurent quelques communautés clandestines. On pourrait mentionner encore le cas des vieux-croyants en Russie, opprimés par l'orthodoxie hyper-orthodoxe. Actuellement (ou il y a peu), on peut mentionner la très rude offensive des communistes chinois à l'encontre des monastères tibétains.

Permettez-moi de personnaliser ma question : comment vous représentez-vous le couple de Gaulle-Mitterrand, résultat de relations

souvent difficiles entre les deux hommes?

Le seul personnage, flanqué de peu d'émules sur le moment, qui voyait clair en ce qui concerne ces problèmes, c'était Charles de Gaulle, avec l'illustre appel du 18 juin 1940. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il fut fort peu suivi au début. Les militants du PCF ne devinrent à peu près lucides, après d'énormes bourdes, qu'à partir du 22 juin 1941, soit un an et quatre jours après le Général. Quant à François Mitterrand, il a été prisonnier de guerre sous l'Occupation pendant une assez longue période. Dès son évasion (décembre 1941), il fonctionne dans le système de Vichy, en faveur des prisonniers de guerre. Progressivement, il devient ce que les historiens français de cette période difficile appellent maintenant un « vichysto-résistant ». À partir de ses voyages à Londres et en Algérie, à partir également de ses contacts avec de Gaulle, peut-être moins dramatiques qu'il ne l'affirmera par la suite, c'est en 1943 un résistant tout court. Il maintient ses contacts avec l'administration vichyssoise, mais les puristes qui lui en font le reproche sous-estiment systématiquement le fait qu'à un certain niveau de responsabilités un homme comme lui ne pouvait s'abstenir totalement de relations avec l'État de fait qui fonctionnait au cœur du thermalisme de l'Allier. Il est certain que, pendant une assez longue période, il a été attentiste, attendant que se dessine plus nettement le camp victorieux. De Gaulle appartenait au camp des extra-lucides, pour des raisons morales également. Le bon sens paysan de Mitterrand lui interdisait sans doute de s'élever d'entrée de jeu jusqu'à de telles altitudes. L'ensemble des Français ne devait démêler le vrai du faux, non sans myopie parfois, que quelques saisons avant, pendant ou même après la Libération. Après coup, après combien de coups, il devient facile en effet de prendre parti, surtout quand c'est, de toute évidence, *a vista de nas*, le parti du plus fort ou devenu tel de 1944 à nos jours.

Depuis un certain nombre d'années, essayistes et journalistes entreprennent de juger l'histoire récente, l'entre-deux-guerres, puis Vichy, la guerre d'Algérie alors même que les archives ne sont pas toutes accessibles...

Deux mots sur ce point à propos de ce que l'on peut appeler l'histoire ultra-contemporaine, ou peu s'en faut. J'ai déjà évoqué à ce propos l'œuvre de Robert Paxton. Il a pu faire en certains cas l'histoire de Vichy, phénomène qui lui était à l'époque presque contemporain étant donné sa génération, vue sous l'angle de la malédiction, vision qu'on aurait pu souhaiter plus nuancée. De fait, en d'autres circonstances géographiques et historiques certes, deux vers de Verlaine auraient pu être évoqués, avec la discrétion qui s'impose :

*Car la nuance seule fiance,
Le rêve au rêve et la flûte au cor.*

En d'autres domaines, une histoire récente est presque aussi difficile à mettre en place, notamment en ce qui concerne l'ancien empire français d'outre-mer. Sur l'Algérie par exemple, on est passé, sans transition, d'une histoire coloniale parfois bénisseuse au discours anticolonialiste pur et dur. Reconnaissons honnêtement, en tout état de cause, que, s'agissant du Vietnam, la France a peut-être raté le coche. On avait affaire à une population dont toute une partie était de haut niveau intellectuel ou susceptible en tout cas de profiter au maximum de l'éducation qu'aurait pu ou dû apporter la République française. Et cela d'autant plus que c'était justement la République de Jules Ferry, alphabétisant l'Hexagone, qui donnait pour quelques générations ces nouveaux territoires à la France colonisatrice. Ce contraste de nos attitudes nationales de l'Europe à l'Asie ne scandalisait personne à l'époque, mais il avait quand même, tout bien réfléchi, quelque chose de paradoxal. Jules Ferry était pour les uns l'indispensable maître d'école des Français et pour les autres le « Tonkinois » initiateur de notre mainmise sur un grand pays d'Extrême-Orient. Contradiction peut-être insoluble, mais *chi lo sa* ?

Que pensez-vous d'une historiographie fondée sur l'histoire orale ?

Je répondrai indirectement et d'une façon qui peut déplaire. J'ai, il y a pas mal d'années, participé à une enquête sur la vie rurale en France. Elle était menée par un technicien au meilleur sens du terme, d'une grande intelligence, Daniel Vigne, avec lequel j'ai travaillé *in situ* pendant toute une période. Le paysan, me semble-t-il, quoique

volontiers loquace à l'intérieur de sa communauté, offre souvent à l'enquêteur, lui-même extérieur au milieu rural, le témoignage d'un certain silence. Si scandaleux que cela puisse paraître, l'intervention de la télévision, si critiquable soit-elle par moments, peut briser ce mur du non-dit. L'homme de la campagne s'est longtemps senti quelque peu méprisé par les nouveaux médias et par les personnes qui agissent en leur nom. Si celles-ci font preuve de suffisamment de tact et d'humilité, si le fermier-laboureur, comme on disait d'un terme admirable au ^{XVII^e} siècle, a l'impression de ne pas être traité comme un paria du monde actuel, il est susceptible de donner un témoignage véridique et sincère, y compris filmé, mais il se replie sur lui-même s'il a l'impression d'être l'objet d'une enquête indiscrete ou déplacée, voire impudique. Le problème, pour l'enquêteur, c'est de disposer d'un discours paysan ou villageois authentique, dans les limites de cette authenticité toujours fragile. Récemment, dans un organe de presse, j'ai noté le témoignage d'un groupe de femmes qui voulait porter la parole féminine ou féministe à des électeurs du Dauphiné, y compris ruraux, afin de faire élire l'une d'entre elles à la représentation nationale ou régionale. Je citerai l'un des propos qui émanaient du groupe en question : « Vous vous rendez compte, elles se sont même adressées à *des paysans* ! » Il y avait dans cette phrase et dans les mots qui l'accompagnaient un tel mépris, implicite ou explicite, que je me suis cru reporté à je ne sais quelle époque, balzacienne ou du genre Maupassant, lui-même s'exprimant avec mépris – et avec un immense talent – sur les paysans d'une Normandie qui lui était pourtant co-existentielle.

L'histoire des guerres, qui semblait condamnée par l'école des Annales, a repris de nos jours toute son importance. Ce retour vous paraît-il légitime ?

Effectivement, l'école des Annales, avec Lucien Febvre dans les années 1920 et 1930, souhaitait s'écarter de l'histoire des guerres, considérée comme trop événementielle... et trop horrible ! L'histoire des guerres et puis celle du fascisme, du stalinisme, du nazisme et des dictatures apparaît en réalité depuis bien longtemps comme passionnante et à juste titre. Pour me borner à un exemple, les

ouvrages de Paul Preston sur la guerre d'Espagne et le franquisme sont irremplaçables, et l'école historique anglaise a donné de nombreuses sommes sur les régimes bellicistes hitlérien, mussolinien, etc. Dès les années 1930, les travaux de Boris Souvarine sur le communisme stalinien ont tranché heureusement sur les livres bénisseurs que publiaient les « penseurs » communistes à propos du bolchevisme et de l'Union soviétique. Le communisme, pour sa part, est inséparable des grands événements de la fin de la Première Guerre mondiale, ainsi que du déroulement de la Seconde. Il est très largement associé, d'autre part, au phénomène de guerre froide. Annie Kriegel fut l'une de nos grandes spécialistes du communisme français et elle mérite notre respect et notre admiration, de ce fait, même si, à tort ou à raison, elle ne se réclamait pas officiellement de l'école des Annales, étant du reste en assez mauvais termes avec Fernand Braudel. Il est regrettable que, depuis la mort de cette excellente historienne, aucun de ses ouvrages n'ait été réédité.

En France, il n'est pas si facile de se dégager de la spécialisation sur une période donnée. L'école des Annales a-t-elle su se dégager de cette périodisation ?

Il y a bien entendu des cloisonnements, tellement extrêmes parfois qu'ils en deviennent regrettables, mais les esprits libres et généreux peuvent faire craquer de tels carcans, comme le firent effectivement Fernand Braudel et Pierre Chaunu. Du reste, dès lors qu'il y avait travail collectif, il devenait facile d'enfoncer de telles cloisons : sur l'histoire rurale de la France, l'histoire urbaine, l'histoire des femmes, l'histoire religieuse, etc. (Georges Duby, en ce domaine, a fait figure de chef d'école).

Personnellement, j'ai navigué volontiers de l'an mil au ^{xx}e siècle ou, plus exactement, du ^{xiii}e ou ^{xiv}e siècle jusqu'au ^{xxi}e. Voyez mon *Histoire humaine et comparée du climat* (Fayard). Un médiéviste fera volontiers de l'histoire contemporaine tout en chevauchant tant soit peu les siècles intermédiaires. Ce fut, avec l'immense respect qui lui est dû, le cas de Marc Bloch. L'inverse est moins vrai : un contemporanéiste aura quelque difficulté à s'intéresser de façon approfondie au Moyen Âge, ne serait-ce que parce que le

contemporanéiste en question ignore résolument le latin et la paléographie.

Sur certains sujets des recherches peuvent heurter des sensibilités contemporaines ; n'est-ce pas dissuasif pour les jeunes générations d'historiens ?

Je l'ai dit, Robert Fogel, historien et économiste américain, a publié une histoire économétrique de l'esclavage dans les plantations cotonnières du Sud des États-Unis. Celles-ci étaient d'une extrême rentabilité et efficacement gérées par les planteurs blancs qui dirigeaient une main-d'œuvre servile. On a aussitôt accusé, explicitement ou implicitement, Fogel de racisme à l'égard des esclaves sudistes d'origine africaine proche ou lointaine. En fait, son propos était purement scientifique et dénué de tout préjugé racial. De même l'esclavage afro-américain à Saint-Domingue, tout à fait condamnable d'un point de vue éthique, n'en a pas moins dynamisé l'économie antillaise et atlantique du XVIII^e siècle. Une étude strictement quantitative, démographique et économétrique, à l'instar de celle de Fogel, sur de tels problèmes serait inévitablement amenée à quantifier, à objectiver, voire à chosifier le travail de la main-d'œuvre d'esclaves employée aux plantations des îles. Cela pourrait susciter des interprétations éventuellement et inutilement critiques. Des phénomènes de ce genre sont apparus sur le mode oral, à tout le moins à travers des réflexions parfois désagréables vis-à-vis de l'importante thèse de Pétré-Grenouilleau relative à la traite négrière (1993). Les intentions de cet auteur étaient pourtant académiques au sens universitaire de ce terme et expressément anti-esclavagistes. Il y a là dans l'avenir une possibilité de dissuasion toujours concevable à l'égard de certains domaines de la recherche historique, qu'il vaudrait mieux dans ces conditions ne pas visiter, quitte à les laisser en friche ; ce qui serait regrettable.

La rigidité des rapports gauche-droite influence sans doute l'historiographie qui se fissure éventuellement selon des critères du même genre.

Dans les médias, il y a un certain temps, j'ai pris connaissance d'un reportage relatif à l'extrême droite, reportage évidemment hostile, lequel se terminait sur la mise en cause d'un antisémitisme toujours présent, quoi que pas forcément évident d'après les données qu'évoquait cette émission. Au cours d'une autre soirée, j'ai assisté sur le Parti communiste français à des interventions qui donnaient dans l'angélisme. On ferait mieux de se reporter à l'œuvre, déjà évoquée *supra*, d'Annie Kriegel relativement à la double identité du PCF dans sa gloire passée, partagé entre son affiliation stalinienne et soviétique et sa base ouvrière. La droite a évidemment interdiction de s'allier avec l'extrême droite ; par contre, l'extrême gauche est un terrain de prospection, d'affiliation et le cas échéant d'alliance pour la gauche. Les mauvais esprits restent rêveurs au vu de cette dissymétrie.

La pensée française est rectangulaire, cartésienne : il y a des angles droits et même des angles obtus solidement établis. En revanche, la pensée italienne est volontiers souple, voire entortillée et même macaronique : cela peut aller d'ailleurs jusqu'à l'excès. Votre grand-oncle a été fusillé pour de bonnes ou de mauvaises raisons par des communistes lors de la libération de la Toscane en 1945 ; cinquante ou soixante ans plus tard, les fusilleurs ne sont plus présentés comme communistes mais comme fascistes. Le grand-oncle est passé à gauche. Que sa mémoire soit bénie ! Dans un ordre d'idées moins caricatural, Gianfranco Fini a longtemps été mis en quarantaine, dans le genre d'une espèce de Le Pen italien ou apparenté. En un tournemain et pour des raisons que j'ignore, il a été blanchi, il est devenu présentable... J'ai même déjeuné à sa gauche lors d'une réception à l'ambassade italienne à Paris : n'est-ce pas une preuve qu'il est fréquentable ?

En histoire, les jugements politiques, qu'ils soient objectifs ou non, sont légion. Je citerai l'exemple de Louis XIV, longtemps considéré comme un affameur du peuple français, y compris par Pierre Goubert qui fut pourtant l'un de nos plus grands historiens du XVII^e siècle. Mais son collègue François Bluche est tout à coup apparu comme un archange dans un ouvrage louis-quatorzien qui fit quelque bruit. Quoique protestant et donc sujet aux foudres de la révocation de l'édit de Nantes, Bluche a prononcé l'éloge du roi de France le plus considérable de l'Ancien Régime. La réhabilitation effectuée de la sorte est passée sans trop d'embarras et voilà Louis XIV revenu en

bonne place par toute une partie de l'historiographie, y compris américaine. On en revient donc à certains thèmes usuels de l'historiographie française : le ^{xvii}e siècle a ses grands hommes ou ses hauts personnages : Henri IV, bien sûr, mais aussi Richelieu et Mazarin qui s'embarrassaient peu pourtant des crises famineuses et du niveau de vie populaire. Par contre, le ^{xviii}e siècle est dépourvu d'un super-monarque dans le genre du Roi-Soleil, mais cette époque plus tardive est par ailleurs celle de la croissance du PIB de la France et d'une certaine amélioration du niveau de vie populaire, laquelle pousse les peuples de l'Hexagone non plus à mourir de faim mais à se lancer de plus en plus dans des aventures contestataires qui culmineront à partir de 1788 et au cours des six ou sept années suivantes.

Ne sommes-nous pas confrontés à la perte d'un certain nombre de repères religieux ?

On est très loin, bien évidemment, en ce domaine de ce qu'on appelle parfois la « période axiale » qui vit émerger de façon progressive les figures illustres de Bouddha, Confucius, Socrate et quelques autres aux alentours du milieu largement entendu du dernier millénaire avant notre ère.

Le christianisme en Europe passerait plutôt par une phase régressive, à l'heure actuelle. D'aucuns, dont je suis parfois, estiment qu'il mériterait d'être simplifié plus encore, mais alors, à force d'érosion, il risquerait éventuellement de disparaître. Permettra-t-on à un pratiquant de base de risquer certaines suggestions ? Dès lors qu'on ose proposer le mariage facultatif des prêtres ou la féminisation partielle du clergé, d'aucuns ricanent ou protestent, y compris parmi les catholiques qui sur d'autres problèmes se situeraient volontiers à gauche mais qui tiennent à garder la rigidité existentielle de l'institution. Je laisse pour le moment cette question ouverte, à défaut de disposer d'une réponse qui serait efficace et convaincante.

Par-delà le problème religieux, plus concrètes, plus réalistes jusqu'à un certain point sont les idées de Samuel Huntington relativement à un certain « choc des civilisations ». Cet auteur est sans doute allé trop loin quand il a exigé, dans un livre publié en 2004, un

alignement général des citoyens américains sur le *credo* anglo-protestant. La position huntingtonienne est tout à fait choquante quand on pense que jusqu'à présent l'existence d'une vaste population de catholiques aux États-Unis était considérée comme faisant partie intégrante de l'identité nord-américaine. Mais, pour en revenir au choc des civilisations, il est incontestable : un immigrant d'origine italienne, polonaise ou espagnole s'assimilait sans grande difficulté à la culture française, ou du moins une ou deux générations paraissaient suffisantes pour que s'accomplisse un tel processus. Il n'en va pas toujours de même pour des personnes originaires du Maghreb pour lesquelles l'islam demeure une réalité fondamentale – et pourquoi pas, en effet –, mais associée à une permanence de la différenciation.

Que dire alors de la théorie de Max Weber qui associait pratique religieuse et succès économique ?

La thèse de Max Weber sur l'adéquation entre la pensée protestante et le capitalisme est régionalement assez exacte, mais elle est loin de couvrir le vaste ensemble géographique de la question. Les grandes nations industrielles européennes au XIX^e et début du XX^e siècle – Angleterre, Allemagne, Belgique – disposaient éventuellement d'un protestantisme actif, à l'exception de la Belgique pourtant si dynamique à ce point de vue, mais elles disposaient aussi d'une très forte production de houille qui a permis un démarrage facile de la chose industrielle. En France, la bourgeoisie manufacturière de Lille-Roubaix-Tourcoing faisait preuve d'une grande dévotion « papiste » et d'un esprit capitaliste extrêmement poussé associé à des réalisations usinières, manufacturières... et minières tout à fait remarquables. Qui plus est, la théorie wébérienne ne s'applique absolument pas au capitalisme conquérant du Japon depuis bien longtemps, mais aussi de la Corée du Sud, de Taïwan et de la Chine. On en dira autant de l'Italie du Nord et de la Bavière, qui, aussi bien l'une que l'autre, sont peuplées de catholiques et/ou de libres-penseurs, tout en disposant de remarquables réussites sur le plan économique.

Il me semble qu'il faut nuancer. Weber ne s'intéresse pas au capitalisme en tant que tel, mais à une certaine forme d'esprit du capitalisme moderne telle qu'elle apparaît en Occident aux XVI^e et

XVII^e siècles. Il étudie la naissance d'une nouvelle forme de conduite de la vie économique, appuyée en certains endroits par la morale calviniste. C'est une affinité élective, non pas essentiellement un rapport de cause à effet. Sa théorie spiritualiste ne se substitue pas aux considérations matérialistes, mais la complète.

Paul Ricœur souligne l'importance du récit dans l'écriture de l'histoire. Une partie de votre œuvre répond tout à fait à cette exigence.

Paul Ricœur et André Burguière ont beaucoup aimé *Montaillou*. Je pense en effet, c'est une évidence, que le récit est l'un des aspects essentiels de l'histoire, non pas le seul bien entendu. Disons que l'école des Annales représente une étape importante dans l'historiographie française et même mondiale, depuis les années 1920 jusqu'à la fin du XX^e siècle. J'ai toujours été et demeure solidaire de la revue *Annales*, y compris dans sa forme actuelle. Mais d'autres genres historiographiques bien antérieurs à l'œuvre de Bloch et Febvre ont persévéré dans leur être. Dans l'historiographie anglo-saxonne, la biographie demeure un genre essentiel et souvent fascinant.

Les problèmes de l'insécurité reviennent inévitablement au cœur de la réflexion historique.

L'histoire de l'Europe occidentale, en particulier de la France, fut longtemps celle d'une sécurité croissante pour les personnes et, le cas échéant, pour les biens. Il y a eu par la suite, sans qu'il faille exagérer cette tendance, après la Seconde Guerre mondiale, une certaine décroissance de la sécurité dans les rues et dans les villes à partir de modèles de comportement souvent importés des États-Unis. Certains élèves de Pierre Chaunu, notamment à l'université de Caen, ont développé une recherche intéressante à ce propos. J'ai moi-même accueilli leurs réflexions avec beaucoup d'intérêt. Cette réception favorable de ma part fut l'objet, on l'a vu, d'une controverse, restée surtout orale, avec Michel Foucault, ses disciples et moi-même. Foucault s'intéressait considérablement aux problèmes de la répression, policière et comportementale, lors des siècles de l'âge moderne et contemporain. L'oppression qui pesait selon lui sur les

« classes dangereuses » constituait dans sa problématique un thème récurrent. Tout cela renvoyait, entre autres objectifs de pensée, à ce qu'il avait appelé le « grand enfermement » dont étaient victimes, selon lui, les fous, les marginaux et autres catégories sociales positionnées en bordure des groupes civilisés. Tout ou presque était, selon lui, affaire de pouvoir. La chose pouvait, en ce qui le concernait, devenir humoristique : ayant pendant quelque temps adopté la pratique personnelle de la bicyclette dans la circulation parisienne, ce dont on ne pouvait en soi que le féliciter, il voyait dans le duel entre les camions de plusieurs tonnes et les vélocipèdes une affaire de pouvoir, sur le mode volontiers plaisant.

Pour en revenir au vaste dossier de la sécurité, pas seulement routière bien entendu, je pense de manière répétitive, avec Chaunu et ses élèves, que les XVIII^e et XIX^e siècles (indépendamment bien sûr des guerres et des révolutions qui sont des réalités d'un autre ordre) constituent des phases de sécurisation croissante pour les individus et pour les familles. Les statistiques de l'homicide, pour autant qu'elles existent, indiquent en Europe occidentale un apaisement progressif de la violence meurtrière, apaisement qui semble avoir été maximal au cours des années 1930 et 1950, les records mortifères de la Seconde Guerre mondiale se situant, je le répète, dans un secteur bien différent – militaire, étatique et concentrationnaire – indépendant des comportements individuels infiniment plus moralisés que ceux des armées et des États. Ce qu'on doit mettre en cause au niveau des individus, encore eux, au niveau des civils si l'on peut dire, c'est un progrès de l'éducation par un certain type de formation religieuse, par l'école et par la famille.

C'est en quelque sorte un fait de civilisation des mœurs qui s'est produit en particulier au XIX^e siècle, à la Norbert Elias. Quelles sont aujourd'hui les causes de la diffusion d'une nouvelle violence ? Le cinéma peut-être et presque à coup sûr, quoique dans certaines limites, la télévision, qui offre quotidiennement des exemples de comportements barbares au titre des nouvelles du jour, mais sous une forme presque incitative vis-à-vis de diverses personnalités désaxées ou démoralisées par certains genres de vie actuels, marginaux et autres. Effectivement, la sécurité était un acquis, c'est devenu une préoccupation.

La Corse et Marseille, capitales françaises de l'homicide, dépassent

certainement les bornes, mais n'atteignent pas encore, me semble-t-il, aux réalisations américaines en ce domaine un peu spécial. Faut-il dire que les lions, à une certaine époque, étaient devenus des renards ? Les réalisations des assassins en France, les attaques contre les personnes sont encore largement surclassées par la délinquance contre les biens. Dans divers pays, Suisse, États-Unis, les citoyens peuvent détenir à domicile une ou plusieurs armes à feu, mais les conséquences en termes de tueries individuelles ou collectives paraissent beaucoup plus importantes outre-Atlantique que ce n'est le cas dans les cantons helvétiques.

Peut-on néanmoins dire que le territoire national est « sanctuarisé » pendant toute une période, du milieu du XVII^e au commencement du XIX^e ?

Le relatif abaissement de l'action meurtrière entre les civils ne doit pas faire oublier le problème considérable des actions belliqueuses, des guerres. Tout le monde a entendu parler des guerres de Cent Ans, en principe de 1337 à 1453, en chiffres ronds de 1340 à 1450. C'était le fameux « Véchi les Angloués ! » qui suffisait à faire fuir à l'heure de la grand-messe toute la population d'un village. Ces guerres sont terriblement destructrices, économiquement et démographiquement, dans l'intérieur même du royaume. Il en va de même, quoique à un moindre degré, des guerres de Religion de 1560 à 1596. Il y a encore des guerres civiles en France dans les années 1620 et de 1648 à 1653 sous la Fronde. Par la suite, de 1654 à 1813, ce qui va devenir l'Hexagone est désormais sanctuarisé, presque cent soixante ans de paix intérieure tout au plus troublée par quelques petites guerres civiles : camisards, Vendée et violence guillotineuse... De 1814 à 1945, le tableau est beaucoup moins brillant : quatre invasions (1814-1815, 1870-1871, 1914-1918 pour une portion du territoire, 1939-1945 pour la totalité). Quatre invasions en cent trente ans, soit une tous les trente-trois ans, quatre vies du Christ en somme si du moins l'on suit la chronologie traditionnelle. Doit-on pour autant être nostalgique de l'Ancien Régime ? La question reste ouverte sur ce point particulier ; depuis 1945, nous avons bénéficié de près de sept décennies de paix intérieure.

Il y a tout de même une violence politique pendant l'entre-deux-guerres.

Cette tentation idéologique se manifeste fortement lors des événements effectivement mortels de février 1934. Plus généralement, les générations nées avant, pendant et après la Première Guerre mondiale ont surtout eu l'impression, parfaitement exacte, face à l'Allemagne, de vivre à l'ombre du mancenillier, arbre dont l'ombrage était effectivement considéré comme mortel selon certains mythes.

La période post-1918 est marquée, par ailleurs, par une instabilité gouvernementale plus considérable encore qu'avant 1914, et cela notamment au cours des années 1930. Les dirigeants britanniques se plaignaient, lors des négociations avec les Français contre Hitler, de n'avoir jamais affaire à Paris au même ministre des Affaires étrangères.

Après la victoire électorale de la droite au lendemain immédiat de la Première Guerre mondiale, le Cartel des gauches s'impose lors des élections législatives de 1924 : ira-t-il jusqu'à abroger le concordat favorable à l'Église catholique dans l'Alsace et la Lorraine réunies derechef à la France ? Cet extrémisme laïc ne parvient pas à s'imposer mais encourage notamment, par opposition, dans les deux départements alsaciens, l'essor d'un autonomisme régional dont certains militants seront, de temps à autre, tentés par les mirages du national-socialisme d'outre-Rhin, même s'il ne faut rien exagérer à ce propos.

Le Front populaire de 1936 sera célébré *a posteriori* grâce au souvenir des lois sociales qu'imposèrent cette année-là les élus socialistes et communistes parmi lesquels Léon Blum, sans oublier l'énorme pression en ce sens, exercée par des grèves sans précédent. Peut-on néanmoins affirmer que ce président du Conseil ait pris les mesures nécessaires pour renforcer la résistance militaire de la France face à l'hitlérisme ? Peut-être devrait-on dire tout simplement que la guerre du côté français était perdue d'avance, face à une Wehrmacht qui surclassait notre armée en bien des domaines : stratégie des blindés, aviation associée à ceux-ci, etc. La ligne Maginot n'était sans doute pas une sottise, mais elle s'interrompait fâcheusement tout au long de la frontière belge. Gamelin, généralissime français et allié, était nul face à Guderian ainsi qu'aux autres stratèges d'outre-Rhin et aux généraux allemands en général.

Nos militaires étaient incapables de vaincre face au bloc historique que constituaient la Wehrmacht et l'aristocratie prussienne. De Gaulle, théoricien de l'arme blindée, n'était pas écouté, et l'eût-il été que cela n'aurait sans doute pas changé grand-chose aux prodromes et aux réalités de la défaite. Une résistance militaire française efficace et victorieuse aurait sans doute coûté un million de morts ou davantage. Nos pertes pendant quelques semaines de guerre active, en mai-juin 1940, furent quotidiennement égales ou supérieures à celles de 1914-1918. Raymond Aron, qui parlait de ces questions en ma présence, semblait considérer que notre destin malheureux était inévitable : les Français, après le bain de sang de 1914-1918, littéralement n'en voulaient plus. Il me semblait, en l'écoutant, que ce grand intellectuel ne donnait pas entièrement tort sur ce point à nos compatriotes. Il a dit un jour en ma présence, en martelant ses mots, la remarquable phrase suivante, laquelle illustre son profond patriotisme : « Je suis national. » Ce propos me paraît se suffire à lui-même.

Et la disparition du service militaire ?

Je suis un peu embarrassé par cette question et je ne puis y répondre qu'en m'appuyant sur l'opinion de spécialistes compétents, d'intellectuels ou de journalistes confirmés : mon ami Jean-François Revel, qui fut directeur de *L'Express*, me disait un jour que les armes actuelles nécessitaient pour les manipuler la présence de militaires de carrière compétents auxquels la courte durée du service militaire ne permettait pas d'octroyer la formation indispensable, elle-même sujette à d'inévitables variations du fait du perfectionnement, si l'on peut dire, de ces outils tueurs. Sur ce point pourtant, les nations de l'Europe pacifiée ont eu, pendant quelque temps, des stratégies différentes. En Allemagne, le service militaire n'est plus obligatoire depuis 2011. En France, l'initiative chiraquienne dans le même sens date déjà de 1996-1997.

En sens inverse, je me souviens d'un grand médecin parisien aujourd'hui disparu, originaire d'une famille qui fut persécutée pendant l'Occupation : selon lui, au titre d'une opinion qui du reste était assez largement répandue, le SMO (service militaire obligatoire)

était la presque unique occasion de rapprocher les jeunes des diverses classes sociales, autrement dit la bourgeoisie (à laquelle il appartenait de son propre aveu) et les enfants du peuple : ouvriers, paysans, etc. Il était donc nostalgique de ce SMO dont il gardait du reste un excellent souvenir.

À l'époque où le service militaire était lourd et portait sur plusieurs années consécutives pour chacun des conscrits, notamment avant 1914, c'était une école de progrès de la nationalité française, un facteur d'intégration et de réduction des particularismes régionaux aujourd'hui célébrés il est vrai par la nouvelle gauche intellectuelle. La militarisation de la jeunesse a reposé jadis sur un consensus célébré de façon festive par le folklore des conscrits dans nos villages... Un certain vocabulaire a survécu pendant quelque temps à de telles institutions. Je dirais volontiers, en présence d'une dame ou d'un monsieur nés en 1929, même millésime que ma date de naissance : « Vous êtes ma conscrite » ou « Vous êtes mon conscrit ». J' imagine que, dans l'armée israélienne où les femmes font un service militaire de durée non négligeable, les expressions de ce genre, si toutefois elles existent, prennent une signification plus réelle, plus existentielle pour ainsi dire.

Démographie, natalité, immigration, pouvez-vous apporter quelques réponses sur ces variables dont certaines suscitent parfois la polémique...

Le rapport France-Allemagne sur les questions de natalité ou plus simplement (ce qui n'est pas tout à fait la même chose) sur les questions de fécondité fut sujet à d'importantes variations tout au long du xx^e siècle. En 1910-1913, on opposait volontiers le fils unique ou les deux enfants de la famille française moyenne aux trois ou quatre enfants, ou davantage, de la famille allemande. On avait allongé la durée du service militaire dans l'Hexagone, afin de rééquilibrer notre armée par rapport à celle, redoutable, de nos grands voisins de l'Est. Entre les deux guerres, la natalité française reste basse, mais la fécondité allemande s'effondre jusqu'à ce qu'elle soit prise en charge par les lois natalistes d'Adolf Hitler. À partir de 1942, un phénomène bizarre se produit dans les différents pays d'Europe : la natalité augmente un peu partout – il n'y a pas lieu d'avoir des regrets à ce

sujet – sans que soient atteints les plafonds hyper-natalistes de l'Afrique noire ou de l'Asie des très anciens régimes.

Revenons dans la longue durée de la démographie historique. Dans la plupart des pays du ci-devant tiers-monde, notamment en Inde, le mariage des filles était pré-pubertaire ou pubertaire vers l'âge de douze ans, ou à peine davantage. En Europe, à partir d'une date mal connue située au Moyen Âge, peut-être dans le haut Moyen Âge, le mariage tardif des filles, à plus de vingt ou même à vingt-quatre, vingt-cinq ans, s'installe. C'est ce que Pierre Chaunu appellera « l'arme contraceptive de l'Europe classique ». Deux ans de retard au mariage côté féminin, c'est un enfant de moins. Le résultat, c'est que la France et l'Allemagne étaient *grosso modo* à l'égalité démographique globale vers 1870 ; mais, au début de l'année 1914, on compte 40 millions d'habitants en France et 60 en Allemagne. Comme disait un démographe du XVIII^e siècle, les « funestes secrets » qui limitent la descendance du couple lambda ont pénétré chez nos compatriotes jusque dans le fond des villages, et cela sans aucune propagande. Ces nouveaux comportements se sont installés dans le silence des couples, dans le secret de la conjugalité. Révolution tacite tout à fait extraordinaire. Depuis la Libération, date approximative, la France, brisant le rideau de fer des 40 millions d'âmes, est passée de 40 effectivement à plus de 60 millions. L'Allemagne, par contre, a stabilisé sa population globale. Il y a aussi la natalité des immigrés : l'avance numérique qui caractérise la France va-t-elle durer ? On note déjà un certain fléchissement, mais il ne faut jurer de rien. En Europe du Sud, notamment Italie et Espagne, cette baisse est forte, comme elle est forte aussi dans l'élite des immigrés asiatiques aux États-Unis notamment, championne de l'enfant unique, lequel travaille pour mieux réussir ses études et sa carrière jusqu'aux heures tardives de la soirée voire de la nuit, aiguillonné en cela par ses père et mère. Chaunu, sur ce point et sur quelques autres, parlait même pour l'Europe d'« implosion », ce qui l'incitait à faire preuve de passion dans ses écrits, parfois polémiques, sur la natalité.

Nous sommes pris entre deux problèmes éventuellement inconciliables : d'une part, l'écologie, ou plus exactement les écologistes, souhaite qu'on limite la population, mais professe par ailleurs des idées d'extrême gauche sans vouloir s'intéresser à ceux qui, au centre ou à droite, sont eux aussi des défenseurs de la nature

mais sans proclamation d'une idéologie sinistrée et simultanément bien-pensante. D'autre part, les positions classiques de la plupart des autres partis, de droite et de gauche, qui proclament leur amour pour la croissance économique supposée source de bien-être pour le peuple dans son ensemble, ainsi qu'on a pu l'observer lors des dernières élections législatives en 2012. On pourrait évoquer aussi les problèmes du vieillissement de la population. Étant moi-même juge et partie, il m'est difficile de développer ce thème bien connu. Le vieillissement est à la fois une bénédiction pour un certain nombre de personnes âgées, lesquelles embrassent à maintes reprises la douce carrière de grands-parents. C'est en même temps une semi-catastrophe du fait de l'alourdissement des retraites dont les bénéficiaires peuvent jouir dans certains cas, il est vrai extrêmes, depuis leur soixantième année jusqu'à la centième. Certains scientifiques parlent même d'allonger plus encore la vie humaine à titre individuel de façon spectaculaire. Faut-il parler, en ce qui les concerne, de savants fous de la démographie ? Cette perspective est plus effrayante que réjouissante.

Les historiens s'intéressent inévitablement à toutes les questions de démographie... et de sexualité. Freud est-il passé par là ? C'est ce qu'un grand historien rhodanien appelait « l'histoire prostibulaire », sur la base d'une expression d'origine latine.

De fait, à Paris au XVIII^e siècle, il y avait des dizaines de milliers de prostituées exploitées par des clients peu scrupuleux et par des souteneurs qui l'étaient moins encore. *Idem* à Londres. Comme pour la drogue aujourd'hui, il y eut création d'un marché plus ou moins clandestin et de gangs violents. On connaît bien la prostitution dans la capitale au temps des « Lumières » grâce à l'important ouvrage de Marie Benabou, auteur d'une grosse thèse de doctorat relative à ces personnes, pauvres filles venues de la campagne ou courtisanes huppées. La clientèle était très variée, allant des abbés de cour aux magistrats suprêmes en passant par le bon peuple. La fin tragique de cette historienne a interrompu une carrière que caractérisaient au plus haut point l'érudition et l'esprit de synthèse. Pour en rester au travail de recherche historiographique en question, disons que la plus grande réussite d'une femme du Paris de Louis XV, venue de ce milieu bien

particulier, est celle de Mme Du Barry, ex-courtisane devenue maîtresse attitrée d'un roi de France. Elle n'avait certes pas l'extraordinaire culture littéraire et mondaine de la Pompadour, venue, elle, d'un milieu somme toute bourgeois et relativement cultivé. On peut stigmatiser celle-ci en tant qu'entremetteuse des plaisirs d'un souverain ou lui rendre hommage comme porte-étendard un peu suspect de l'esprit des Lumières en une époque où la France et Paris en particulier se situent au meilleur et comme à l'apogée des cultures européennes à la veille ou à l'avant-veille des grands renversements de la Révolution et de l'Empire. Au XIX^e siècle, une femme devenue comtesse, et responsable de l'un des plus remarquables salons littéraires de Paris, venait elle aussi en son point de départ sociologique de ce qu'on appelait encore d'un vocabulaire pudique les milieux de la « galanterie ». Il s'agissait de la comtesse de Loynes, honorablement mariée dans l'aristocratie.

Permettez-moi une ultime question, personnelle celle-ci. Vous avez été atteint de déficience oculaire et votre vue s'affaiblit en dépit des interventions médicales. Vous continuez pourtant à travailler tout en ayant quelques activités de loisirs.

À une certaine époque j'ai pratiqué le cyclisme et la natation. Actuellement, je suis dans une situation quasi hollywoodienne : je profite de la présence d'une piscine très proche de l'immeuble où j'habite. J'ai beaucoup voyagé autrefois : longs séjours aux États-Unis, etc. De nos jours, ma femme et moi sommes devenus quelque peu casaniers. Une telle existence me paraît, de temps à autre, relativement monotone, mais bien d'autres personnes sont plus à plaindre que moi. Je participe aussi à des colloques et à des conférences mais, mal voyant et me déplaçant plus difficilement qu'autrefois, cela devient assez compliqué. Il y a aussi l'Institut de France, plus précisément l'Académie des sciences morales et politiques, aux séances de laquelle je me rends régulièrement. Il y a encore le Collège de France où je fais de temps à autre une apparition. En compagnie du professeur Édouard Bard, j'ai récemment invité dans cette maison, pour deux conférences majeures sur l'histoire du climat, Christian Pfister de l'université de Berne : il fut mon disciple en cette

branche du savoir, il est maintenant le maître à l'échelle internationale dans la discipline en question. Je vois également, quant à cette *historical climatology*, mes amis Valérie Daux, Emmanuel Garnier, Anouchka Vasak ainsi que d'autres personnes.

Ne pouvant ni lire ni écrire au sens qu'avaient ces verbes dans le passé, je suis à certains égards comme un analphabète du bon vieux temps, tel que l'ont décrit François Furet et Jacques Ozouf dans un ouvrage consacré notamment à ce genre de personnes, mais celles-ci n'avaient pratiquement pas été scolarisées, sous l'Ancien Régime – inutile d'insister sur cette différence. Ma situation n'est pas aussi désagréable qu'on pourrait le croire à première vue. Ainsi, je me suis résolu à beaucoup dicter, non plus à l'aide d'un magnétophone mais à divers collaborateurs et collaboratrices. Le résultat, je l'espère, est acceptable, mais ce processus renvoie toujours à un handicap dont on se passerait... Il y avait dans les bandes dessinées américaines du ^{xx}e siècle un personnage qu'on appelait Andy Capp. Il a été retiré de la circulation pour des raisons faciles à comprendre puisqu'il était offensant pour quantité de personnes frappées de disgrâces physiques ou morales de ce genre. Néanmoins, j'ai tendance à m'identifier de temps à autre à cet individu, ce qui ne manque pas de m'amuser. J'ai écrit un ou deux livres avec ce genre de méthodes et de dictées de personne à personne. Cela suppose un perpétuel contrôle, après coup, des phrases dictées, ce qui prend un temps assez considérable, mais on n'a pas le choix. J'ai pensé par moments à un projet qui, en ce qui me concerne, est à la fois ancien et nouveau : travailler derechef sur l'histoire rurale qui était ma vieille spécialité. Néanmoins, je n'oublierai pas, ce faisant, que ce genre de réflexions sur le passé du monde agraire appelle aussi un supplément d'âme écologique, notamment climatico-historique vis-à-vis duquel je dispose déjà d'une expérience personnelle assez considérable. Je reprends également avec une amie mes souvenirs de la BN du temps où j'en étais l'administrateur général, de novembre 1987 à janvier 1994.

Mon père s'était attelé à des Mémoires personnels à la fin de sa vie et il ne se pressait pas excessivement quant à ce projet, dans l'espoir d'avoir toujours quelque chose à faire ou à rédiger jusqu'à la fin de ses jours. En ce qui concerne un travail mémoriel de ce genre, quoique infiniment plus distingué que s'agissant de ma modeste personne, le duc de Saint-Simon disposait initialement du Journal de Dangeau.

Sans m'égaliser en quoi que ce soit à ces grands hommes, j'utilise à cet égard un journal plus ou moins hebdomadaire que j'ai tenu pendant une vingtaine de saisons au cours desquelles je dirigeais la Bibliothèque nationale. Je suis donc fort occupé, mais de temps à autre on se sent inadéquat à de telles tâches. Comme le dit mon ami Jean-Pierre Kahane : « Il faut savoir gérer son déclin. » Je dispose d'une machine à lire. Elle a changé ma vie, car, pendant quelques années, je ne pouvais plus lire un livre au sens le plus profond de cette expression. Désormais, à titre de passe-temps, si l'on peut dire, je lis beaucoup sur la Seconde Guerre mondiale, sur la guerre d'Espagne, sur l'histoire du nazisme et du fascisme. Je tâche de comprendre ce qui est arrivé à ma famille et à moi-même lors de l'occupation allemande et lors du débarquement en Normandie, ma province originelle.

Quant à mes projets, je suis né en 1929 et je ne peux pas en faire comme autrefois pour une longue période. Je m'intéresserai peut-être encore à l'histoire du climat, sur laquelle j'ai déjà publié de nombreux ouvrages. Néanmoins, je voudrais effectuer aussi, comme je l'ai dit, un retour aux paysans ou tout simplement à l'histoire rurale, comme l'entendait, dès les années 1930, Marc Bloch chef de file, avec Febvre, de l'école des Annales, comme chacun sait. Et de fait, un millénaire chasse l'autre. Dans un livre récent consacré au second espace de mille ans, celui qui commence au ^{XI}^e siècle, Mathieu Arnoux⁷, grand ruraliste devant l'Éternel, a dressé la figure pacifique et durable du laboureur, héros du beau Moyen Âge et d'une croissance économique jusqu'alors sans exemple. Elle ne se termine, provisoirement du reste, que dans la première moitié du ^{XIV}^e siècle. Le laboureur et le vilain, le gros fermier et le manouvrier forment ainsi le couple auguste qui, tant bien que mal, aura survécu dans nos campagnes de l'an mil au ^{XIX}^e siècle et plus tard encore. Néanmoins, la peste noire et les guerres de Cent Ans de 1348 à 1450 vont, je le redis, détruire à plus de 50 % ce peuplement rural de la France d'autrefois avec sa double nature, exploitante et prolétarienne. La renaissance démographique de 1450 à 1560 rétablit l'agreste duo dans son intégrité de l'avant-peste, soit 20 millions d'Hexagonaux dont dix-huit de paysans socialement structurés comme précédemment. Cette masse humaine est stabilisée dans le long terme jusqu'au ^{XVII}^e siècle inclus et même jusqu'en 1715,

malgré des blessures anti-populationnistes vite réparées que lui infligent de temps à autre les guerres bourbonniques et louis-quatorziennes.

Le XVIII^e siècle sera témoin, lui, d'un essor des peuplements agraires largement équilibré, sans plus, par le développement économique du temps des Lumières. La Révolution française libère la paysannerie du « joug » seigneurial, un joug qui n'était pas toujours aussi pesant qu'on le dit puisque aussi bien la seigneurie fonctionnait, comme l'a souligné Fernand Braudel, en tant qu'agent éventuel du développement de l'économie sur son territoire. De 1789 à 1815, la paysannerie survit comme telle, malgré les souffrances que lui infligent parfois les guerres de la Révolution et de l'Empire, compte tenu des pertes de plus d'un million de personnes qu'elle a dû supporter du fait de ces conflits. Le XIX^e siècle, jusque vers 1860 voire 1870, marque l'apogée, en volume démographique, du bloc agraire de la nation : plus de 30 millions de ruraux. L'Hexagone, en dépit des faibles rendements agricoles, est cultivé comme un jardin jusques et y compris sur les versants à raidillons de telle ou telle montagne découpée par des escaliers de terrasses artificiellement construites, surtout dans les régions situées au sud du parallèle de Lus-la-Croix-Haute (Drôme). Plus spectaculaire sera la chute de vastes pans de cet espace jardinatoire. Dès la fin du Second Empire et sous la III^e République, le reflux campagnard est amorcé. Bientôt, dès 1913, la population active non agricole est en voie de rattrapage vis-à-vis de sa consœur paysanne et villageoise.

Le massacre de 1914-1918 éprouve davantage l'agreste jeunesse que ce n'est le cas pour les ouvriers : ceux-ci sont souvent affectés spéciaux dans les usines d'armement. La dépopulation rustique continue dans l'entre-deux-guerres. Elle est ensuite freinée par l'occupation allemande, tant le secteur agricole, donc alimentaire et vital, se révèle plus que jamais indispensable dans un pays momentanément privé d'importations de nourriture. Pour un certain nombre d'agriculteurs, les années 1940-1944, si déplorables qu'elles fussent, ne furent pas les pires qu'ils aient jamais connues, compte tenu des très rudes épreuves que leur avait infligées précédemment la crise mondiale des années 1930. M. et Mme Grenadou, agriculteurs beaucerons, avaient même prospéré sous Vichy tant leurs produits se vendaient bien⁸. Ne parlons pas, quand même, d'un âge d'or ! Mais

bien sûr il y eut les déportations, les bombardements, les exécutions sommaires, etc. L'après-guerre, les Trente Glorieuses et le tournant des ^{XXe-XXIe} siècles ont énormément affecté les zones rurales. Nous sommes aujourd'hui, en fait de démographie agricole, plus rabaissés qu'en 1450. La situation est pire, si l'on peut dire, puisque, même en cette époque maudite de la fin des guerres de Cent Ans, il y avait davantage de personnes employées à la terre, à l'herbage et à la forêt que ce n'est le cas de nos jours. Sous Charles VII, il y avait, dans l'Hexagone virtuel, plus étendu que ne l'était le royaume proprement dit, plus de 9 millions de ruraux parmi lesquels 95 % de cultivateurs et cultivatrices. En 2013, on est loin du compte, les terroirs agricoles sont profondément dépeuplés, et l'on n'imagine pas une démographie rurale équivalente à celle, si maigrichonne soit-elle, dont bénéficiait la France presque deux décennies après le bûcher de Jeanne d'Arc (1431).

Qu'advient-il de l'agriculture française *actuelle* dans ces conditions ? À titre comparatif, aux États-Unis, lors de la grande dépression des années 1930, certains théoriciens – très théoriques en effet – imaginaient volontiers une économie « étasunienne » sans secteur agricole, celui-ci étant considéré comme trop peu rentable et devant disparaître au profit de branches productives plus avantageuses, situées hors des professions traditionnelles des *farmers*. Les visions futurologiques de ce genre étaient purement utopiques. Ce qui s'est vraiment produit aux États-Unis, c'est simplement l'abandon éventuel des terres les moins rentables, ainsi que l'avènement d'un gigantisme accru des exploitations terriennes. Pour celles-ci, l'unité de base est dorénavant, dans bien des cas, le millier d'hectares et non pas la dizaine ou la centaine d'hectares, comme c'est le cas en France, voire dans d'autres pays d'Europe. Notre agriculture française survivra elle aussi, semble-t-il. Elle se maintiendra, au titre de chaque exploitation, sur une superficie mise en valeur de plus en plus vaste par regroupements terriens. Les vigneronns feront exception. Mais les grands fermiers, *locataires* du sol, « macro-entrepreneurs rustiques », rassemblent d'un seul tenant et rassembleront plus encore les domaines, certes contigus, qui continueront, eux, paradoxalement, à dépendre de *propriétaires* différents. Ce devenir affectera surtout les terroirs de plaines ou de contrées relativement planes et recouvertes, si possible, d'un limon fertile. Il est vrai que l'usage souvent massif des

engrais et des pesticides permet déjà d'augmenter les rendements de façon considérable au détriment de l'environnement. Ce faisant, les agriculteurs, et ils le savent fort bien, prennent des risques génétiques, peut-être importants, pour leur descendance du seul fait qu'ils respirent inévitablement une partie des poussières de ces produits chimiques, théoriquement projetés certes sur le seul sol cultivé.

L'agriculture bio est-elle une solution ? En principe oui, mais le producteur travaille toujours ou presque toujours à la marge de la rentabilité : il n'envisage pas volontiers, on le comprend, pour mieux préserver l'environnement, d'éroder les maigres profits qu'il attend de son activité, ce qui se produirait de façon presque inévitable s'il avait recours aux techniques bio.

J'ai parlé de l'installation préférentielle des exploitations agricoles dans les plaines où le sol est éventuellement plus fertile et où l'utilisation des machines, volontiers gigantesques, permet de réduire les coûts... à coups d'emprunts préalables. Mais, dans cette hypothèse également, l'agriculture de plaine entre en compétition avec d'autres investissements porteurs de profits plus considérables. La construction de maisonnettes dans la plaine de Caen sur un rayon de plusieurs kilomètres ou davantage aux alentours de la ville dévore préférentiellement des sols plats, limoneux et fertilissimes. Ils sont dorénavant perdus pour la production agricole, celle-ci indispensable néanmoins pour l'export et pour l'alimentation des milliards d'individus supplémentaires. Ces individus viendront s'ajouter aux chiffres de population mondiale déjà existants. Les mêmes réflexions s'imposent à propos de l'établissement de larges autoroutes et d'aéroports immenses, eux-mêmes grands amateurs de terrains plats.

L'agriculture de montagne est inévitablement abandonnée, et pour cause, dans les vallées alpines, pyrénéennes et ailleurs. Les vigneron, oléiculteurs, jardiniers et même céréaliculteurs de Languedoc avaient imaginé, disions-nous, à flanc de coteaux des Cévennes ou des pré-Cévennes, une production agricole installée sur des terrasses artificiellement étagées sur des pentes de colline, voire de montagne. Ces terrasses avaient coïncidé avec la mise en valeur agricole croissante des terroirs méridionaux lors du XVIII^e, voire XIX^e siècle. Il n'est évidemment pas question de re-cultiver ces prodigieux escaliers d'agriculture ou de viticulture, tant le travail, fait uniquement à la main ou à la rigueur avec des mules, y était pénible et, c'est le cas de

le dire, assez peu rentable. La formidable augmentation des rendements du blé, froment et autres céréales depuis une quinzaine de quintaux à l'hectare (ou moins encore au ^{XVIIe} siècle) jusqu'à cent quintaux à l'hectare⁹, plafond presque indépassable de nos jours, est un bienfait pour nos exportations frumentaires vers les pays déficitaires en production des grains au sud de la Méditerranée et ailleurs. Mais il y a un prix à payer : dans les campagnes de l'Ouest de la France, les terres schisteuses à très faible épaisseur de sol arable sont devenues porteuses de moissons assez considérables... et les coccinelles, mille-pattes et autres bestioles ont disparu, victimes des insecticides à haute dose. Les bleuets et les coquelicots qui cernaient autrefois les vastes parcelles labourées puis emblavées se sont évanouis, si l'on peut dire, dans la nature malgré quelques tentatives de conservation. Il ne sert évidemment à rien de gémir, puisque à cette liste quelque peu impressionniste des divers méfaits subis par l'environnement rural on pourrait ajouter bien d'autres phénomènes du même genre. Ne parlons pas des flatulences des vaches et autres bovidés : elles contribuent, à force de méthane, au réchauffement du climat, en compétition avec le CO₂. L'évocation du réchauffement mondial n'est pas inutile. Fort heureusement, on n'a pas trouvé de méthane sur la planète Mars...

La situation, quant à ce problème, en Europe comme en Amérique, est assez similaire de part et d'autre aux termes d'une agriculture de plus en plus industrialisée. D'une part, le plus grand nombre des Européens, sinon des Américains, fait preuve d'une prise de conscience désormais incontestablement perspicace quant aux périls « calorifiques » issus de l'accroissement d'injections atmosphériques des gaz à effet de serre, CO₂ et autres... Mais, d'autre part, très peu parmi les citoyens du Vieux Continent, notamment paysans, accepteraient d'envisager de façon concrète une réduction de l'usage de l'automobile et de la motorisation en général. Le problème est presque insoluble : les désirs de confort et de mobilité géographique de toutes sortes de nos populations, en soi légitimes, sont en contradiction flagrante avec les exigences, elles aussi parfaitement fondées, du respect de l'environnement sous ses diverses formes. La pensée hégélienne, elle-même amoureuse des contradictions et de leurs solutions dialectiques, s'y casserait les dents qu'elle avait pourtant fort longues.

1. Cf. mon livre sur *Les Paysans français, de la Peste noire à la Révolution*, Paris, Seuil, 2002.
2. *Le Registre d'Inquisition de Jacques Fournier, évêque de Pamiers* (registres constitués de 1318 à 1325), manuscrit latin 4030 de la bibliothèque Vaticane, édité par Jean Duvernoy, Toulouse, Privat, 1965, 3 vol.
3. « L'homme est un loup pour l'homme, mais le prêtre pour Duvernoy fut un loup pire encore. »
4. Voir P. D. Jones *et al.*, *History and Climate...*, New York, Kluwer Academic, Plenum Publishers, 2001, p. 112.
5. Emmanuel Le Roy Ladurie, *Histoire humaine et comparée du climat*, vol 3, Paris, Fayard, 2009, p. 415 (les trois volumes de cet ouvrage ont été publiés intégralement en traduction chinoise).
6. Il s'agit du volume 3 de mon *Histoire humaine et comparée du climat*, entièrement publiée dans la première décennie du ^{XXI}e siècle.
7. Mathieu Arnoux, *Le Temps des laboureurs, Travail, ordre social et croissance en Europe (XI^e-XIV^e siècle)*, Paris, Albin Michel, coll. « L'Évolution de l'humanité », 2012.
8. E. Grenadou et A. Prévost, *Grenadou, Paysan français*, Paris, Seuil, 1966.
9. Voir le grand livre de Philippe Madeline et Jean-Marc Moriceau, *Les Paysans. Récits, témoignages et archives de la France agricole (1870-1970)*, Paris, Les Arènes, 2012.

Remerciements

Nous remercions en tout premier lieu Thibault Montbazet qui a assisté à nos entretiens et qui a assuré une première dactylographie et le classement du texte. Merci également à Maïté Soubeyran, Étienne Arnaud, Paul Guis, Quentin Pontarlier qui ont travaillé d'un bout à l'autre de la rédaction finale sous la dictée d'Emmanuel Le Roy Ladurie en raison de ses problèmes oculaires.

DU MÊME AUTEUR

- Histoire du Languedoc*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1963.
- Les Paysans de Languedoc*, La Haye, Mouton 1966.
- Histoire du Climat depuis l'an mil*, Flammarion, 1967, 2^e éd. 1983.
- (avec J.-P. Desaiwe, et alii), *Médecins, climats et épidémies à la fin du XVIII^e siècle*, La Haye, Mouton, 1972.
- (avec J.-P. Aron et P. Dumont), *Anthropologie du conscrit français*, La Haye, Mouton, 1972.
- Le Territoire de l'historien*, Gallimard, 1973 et 1978, 2 vol.
- Montaillou village occitan*, Gallimard, 1975.
- (sous la direction de F. Braudel et E. Labrousse), *Histoire économique et sociale de la France*, PUF, 1976.
- (sous la direction de G. Duby), *Histoire de la France rurale*, Seuil, 1976, 1992.
- Le Carnaval de Romans*, Gallimard, 1980.
- L'Argent, l'amour et la mort en pays d'oc*, Seuil, 1980.
- (avec D. Vigne), *L'Inventaire des campagnes*, Lattès, 1980.
- (sous la direction de G. Duby), *Histoire de la France urbaine*, Seuil, 1981.
- Paris-Montpellier*, Gallimard, 1982.
- Prestations paysannes, dîmes, rente foncière et mouvement de la production agricole à l'époque préindustrielle*, travaux rassemblés et présentés par J. Goy et E. Le Roy Ladurie, éd. de l'EHESS, 1982.
- La Sorcière de Jasmin*, Seuil, 1983.
- Parmi les historiens*, Gallimard, 1983, 2 vol.
- (sous la direction d'A. Burguière et J. Revel), *L'Histoire de la France, l'État et les conflits*, Seuil, 1990.
- Histoire de France*, Hachette, t. II : *L'État royal de Louis XI à Henri IV (1420-1610)*, 1987 ; t. III, *L'Ancien Régime (1610-1789)*, 1991.
- (avec O. Ranum), *Pierre Prion, scribe : mémoires d'un écrivain de campagne au XVIII^e siècle*, Gallimard, 1987.
- (avec la collaboration de D. Liechtenhan), *Le Siècle des Platter*, Fayard : *Le Mendiant et le Professeur*, 1995 ; *Le Voyage de Thomas Platter*, 2000 ; *L'Europe de Thomas Platter*, 2006.
- L'Historien, le chiffre et le texte*, Fayard, 1997.
- Saint Simon ou le système de la Cour*, Fayard, 1997.
- Histoire de France des régions*, Seuil, 2001.
- Histoire des paysans français de la peste noire à la Révolution*, Seuil, 2002.
- Personnages et caractères, XVe-XXe siècles*, textes réunis par E. Le Roy Ladurie, Académie des sciences morales et politiques, PUF, 2004.
- Ouverture, société, pouvoir : de l'édit de Nantes à la chute du communisme*, travaux rassemblés par E. Le Roy Ladurie, Fayard, 2005.
- Histoire humaine et comparée du climat*, Fayard, 2006, 2007 et 2009, 3 vol.
- (en collaboration avec A. Vasak), *Abrégé d'histoire du climat*, Fayard, 2007.

(avec J.-M. Roger), *La Chronologiette de Pierre Prion, 1744-1759*, Fayard, 2007.
Trente-trois questions sur l'histoire du climat, « Pluriel », 2007 (reprise de l'Abrégé).
(en collaboration avec A. Vasak et D. Rousseau), *Les Fluctuations du climat*, Fayard,
2011.
Naissance de l'histoire du climat, Hermann, 2013.

Index des noms de personnes

Agulhon, Maurice [119](#), [125](#), [166](#)
Alba, André [96](#)
Allègre, Claude [129](#), [190](#)
Alphonse XIII d'Espagne [198](#)
Althusser, Louis [53](#), [83](#), [87](#)
Angeville, Alphonse, comte d' [169](#)
Anne d'Autriche [114](#)
Aragon, Louis [24](#)
Ariès, Philippe [86](#)
Arnoux, Mathieu [117](#), [232](#)
Arodes de Tailly [12](#)
Aron, Jean-Paul [60-61](#), [125-126](#),
Aron, Raymond [81](#), [83](#), [89](#), [223](#)
Aulard, Alphonse [90](#)
Avril, François [145](#)
Bach, famille [113](#)
Balladur, Édouard [149-150](#), [154](#)
Balzac, Honoré de [33](#)
Bard, Édouard [230](#)
Bardet, Jean-Pierre [54](#)
Barnaud, Jacques [17](#)
Barral, Pierre [15](#)
Barthélemy, Dominique [117](#)
Barthes, Roland [34-35](#),
Bazin, René [34](#),
Beaudiquez, Marcelle [140](#)
Beauvoir, Simone de [35](#)
Beevor, Antony [103](#)
Benabou, Marie [228](#)
Benhamou, Françoise [140](#), [149](#)
Bennassar, Bartolomé [114-115](#), [175](#)

Bercé, Yves-Marie [106](#),
Bergeron, Louis [173](#)
Bergier, Jean-François [176](#)
Bergson, Henri [13](#)
Berlusconi, Silvio [70](#)
Bernoulli, famille [113](#)
Bertin, Jacques [76](#), [168](#)
Besançon, Alain [53](#), [164](#)
Biraben, Jean-Noël [56](#)
Bismarck, Otto von [70](#), [199](#)
Bloch, Marc [39](#), [101](#), [124](#), [156](#), [161](#), [175](#), [202](#), [210](#), [217](#), [232](#)
Bluche, François [213](#),
Blum, Léon [22](#), [222](#)
Bois, Guy [106](#)
Boislisle, Arthur-Michel de [34](#)
Bonaparte, Napoléon [10](#)
Bory, Jean-Louis [163](#)
Bouddha [214](#)
Bourdelaïs, Patrice [56](#),
Bourdieu, Pierre [50](#), [82-83](#),
Bourget, Paul [34](#)
Bourgogne, Louis, duc de [165](#),
Boutruche, Robert [42](#), [174](#)
Braudel, Fernand [37](#), [39](#), [43-46](#), [49-50](#), [60](#), [69](#), [75-78](#), [84](#), [86](#), [89](#), [101](#), [104-105](#),
[108](#), [112](#), [117](#), [119-124](#), [126](#), [168](#), [176](#), [209-210](#), [233](#)
Braudel, Paule [77](#)
Burguière, André [100-101](#), [217](#)
Cain, Julien [107](#)
Caprara, cardinal [10](#)
Cardonnel, Giovanni Battista Jean, père [36](#)
Cavour, Camillo [60](#), [70](#),
Céline, Louis-Ferdinand [35](#), [126](#)
César [78](#)

Chaplin, Charlie [61](#)

Charlemagne [196](#)

Charles VII [235](#)

Charles X [11](#), [94](#)

Charlet, Nicolas Toussaint [11](#)

Chartier, Roger [130](#)

Chaunu, Pierre [54](#), [107-112](#), [122](#), [128](#), [136](#), [210](#), [217-218](#), [226](#),

Chaussinand-Nogaret, Guy [127](#), [177](#)

Chevènement, Jean-Pierre [65](#)

Chirac, Bernadette [151](#)

Chirac, Jacques [109](#), [140](#), [148-151](#),

Chiva, Isaac [45](#)

Clemenceau, Georges [22](#)

Clergue, Pierre [163](#)

Cobb, Richard [45](#), [100](#)

Cobban, Alfred [91](#), [99](#)

Coignet, Jean-Roch, capitaine [130](#)

Colbert, Jean-Baptiste [113](#), [183](#)

Combes, Émile [40](#)

Confucius [214](#)

Corbin, Alain [175](#),

Cortés, Hernán [110](#)

Courouau, Jean-François [155](#)

Couthon, Georges, dit Aristide [96](#)

Couturier, Marcel [126](#)

Cromwell, Oliver [204](#)

Crouzet-Pavan, Élisabeth [113](#)

Crouzet, Denis [112-113](#),

Crouzet, François [112](#),

Crouzet, Guillemette [113](#)

Crouzet, Maurice [112](#)

Crouzet, Michel [112](#)

Dangeau, Philippe de Courcillon, marquis de [231](#)

Dauger, Guy [115](#)

Daumier, Honoré [94](#)

Daux, Valérie [230](#)

Déat, Marcel [13](#)

Debray, Régis [88](#), [148](#),

Delcassé, Théophile [103](#)

Demonet, Michel [168](#)

Disraeli, Benjamin [204](#)

Drieu la Rochelle, Pierre [18](#)

Druon, Maurice [154](#),

Duby, Georges [116-117](#), [122](#), [159](#), [163](#), [177](#), [210](#)

Dufaure, famille [12](#)

Dumayet, Pierre [130-132](#),

Dumézil, Georges [65](#)

Dumont, Louis [166](#)

Dupâquier, Jacques [118](#),

Dupin, Charles, baron [169](#)

Dupront, Alphonse [117](#)

Dupuit, Jean-Sébastien [139](#), [141](#)

Duverger, Maurice [164](#), [166](#),

Duvernoy, Jean [157](#), [159-164](#),

Eisenhower, Dwight D. [58](#)

Elias, Norbert [219](#)

Élisabeth II reine d'Angleterre [147-148](#),

Fabius, Laurent [140](#)

Fabre, Jean-Baptiste Castor [86](#), [131-132](#),

Fauroux, Roger [27](#),

Fauve-Chamoux, Antoinette [87](#), [123](#)

Febvre, Lucien [14](#), [39-40](#), [77](#), [101](#), [116](#), [124](#), [209](#), [217](#), [232](#)

Fénelon [165](#)

Ferrero, Guglielmo [93](#)

Ferro, Marc [105](#), [119-122](#),

Ferry, Jules [92](#), [207](#),

Fini, Gianfranco [213](#)

Flammarion, Henri [17](#), [44](#)

Flaubert, Gustave [33](#), [65](#)

Fogel, Robert [174](#), [211](#),

Foucault, Michel [13](#), [35](#), [61](#), [87](#), [134](#), [218](#),

Fourastié, Jean [64](#)

Fournier, Jacques [106](#), [116](#), [158-159](#), [161](#),

Franco, Francisco [198](#)

François Ier [171](#)

Frêche, Georges [38](#), [128](#), [137](#)

Frédéric II roi de Prusse [88](#)

Freud, Sigmund [228](#)

Furet, François [27](#), [30](#), [45](#), [60](#), [72](#), [80](#), [89-92](#), [95-100](#), [119](#), [123](#), [126](#), [134](#), [136](#), [166](#),
[169](#), [178](#), [230](#)

Gallo, Max [148](#)

Gambetta, Léon [128](#)

Garden, Maurice [176](#),

Gardy, Philippe [131](#)

Garibaldi, Giuseppe [60](#)

Garnier, Emmanuel [191](#), [230](#)

Gaulle, Charles de [13](#), [19](#), [48](#), [50](#), [53-54](#), [64](#), [85](#), [95](#), [205](#), [222](#)

Gengis Khan [109](#)

Giacometti, Alberto [150](#)

Gide, André [34](#)

Ginzburg, Carlo [116](#),

Girard, Louis [62](#)

Giscard d'Estaing, Valéry [117](#), [134](#), [140](#),

Gomulka, Władysław [85](#)

Goncourt, Edmond et Jules de [35](#)

Goubert, Pierre [42](#), [113-114](#), [182](#), [213](#)

Goy, Joseph [127](#)

Grenadou, Éphraïm [234](#)

Grew, Raymond [60](#),

Guerre, Martin [123](#)

Guéry, Alain [56](#),

Guillaume II roi de Prusse, empereur d'Allemagne [92](#), [182](#)

Guizot, François [30](#), [92](#), [117](#), [155](#), [175](#)

Gutenberg, Johannes [146](#)

Harcourt, famille d' [31](#)

Hauser, Henri [112](#)

Hayami, Akira [124](#),

Heller, Clemens [45](#), [49-50](#), [78](#),

Henri III [113](#), [183](#)

Henri IV [112-113](#), [213](#)

Herlihy, David [122-123](#),

Hitler, Adolf [20](#), [23](#), [32](#), [70](#), [225](#)

Hobsbawm, Eric J. [102-104](#), [106](#)

Hugo, Victor [34](#)

Huntington, Samuel [215](#)

Isaac, Jules [69](#)

Jacquart, Jean [114](#), [171](#)

Jamet, Dominique [139](#), [141](#), [149](#)

Jaurès, Jean [103](#), [128](#)

Jean-Paul II [136-137](#),

Jean de la Croix, saint [184](#)

Jeanne d'Arc, sainte [235](#)

Joxe, Pierre [140](#)

Juan Carlos Ier [198](#)

Julliard, Jacques [84](#)

Jünger, Ernst [165](#)

Kahane, Jean-Pierre [231](#)

Kaplan, Steven [191](#)

Kershaw, Ian [103](#)

Klapisch-Zuber, Christiane [122](#)

Klemperer, Viktor [32](#),

Kriegel, Annie [53](#), [118](#), [209](#), [212](#)

Kriegel, Arthur [118](#)

La Bruyère, Jean de [34](#)

La Rochefoucauld, François de [34](#)

Labrousse, Ernest [43](#), [75](#), [78-80](#), [90](#)

Lacan, Jacques [83-84](#),

Lang, Jack [61](#), [139](#), [141](#), [143-144](#),

Laslett, Peter [83](#)

Laval, Pierre [22-23](#),

Le Goff, Jacques [39](#), [100-101](#), [108](#), [121-122](#), [159](#), [163](#)

Le Pen, Jean-Marie [213](#)

Le Roy Ladurie, Barthélemy Emmanuel [12](#)

Le Roy Ladurie, François [19](#), [25](#)

Le Roy Ladurie, Gabriel [17](#), [65](#)

Le Roy Ladurie, Jacques [14-15](#),

Le Roy Ladurie, Madeleine [139-140](#), [145](#)

Le Roy Ladurie, Marie, ép. Fauroux [27](#)

Lefebvre, Georges [60](#), [90](#), [92-93](#), [99-100](#), [197](#),

Lénine, Vladimir Oulianov dit [96](#), [105](#)

Léonard, Émile [132](#)

Leuwen, Jean-Marc [129](#), [158-159](#),

Lévi-Strauss, Claude [65](#), [83-86](#), [119](#), [152](#), [160](#)

Lévy, Bernard-Henri [89](#)

Liebknecht, Karl [105](#)

Litzenburger, Laurent [43](#)

Louis-Philippe Ier [11](#), [94](#), [149](#), [188](#)

Louis de France, dit Monseigneur [165](#)

Louis IX [123](#)

Louis XI [183](#)

Louis XIII [56](#)

Louis XIV [45-46](#), [56](#), [69](#), [92](#), [113](#), [165](#), [167](#), [171](#), [183](#), [204](#), [213](#),

Louis XV [88](#), [92](#), [98](#), [111](#), [117](#), [132](#), [167](#), [191](#), [204](#), [228](#)

Louis XVI [143](#)

Louis XVIII [11](#), [94](#)

Louvel, famille [13](#)

Loynes, Marie-Anne, comtesse de [229](#)

Luxemburg, Rosa [105](#)

Mac-Mahon, Patrice de [94](#), [198](#)

Maintenon, Mme de [165](#)

Malet, Albert [69](#)

Malia, Martin [47](#)

Malthus, Thomas [178](#),

Mandrour, Robert [126](#)

Mann, famille [33](#)

Mann, Thomas [32-33](#),

Maraval, Denis [121](#), [135](#)

Martin, Nicole [36](#)

Marx, Karl [30](#), [87](#), [178](#),

Marzocchi, René [45](#)

Mathiez, Albert [60](#), [90](#), [93](#), [99](#)

Maupassant, Guy de [33](#), [208](#)

Mazarin, Jules [114](#), [183](#), [213](#)

McCormick, Michael [196](#),

Mélenchon, Jean-Luc [74](#)

Mérimée, Prosper [146](#)

Meuvret, Jean [125](#)

Meyer, Jean [42](#)

Michelet, Jules [202](#)

Miquel, André [38](#), [154](#)

Mirabeau, Honoré-Gabriel Riqueti de [96](#), [127](#)

Mistral, Frédéric [86](#)

Mitterrand, François [16](#), [30](#), [117](#), [128](#), [137-139](#), [141](#), [147](#), [149-150](#), [152-153](#), [176](#), [205](#),

Montaigne, Michel de [34-35](#),

Montgomery, Bernard [13](#)

Morand, Paul [35](#)

Moriceau, Jean-Marc [113-114](#),

Morin, Edgar [21](#), [115](#)

Morineau, Michel [127](#)

Moufle, Nicolas-François [11](#)

Mousnier, Roland [43](#), [104-106](#),

Moustier, Léonel, marquis de [23](#)

Napoléon Ier [10](#), [69](#), [72](#), [78](#)

Napoléon III [62](#), [94](#)

Nicolas, Jean [176](#)

Ninomiya, Hiroyuki [125](#)

Nora, Pierre [17](#), [90](#), [117](#), [132](#), [138](#), [162](#), [201](#)

Nouvel, Jean [150](#)

Oms, Marcel [36](#),

Ozouf, Jacques [92](#), [169](#), [230](#)

Ozouf, Mona [54](#), [99](#), [123](#), [170](#)

Palmade, Guy [75](#),

Parker, Geoffrey [185](#)

Passeron, Jean-Claude [51](#), [71](#)

Pasternak, Boris [35](#)

Paxton, Robert [21](#), [206](#)

Pédelaborde, Pierre [44](#)

Perrault, Dominique [153](#)

Perrot, Jean-Claude [177](#)

Perrot, Michelle [56](#), [178](#)

Perroy, Édouard [175](#)

Pétain, Philippe [15](#), [120](#)

Peter, Jean-Pierre [126](#)

Pétre-Grenouilleau, Olivier [211](#)

Peyrefitte, Alain [117](#)

Pfister, Christian [44](#), [168](#), [177](#), [179](#), [230](#)

Philippe II [69](#), [105](#), [126](#)

Philippe d'Orléans [96](#), [165](#)

Piatier, Jacqueline [134](#)

Pivot, Bernard [162](#)

Platter, famille [143](#)

Platter, Thomas [130](#)

Poitrineau, Abel [42](#)

Pompadour, Jeanne-Antoinette poisson, marquise de [228](#)

Poni, Carlo [116](#)

Poperen, Jean [30](#), [91](#)

Porchnev, Boris [104-105](#),

Poussou, Jean-Pierre [54](#), [174](#)

Preston, Paul [209](#)

Prion, Pierre [132-133](#),

Propp, Vladimir [86](#),

Quétel, Claude [13](#)

Rabelais, François [34](#), [116](#)

Raynaud, Paul [22](#)

Restif de La Bretonne, Nicolas Edme [38](#), [130](#),

Revel, Jacques [99](#)

Revel, Jean-François [223](#)

Reynaud, Paul [17](#)

Richelieu, cardinal de [56](#), [147-148](#), [183](#), [213](#)

Richet, Denis [65](#), [90-91](#), [119](#), [130](#)

Ricœur, Paul [217](#),

Robespierre, Maximilien de [93](#), [186](#), [196](#)

Rocard, Michel [27](#)

Roche, Daniel [111](#), [125](#)

Roger, Jean-Marc [132](#)

Roland, Manon [197](#)

Romano, Ruggero [45](#),

Rosanvallon, Pierre [155](#)

Rouart, Jean-Marie [135](#)

Rowley, Anthony [75](#)

Saint-Just, Louis-Antoine de [96](#)

Saint-Simon, Louis de Rouvroy, duc de [34](#), [130](#), [160](#), [164-166](#), [231](#)

Salleron, Louis [14-15](#),

Sanson, Jacqueline [141](#),
Sartre, Jean-Paul [35](#), [85](#)
Saunier-Seïté, Alice [144](#)
Serres, Michel [148](#)
Shakespeare, William [35-36](#), [58](#), [77](#)
Shapiro, Steven [57](#)
Smedley-Weill, Anette [56-57](#),
Soboul, Albert [42](#), [45](#), [54](#), [90-93](#), [99](#), [197](#),
Socrate [214](#)
Soljénitsyne, Alexandre [35](#)
Souvarine, Boris [209](#)
Spengler, Oswald [151](#)
Staline [22](#), [24](#), [29](#), [72](#), [79](#), [203](#)
Stendhal, Henri Beyle dit [112](#)
Tallemant des Réaux, Gédéon [34](#)
Tapié, Victor-Lucien [117](#),
Thierry, Augustin [30](#)
Thiers, Adolphe [149](#)
Thompson, Edward Palmer [102](#), [183](#)
Thorez, Maurice [24](#)
Thucydide [202](#)
Tiberi, Jean [151](#)
Todd, Emmanuel [87](#)
Toubon, Jacques [140-141](#), [149-150](#),
Touraine, Alain [51](#), [81-82](#),
Truman, Harry S. [58](#)
Valensi, Lucette [123](#)
Vallin, Charles [15](#)
Vasak, Anouchka [189](#), [230](#)
Velay, Louis [78](#),
Venard, Marc [114](#)
Vercingétorix [46](#)
Verlaine, Paul [206](#)

Vidal-Naquet, Pierre [85](#)

Vigne, Daniel [207](#)

Voltaire, François-Marie Arouet dit [33](#)

Vovelle, Michel [37](#), [91-92](#), [197](#)

Wagner, Richard [85](#)

Walter, Xavier [27](#), [118](#)

Weber, Max [215-216](#),

Wolff, Philippe [42](#), [159](#), [175](#),

Worms, Gabriel [17](#)

Zemon Davis, Natalie [123](#)

Zola, Émile [33](#)

Zysberg, André [126](#), [166-167](#),

Retrouvez tous nos ouvrages
sur www.tallandier.com